

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
TÉMOIGNAGE SUSPECT

EN RAISON DE

L'ÉTAT MENTAL DES TÉMOINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Décembre 1912, à 1 h. 1/2,

PAR

E. PAULUS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président: M. LE POITTEVIN,

*Suffragants: { M. ESMEIN, professeur.
 { M. POLITIS, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

44, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
TÉMOIGNAGE SUSPECT

EN RAISON DE

L'ÉTAT MENTAL DES TÉMOINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 12 Décembre 1912, à 4 h. 1/2,

PAR

E. PAULUS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président: M. LE POITTEVIN,

*Suffragants: { M. ESMEIN, professeur.
 { M. POLITIS, professeur.*

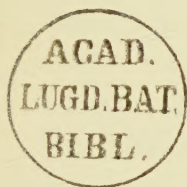
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU TÉMOIGNAGE SUSPECT

EN RAISON DE L'ÉTAT MENTAL DU TÉMOIN

INTRODUCTION

Le témoignage, déclaration orale (1) spontanée ou provoquée, qui peut emprunter la forme de l'aveu ou du serment, est, sans aucun doute, le mode de preuve le plus ancien. Son rôle est capital en droit criminel, et il était absolument indispensable, dans les rapports juridiques élémentaires que les hommes étaient appelés à avoir entre eux à une époque où l'écriture n'existait pas encore.

Avant que l'homme accorde sa foi à des signes tracés par la main de l'un de ses semblables, ou qu'il en arrive à cette science plus délicate de la recherche des indices ou de l'échafaudage des présomptions, le témoignage oral, seul, lui permettait de se créer une conviction et il est permis de dire qu'il est aussi vieux que la justice elle-même.

(1) Le terme de témoignage peut être largement étendu aux plaintes ou dénonciations orales et manuscrites. On l'emploie également pour désigner les titres, certificats, reconnaissances, etc. Au texte ce mot vise à la fois la déclaration verbale et écrite.

Il suffit de rappeler, pour bien marquer l'importance du témoignage, qu'il nécessite pour sa formation, dans le domaine intellectuel, un ensemble de perceptions, un appel à la mémoire, un exercice de coordination des souvenirs, et pour sa production, un acte matériel, la déclaration orale ou écrite donnant à ces souvenirs une publicité, dont il importe d'apprécier la liberté et de contrôler la sincérité.

La qualité essentielle d'un témoin c'est qu'il objective puissamment, qu'il fasse, s'il le peut, abstraction de sa personnalité pour n'être que la pellicule sensible qui accuse les traits exacts d'une scène dont il est le spectateur fortuit. Bentham a pu dire des témoins qu'ils sont « les yeux et les oreilles de la justice ». Image heureuse qui marque l'importance et l'incertitude qui accompagnent le récit des témoins auquel les magistrats se voient obligés d'accorder quelque crédit.

« Le témoin, nous dit M. Duverger, raconte ce qu'il
« a vu, ce qu'il a entendu, ce qu'il a ouï dire; il fait un
« récit exact et circonstancié, il rend compte de tout ce
« qui peut servir à prouver la culpabilité ou l'innocence
« du prévenu; il rend raison de la manière dont il sait
« ou dont il a appris ce qu'il déclare : la cause du délit,
« l'instrument, le jour, l'heure, le lieu, les distances, la
« qualité, l'âge, le sexe, la moralité du prévenu, c'est-
« à-dire sa bonne réputation; ses habitudes, ses dé-
« marches, ses paroles, les menaces qu'il aurait faites,
« ses propositions de transaction s'il y en a eu; ses re-

« lations d'amitié ou de haine avec la partie lésée, ses
« motifs d'animosité ; en un mot, tout ce qu'il a dit ou
« fait avant ou depuis la perpétration du crime ou délit ;
« tout ce qui tendrait à conviction ou à décharge ; le
« nombre des auteurs et des complices du fait incriminé ; la part que chacun d'eux y a prise, tout doit
« être déterminé avec clarté et précision » (1).

Voilà ce qu'est le témoignage : une exhumation de souvenirs, de sensations, d'idées, et la publicité donnée à ce phénomène par l'écrit ou par la parole. A chaque instant de notre existence nous sommes appelés à témoigner sur tout. L'historien, le savant, le philosophe, l'écrivain ou l'explorateur font appel à leur témoignage personnel ou au témoignage d'autrui. Nous témoignons de tout ordre d'idées ou de choses d'une façon plus ou moins exacte et claire, c'est évident ; mais, tout ce que les sens peuvent percevoir, le cerveau définir et la parole exprimer peut être rapporté.

Le domaine du témoignage est donc considérable, mais il est fait d'incertitudes. Pour qu'il mérite une confiance absolue, il devrait remplir trois conditions fondamentales qui sont : la perception très nette au moyen des sens, la possibilité de fixer normalement l'attention sur un objet quelconque, enfin la faculté de reproduire fidèlement ce qui a été perçu.

(1) *Manuel des juges de paix.*

Nous verrons, par la suite, que ces qualités se trouvent assez rarement réunies en la même personne.

Comment le témoignage oral peut-il faire preuve ? Dans la vie courante, nous avons accoutumé de croire nos semblables sur parole jusqu'à ce que les circonstances ou notre expérience personnelle nous aient démontré que nous avons été induits en erreur.

La justice civile ou criminelle est obligée de se montrer plus sévère ; mais il ne semble pas qu'elle ait particulièrement cherché à contrôler les témoignages ; elle tend plutôt à impressionner vigoureusement l'esprit du déclarant pour l'amener à dire toute la vérité. Aussi elle n'ajoutera qu'une foi minime aux récits qui seront faits sans garantie, cette garantie consistant en une promesse solennelle, en un serment, qui lie le témoin envers Dieu et envers les hommes.

Les travaux qui ont été publiés sur l'origine du serment établissent qu'il était requis en justice dès la plus haute antiquité. Alors, à l'esprit religieux se joignait une tendance superstitieuse irraisonnée qui faisait encourir au parjure des châtiments à la fois humains et divins. Le témoignage était omnipotent et ce furent seulement des civilisations plus avancées qui en réglèrent l'admission et établirent des règles d'exclusion au fur et à mesure que l'on apprenait à suspecter la sincérité de certaines déclarations.

Les livres saints, en même temps qu'ils traitent de l'organisation de la justice, contiennent de fréquentes

règles en matière de témoignage oral (par exemple le Deutéronome). Plus tard, c'est un document juridique, la loi des Douze Tables, qui consacre l'existence, à Rome, de ce mode de preuve. Il fut admis pendant tout le temps où les institutions romaines furent en vigueur, jusqu'à la fin du Bas Empire, où l'emploi en fut sévèrement réglementé.

La Grèce ancienne, s'il faut en croire M. Albert du Boys (1), était réglée par une législation analogue.

La plus célèbre des exclusions concernant la preuve testimoniale date de Constantin (2). Ce fut lui qui écarta le témoignage unique, comme l'indique l'adage : *Testis unus, testis nullus*. *A priori*, la déclaration d'une seule personne est considérée comme insuffisante. D'après M. Bonnier (*Traité des preuves en matière criminelle*), « l'idée sur laquelle repose cette exclusion est le danger
« de s'en rapporter à un seul homme quand il y a déjà
« tant de chances de fraude ou d'erreur dans les dépo-
« sitions conformes de plusieurs. »

Cette déchéance passera, par la suite, dans les coutumes de la Gaule, vraisemblablement escortée de toutes celles que connut cette législation au moment de la domination romaine, puis dans les pays dits « de droit écrit. »

(1) *Histoire du droit criminel des peuples anciens*.

(2) M. Paul Viollet, *Histoire du droit français*, la fait dériver de l'Évangile (Saint Jean, VIII).

Après les grandes invasions, chez les peuplades germaniques, une nouvelle conception de la preuve orale apparaît. L'idée de discuter les témoignages s'efface devant l'intérêt que l'on attache à leur nombre ; on ne les discute plus, on les compte.

Depuis l'établissement de la dynastie carolingienne jusqu'à la fin du moyen âge, c'est le droit canonique qui est en vigueur. Il s'inspire de nombreuses règles et de préceptes moraux tirés des textes sacrés. Tout ce droit est dominé, en ce qui a trait à la procédure, par le système dit des *preuves légales*, ne laissant aux juges aucun pouvoir d'appréciation et attribuant d'avance aux témoignages produits dans certaines conditions, une valeur fixe. Il consacre la règle latine de l'exclusion du témoin unique, maxime traduite par Loysel en « voix d'un, voix de nun », mais avec cette atténuation apportée à la sévérité de la règle : le témoin unique fait semi-preuve.

Cette époque est également marquée par une institution singulière, celle des combats judiciaires : idée assez primitive qui veut que la main de Dieu soutienne le défenseur du bon droit et fasse éclater aux yeux de tous, par la défaite de son adversaire, l'existence de son droit méconnu.

Ces combats judiciaires, usités tout d'abord entre parties, pour solutionner les procès, furent employés aussi entre témoins pour fixer la conviction du juge, quand

leurs déclarations ou leur nombre, se balançant, étaient insuffisants pour convaincre le tribunal.

Ce n'est qu'au XVI^e siècle qu'une réforme importante vint modifier l'admission de la preuve orale, mais seulement en matière civile. L'ordonnance de Moulins (1539) détruisit la règle, « témoins passent lettres », pour y substituer un régime nouveau, « lettres passent témoins. »

Ainsi pendant plusieurs siècles, par un travail lent, anonyme, dont il est difficile de déterminer le point de départ, se constitua un système très vaste d'exclusions, tant devant les juridictions civiles que criminelles. Certaines furent empruntées au droit romain, que l'on commençait à étudier, surtout dans les cloîtres; d'autres furent introduites d'une façon empirique, d'autres enfin naquirent de certains préjugés de l'époque ou de la prépondérance du culte catholique en France.

Les grandes ordonnances royales, celle de 1667 sur la procédure civile, et celle de 1670 sur l'instruction criminelle sans en donner l'énumération, en consacrent l'étendue; elles décrètent que tous reproches, proposés contre un témoin, doivent être basés sur des faits bien circonstanciés. Mais les commentateurs de ces ordonnances nous instruisent de leur nombre et des faits qui motivent leur admission; le premier est illimité, les autres parfois déconcertants.

Cette théorie des reproches a passé dans nos codes, à travers la tourmente révolutionnaire. Mais le nombre

des témoins qu'elle vise est à la fois très réduit et très bien déterminé. Certes, il était plus qu'utile d'émonder le système des grandes ordonnances ; la réforme fut radicale. Néanmoins, il est permis de s'étonner en constatant que le législateur a omis, volontairement ou non, de reproduire une règle extrêmement ancienne qui écartait le témoignage d'une catégorie entière de personnes considérées comme suspectes en raison de leur état mental : furieux, déments, imbéciles, voire même ivrognes d'habitude, ceux enfin que l'on pourrait désigner à la rigueur sous le nom d'aliénés, ou, pour employer la terminologie médicale, de *psychopathes*, terme plus général qui englobe ceux qui, à tous les degrés, souffrent de maladies mentales et dont, par ce fait, le discernement est altéré et le témoignage infidèle.

Au système des preuves légales, liant le juge, succéda au moment de la Révolution, le système de l'intime conviction. Le juge a enfin la liberté de peser dans son esprit la valeur des témoignages, de faire état des uns et de rejeter les autres, en un mot, de *les discuter* pour en retirer les éléments qui serviront à baser sa conviction.

Cependant, c'est grâce à ses seules ressources personnelles qu'il pourra étudier et contrôler la sincérité du témoin ; il n'est aucunement éclairé sur son intelligence ou sa capacité.

Le magistrat n'est pas mis en garde contre la déposi-

tion erronée de l'aliéné (1). Au même titre qu'un individu sain d'esprit, il l'admettra à prêter serment (en droit criminel, les articles 155, 317, § 1, etc., du code d'instruction criminelle, sont d'ordre public). Le serment, bien qu'il ait perdu chez nous son caractère religieux, exige comme condition de sa prestation une lucidité et une conscience que l'on ne saurait découvrir intactes chez l'aliéné.

Le code de procédure civile (art. 283) et le code d'instruction criminelle (art. 156, 322), ne signalent pas de cause de reproche tenant à l'aliénation mentale du témoin.

Le silence de notre législation est étrange à plusieurs points de vue : d'abord, parce qu'il rompt, en matière criminelle spécialement, une tradition depuis longtemps établie, parce que ce silence n'interdit pas d'ajouter foi aux déclarations des personnes dont, évidemment, la mentalité est sujette à caution [de semblables auditions occasionneraient de regrettables erreurs judiciaires] ; enfin parce que un assez grand nombre de législations étrangères, dont les règles de droit ont été codifiées au cours du dernier siècle, ont expressément prévu le cas où un témoignage de ce genre serait porté en justice et ont décidé qu'il ne pourrait servir à former la conviction du juge.

(1) Le mot aliéné est ici, et sera par la suite, employé dans son acception la plus générale.

Le témoignage est l'élément le plus important de la formation de l'opinion ; il suffit en matière pénale pour établir l'innocence ou la culpabilité d'un accusé. Il importe donc de prendre en vue de sa réception toutes les mesures de prudence nécessaires pour obtenir du témoin un récit conforme à la réalité.

Pendant longtemps, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la foi accordée au témoignage oral fut unanime. Ce furent les philosophes écossais Craig et Peterson, qui élevèrent les premières critiques au sujet de sa valeur et de son importance.

Bentham, au début du siècle suivant, entreprit d'analyser le témoignage au point de vue juridique : mais l'étude qu'il fit de sa force probante n'est qu'un essai peu scientifique.

C'est seulement au cours des vingt dernières années et sous l'impulsion d'un groupe de médecins aliénistes, neurologistes, de psychologues, etc., que se développe ce germe de science — aujourd'hui documentée et florissante, — la science du témoignage. Cette science, qui eut son berceau en France, et qui fut particulièrement enrichie par les travaux de savants allemands, éclaire sous un jour déconcertant le problème, et nous enseigne le peu de foi qu'il est bon d'accorder aux déclarations en apparence les plus sincères. Elle a réuni un très grand nombre d'observations et en a tiré un ensemble de règles qu'il est indispensable de connaître lorsqu'on étudie les sciences juridiques ou que l'on est appelé, comme le ma-

gistrat ou l'avocat, à participer directement à l'administration de la justice.

Tout témoin est susceptible de fournir des renseignements inexacts en raison de l'acuité de ses perceptions et de la fidélité de sa mémoire. Aussi on a pu dire : « Les faux témoignages constituent en quelque sorte la base de notre instruction judiciaire... » (D^r Bérillon). Mais, ce défaut est inhérent au mode de preuve lui-même. Le véritable témoin dangereux, c'est celui qu'aucune retenue morale ou que le manque de discernement empêchent de donner des éléments d'informations indispensables à l'action judiciaire.

D'autre part, sans mentionner les auditions ou visions erronées, voire imaginaires du témoin, signalons le danger que fait courir à la fidélité des souvenirs le bruit fait autour de certaines affaires criminelles, de presque toutes faudrait-il dire, par certains organes de la presse qui joignent à un trop grand souci d'information, la prétention incroyable d'exercer une véritable magistrature d'enquête.

Aussi, celui qui sera appelé à déposer de longs mois après que se sont déroulés les faits dont il a été le témoin, sera souvent embarrassé de dire s'il a vu, entendu ou seulement appris par la voie de son journal, les faits qu'il vient révéler en justice, sous la foi du serment.

S'il en va ainsi du témoignage de l'homme sain d'esprit, n'est-il pas dangereux que la loi ne tienne pas en

rigoureuse suspicion celui de l'individu dont la mentalité est peu développée, déformée ou incohérente ?

Il n'est pas possible de dresser une liste complète des malades auxquels il serait désirable de ne voir accorder qu'une minime confiance. Nous en signalerons, au cours de cette étude, les types les plus généraux. Ce sont d'abord les fous, furieux ou déments, les imbéciles (auxquels on assimilera les idiots et les crétins), tous ceux, en un mot, dont l'état physique ou intellectuel peut inspirer de la défiance : les paralytiques généraux, les délirants chroniques, les épileptiques (malgré que certains paraissent jouir de toutes leurs facultés), les alcooliques atteints de crises aiguës et chroniques et les autres intoxiqués, enfin les hystériques, les dégénérés héréditaires (délirants, dipsomanes, impulsifs), etc., etc.

Non seulement il faudra suspecter les témoignages, les dénonciations, mais encore les aveux de ceux qui sont frappés d'« oblitération du sens mental ». Il est prouvé, en effet, que dans les deux tiers environ des cas l'aveu pathologique d'un crime concerne un crime in-existant (1).

Laissant de côté l'étude de la psychologie du témoignage et considérant comme prouvés les phénomènes (hallucination, amnésie, délire, etc.), qui se manifestent au cours des psychoses que nous allons examiner, le problème se pose alors de savoir si l'on doit avoir égard

(1) Rapport du professeur Dupré au Congrès de Grenoble, 1902.

aux déclarations des aliénés, s'ils doivent être écartés complètement des affaires judiciaires ou si l'on doit simplement les tenir à *priori* pour suspects et ne les entendre qu'à titre de renseignements.

Nous rechercherons quelles mesures avaient prises à cet égard les législations anciennes, dans quel sens s'est prononcée la Cour de cassation, puis nous montrerons, par l'exposé des opinions des jurisconsultes et des médecins et par l'examen des législations étrangères, à la fois l'intérêt du problème et la solution qu'il semble profitable de lui donner. Cette solution se trouve résumée dans cette appréciation de M. Burkly (1), qui reconnaît que l'on ne peut admettre comme témoins « que les personnes qui sont saines d'esprit et qui ont connaissance de la cause en vue de laquelle elles prêtent serment. »

(1) Burkly, *Le serment*, Genève, 1882.

HISTORIQUE

L'historique de notre question est intéressant à dégager en raison des nombreux documents juridiques qu'il fait défiler sous nos yeux, et en ce qu'il nous permet aussi de suivre, dans son évolution, le problème de la suspicion des témoignages et l'esprit des solutions qui furent adoptées.

Le document le plus ancien se trouve dans le « Livre de la Loi de Manou », code des populations de l'Inde, qui est d'un âge très respectable et qui a fait l'objet de plusieurs rédactions (1). Une partie importante de cet ouvrage est consacrée à l'administration de la justice et contient l'énumération assez considérable des individus dont le témoignage n'est pas reçu en justice ; ces exclusions peuvent paraître parfois bien rigoureuses, commandées par une méfiance exagérée ; d'autres, au contraire, sont tout à fait légitimes. Telle est la loi 67 (livre VIII) qui n'admet comme témoin : « ...ni un

(1) Le texte qui est invoqué fut rédigé probablement vers le premier siècle, mais il est la reproduction d'une législation bien plus ancienne ; le livre de la loi de Manou est actuellement encore le code de différentes sectes de l'Inde.

homme *ivre*, ni un *fou*, etc. ». Cette même loi, il est vrai, écarte aussi celui qui est excédé de fatigue, celui qui est épris d'amour, etc.; ces mesures, pour si étranges qu'elles paraissent, ne sont que l'application du principe qui exige comme garantie de la sincérité du témoignage, l'entière liberté d'esprit de celui qui le fournit. Cette liberté d'esprit est fort amoindrie chez les individus ci-dessus énumérés. Le législateur, très catégorique, les frappe d'une véritable incapacité.

La Bible, qui se rapproche du Livre de la loi de Manou, tant par son ancienneté et la confusion qui a présidé à sa rédaction que par une certaine similitude de règles, a traité à diverses reprises de l'audition des témoins, mais sans frapper toutefois de déchéances ceux qui seraient privés de leurs facultés mentales. Si la lecture des textes semble devoir établir que les faibles d'esprit n'étaient pas privés du droit de déposer en justice, du moins n'est-il pas impossible de faire de conjecture à ce sujet. Nous tenons de source indirecte, touchant les reproches admis chez les Hébreux, une affirmation tout opposée ; sont incapables de témoigner « à côté des sourds-muets et des aveugles, les insensés » (1). Quelle est la valeur de ce renseignement ? L'auteur, Selden, ne nous apprend pas de quelle source il le tient ; aussi doit-on l'accepter avec quelque réserve.

(1) Selden, *De jure naturali* (De synedriis, lib. II, chap. XIII).

C'est également l'attitude qu'il convient de prendre en ce qui concerne la procédure en vigueur dans la Grèce ancienne. Un point y est cependant établi, c'est que les témoins comparaissaient en personne et prêtaient serment solennellement. Mais leurs déclarations n'avaient d'autre valeur que celle d'un acte que l'on produit et dont on discute ensuite les clauses. La torture devait, d'ailleurs, suppléer assez tôt à ce mode de preuve.

Le système procédural des Grecs n'admettait pas indifféremment tout individu au serment des témoins. Il fallait, chez les Athéniens, « être probe et sans reproches » (1). Doit-on en conclure que l'honorabilité d'un citoyen pouvait se trouver amoindrie du fait de son état délirant? Il n'est pas possible, sur ce point encore, d'être affirmatif.

Au contraire, dans la législation romaine, on rencontre des textes précis sur la matière, textes que l'on verra fréquemment reproduits par la suite. A Rome, en effet, on exige de celui qui est appelé en témoignage, certaines qualités déterminées, touchant à l'âge, au discernement, à la liberté et à l'intégrité du citoyen. Etaient écartés l'« insanus », le « furiosus », le « mente captus », qu'ils aient été ou non pourvus d'un curateur (2). De

(1) M. A. du Boys, *op. cit.*

(2) Le droit romain connaissait différentes espèces d'aliénés ; outre ceux dont il est question au texte, on trouve les *amentes*, les *dementes* qui semblent n'être que des types dérivés des *mente capti*,

même on ne recevait pas (sauf en matière criminelle) le témoignage de l'impubère.

Il convient d'ajouter à cette liste le prodigue, qui, s'il semble être en possession de ses facultés, en use mal et démontre ainsi son état d'infériorité morale.

Le texte fondamental est une loi du *Digeste* (1) :
« Paulus libro sexto decimo ad edictum. Ubi non voce
« sed præsentia opus est, mutus, si intellectum habet,
« potest videri respondere, idem insuedo hic quidem et
« respondere potest. Furiosus absentis loco est et ita
« Pomponius libro primo epistularum scribit. »

Furiosus loco absentis, le furieux est tenu pour absent, pour mort ; c'est l'opinion de Paul et de Pomponius ; son témoignage, comme celui de l'*insanus* ou du *mente captus*, ne peut être reçu, ni sollicité. Nous ignorons si le même reproche pouvait être adressé à la partie à laquelle le serment *in litem* était déféré ; et cependant la logique voudrait qu'un individu, tenu pour absent en raison de son défaut de discernement, ne puisse prêter le serment décisoire, pas plus qu'il ne peut prêter le serment des témoins.

D'une manière générale étaient tenus pour suspects tous les furieux, tous les déments et faibles d'esprit ; ils

c'est-à-dire des individus atteints de monomanie. Suivant une doctrine généralement admise (Accarias, *Précis*, I, n° 167), on oppose au *mente captus*, atteint de folie continue, le *furiosus*, dont l'état présenterait des intervalles lucides.

(1) *De diversibus regulis juris antiqui*, l. 124, Mommsen.

étaient donc pour les mêmes raisons reprochables, par opposition aux « omni exceptione majores » de la loi des XII tables, personnes contre lesquelles il n'était pas permis d'alléguer de reproches.

Le *Digeste*, au titre *De testibus* (1), confirme cette règle d'ensemble en rappelant que : « La loi Julia (*de vi*) « porte... qu'il y a d'autres (personnes) à qui le témoignage est interdit, à cause de la faiblesse de leur jugement. »

Ce système d'exclusions entra en vigueur, vers la même époque dans l'empire d'Orient et dans l'empire d'Occident. On le retrouve en Gaule, consacré par le code théodosien (1, 3, *De fide testium*).

En ce qui concerne la Gaule, au VII^e siècle, les coutumes des Burgondes, des Francs, des Wisigoths, le droit celtique ne nous fournissent aucun renseignement utile relatif à la procédure qui réglait, chez ces peuples, l'admission des témoignages en justice. Nous savons que l'on y suivait des règles formulaires, et que le mode de preuve généralement admis était la preuve par témoins. La loi Salique traite fréquemment de la preuve « per testes », que l'on employait pour attester les conventions intervenues, pour affirmer l'état de chose jugée, pour prouver le transfert de propriété, l'état des personnes et des familles (ch. XXXV, capit. de 802). Avec

(1) Liv. XXII, tit. V, § 5.

le taux de la condamnation qu'encourt le témoin défaillant et le combat judiciaire entre témoins dont les dépositions se détruisent, c'est presque tout ce qu'indique la loi Salique.

La loi des Bava-rois (ch. LXII, capit. de 789) écarte le serment des enfants en raison de leur faiblesse intellectuelle ; la loi des Alemans (titre XLII, § 1 et chapitre XIII du capit. de 801). se montre plus sévère que la loi Salique ; elle exige que les témoins jouissent d'une bonne réputation.

Pour la période qui s'étend du VIII^e siècle au X^e siècle, — à part la déchéance qui frappe les enfants dans la loi bava-roise, — les capitulaires des rois Francs ne contiennent pas trace d'une exclusion quelconque des témoins dont l'état mental est suspect (1). Toute cette époque en matière de preuves judiciaires semble n'attacher que peu de prix à la valeur des témoignages, tandis qu'elle en attache beaucoup à l'institution du duel judiciaire. Ce fut, en matière criminelle du moins, le mode de preuve ordinaire ; les témoins prêtaient serment sur des reliques et se déclaraient *témoins oculaires* ; l'accusé pouvait fausser leur témoignage et les provoquer au duel judiciaire. Ne pouvaient déposer,

(1) Tout au plus rencontre-t-on, dans un capitulaire de Charlemagne de 803, cette prohibition de forme ambiguë : « Merito ergo accusare et testimonium prohibentur qui *in recta fide* suspecti sunt ». Peut-on considérer comme n'étant pas *in recta fide* les aliénés ? (C. Baluzius, p. 1117, liv. VII).

d'après cette procédure formaliste, ni les femmes, ni les enfants ou sous-âgés, etc. (1).

Un autre moyen fut fort en usage jusqu'au X^e siècle pour renforcer les déclarations des témoins en justice ; il consistait dans la production de *cojuratores*. C'étaient des donneurs de garantie et non des témoins ; ils certifiaient la moralité et la sincérité d'un témoin. L'objet que l'on se proposait en admettant des *cojuratores* était de convaincre le tribunal que l'individu appelé à prêter serment était incapable de se parjurer (2).

Enfin, il existait encore des épreuves ou jugements de Dieu propres à manifester les arrêts du ciel sur la culpabilité ou l'innocence des prévenus.

Ce fut sous Louis IX, que la preuve par témoins fut rétablie, si l'on peut dire, comme mode de preuve efficace ; mais la réforme ne fut consommée que sous Philippe le Bel.

Il est aujourd'hui reconnu que, dans la monarchie franque, à côté de cette procédure étroite et formaliste du droit commun, il en existait une autre où le duel judiciaire, le serment purgatoire, etc., ne figuraient point et qui était dite *per inquisitionem*. Les églises et les monastères obtinrent par privilège, l'application de ces

(1) Dans ce sens, Esmein, *Histoire de l'instruction criminelle en France*.

(2) Ces *cojuratores* étaient autant que possible choisis parmi des hommes indépendants, propriétaires d'alodes, etc., souvent en fait c'étaient des parents du témoin.

procédures aux procès dans lesquels ils étaient intéressés, mais à l'époque franque cette procédure fut surtout employée en matière civile.

Par contre, l'organisation des justices seigneuriales a pris naissance dans des conditions difficiles à déterminer. On ne croit pas qu'il faille remonter aux coutumes des anciens Germains pour en découvrir l'origine ; la justice seigneuriale avec sa hiérarchie est bien différente des institutions domestiques des peuplades germaniques.

C'est au droit canonique que revient l'initiative d'avoir doté la procédure, pour les causes qui relevaient de ses tribunaux, d'un système de reproches très étendu. Ce système n'est pas à l'abri de toute critique ; on y rencontre certaines règles qu'il est difficile de justifier. Par exemple, si chaque partie avait à proposer des témoins, ou les discutait en suivant un ordre de préférence ; le témoin âgé était préféré au jeune, le riche au pauvre, celui qui rapportait un témoignage *de visu* à celui qui ne pouvait témoigner que *de auditu*, etc.

L'écriture sainte, et par suite l'Eglise, qui la répandait en la commentant, eurent une grande influence sur la procédure. L'autorité de la preuve testimoniale fut accrue en ce sens que le système des exclusions, en écartant du débat judiciaire un très grand nombre de personnes, à des titres très différents, s'il ne permettait pas de trouver des témoins irréprochables, permettait tout au moins d'en trouver qui offraient des garanties

sérieuses de sincérité et d'impartialité. Malheureusement, ce système, étroitement conçu, n'a servi qu'à entraver la justice dans sa recherche de la vérité.

Il faut rechercher dans les premiers coutumiers, la trace de l'incapacité des témoins atteints d'affections mentales. Les Coutumes du Beauvoisis, de Beaumanoir (1) en font l'exposé suivant : « Nus enfès sous
« aage, ne faus de nature, *ne hors de sens*, ne doivent
« être tret en tesmoignage, tant fut-il ainsi que cil
« contre qui il sunt trait, fut si nices (niais) qu'il ne les
« debastit point, ne les devrait pas li juges recevoir,
« etc. » (39). Et s'ils estaient receu parce qu'il ne se-
« raient pas debatü, ne que li auditeur n'en saraient
« mot et point de l'examination si la coze venoit après à
« la connaissance des jugeurs, ne devroit pas lors dis
« estre mis en jugement. Mais si ce ne venoit à lor
« connaissance, n'il n'estaient debatü de partie et on ju-
« geoit sor lor dit, le jugement tenroit, ne par ledit des
« témoins ne porrait appeler li partie du jugement,
« etc. » [39].

Celui que Beaumanoir désigne ainsi, l'homme « hors de sens », c'est l'individu frappé d'aliénation mentale. Il y a *obligation* pour le juge de l'écarter; et au cas d'ignorance de cet état d'esprit, l'auteur explique que le juge, suivant que le témoignage a été ou non combattu,

(1) *Les coutumes de Beauvoisis*, annotées par le comte Beuguot, 1840, au chapitre des *Preuves*.

devra en tenir compte ou, au cas contraire, le jugement demeurera inattaquable ; car les reproches doivent — et c'est la première fois qu'apparaît cette règle, — être proposés au début de l'instance avant que les témoins aient prêté serment.

« Le Livre de Jostice et de Plet », qui est à la fois un recueil de droit romain, de décrétales et de droit coutumier (fin du XIII^e siècle) ne formule pas, en cette matière, de règle impérative. « Et recort, dit l'auteur, doit « être en bones gens, tex (telles) qui soient créables de la « querele. » Opinion tout à fait justifiable qui recommande de ne point chercher d'informations aux sources suspectes. Il est permis de croire, d'après ce texte, que l'on ne devait pas accueillir favorablement les déclarations des témoins appartenant à la classe qui nous intéresse.

Sauf ces deux fragments, on ne rencontre rien dans les ouvrages de jurisprudence de l'époque (1). C'est dans des monuments juridiques du XV^e siècle, dans les « Notas » et dans la « Petite Coutume » (textes antérieurs à 1491), que réapparaît l'idée d'une exclusion frappant des témoins dont l'état mental est troublé. Ainsi : « 40. Nota les cas à réprouver tesmoings, savoir une

(1) Il en est ainsi par exemple du *Livre des commandements d'office de justice* (*Recueil de jurisprudence des cours du Poitou, fin du XIV^e siècle*).

« personne en son fait... ung idiot, muet, sourd degâsteur de biens, etc. » (1).

La « Petite coutume » offre une énumération en tous points identique. Le motif qui fait rejeter le témoignage de l'idiot et du « degâsteur de biens » (prodigue), visait évidemment le furieux et le frénétique. L'expression employée au texte comprend, sans distinction, tous ceux qui sont atteints d'aberration mentale.

Or, la *Très ancienne coutume de Bretagne*, à laquelle se rattachent intimement les deux ouvrages précédents, a eu une rédaction postérieure à la leur. C'est donc tout le droit des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles que ces documents nous font connaître, et ils sont d'autant moins suspects d'ignorance ou de partialité, qu'ils ont été rédigés « par des gens de justice qui voulaient faire connaître aux praticiens les règles suivies devant les tribunaux » (2).

Le XVI^e siècle nous familiarise davantage encore avec le système des reproches, étendu d'une façon inusitée. C'est au début de cette période, que nos coutumes furent fixées par écrit dans les Etats généraux de chaque province.

M. Allard, qui a tout particulièrement étudié le droit criminel de cette époque, écrit : « Sont frappés d'une

(1) Notas (extrait de la *Très ancienne coutume de Bretagne*, annotée par M. Planiol, fasc. II).

(2) *Idem.*

« incapacité absolue (de témoigner) ceux qui n'ont pas
« atteint l'âge de 20 ans suivant le droit romain, l'âge
« de 14 ans suivant la jurisprudence française ; les
« personnes qui se trouvent dans un état de démence
« (*mente capti, furiosi, frenetici*) ; parfois on leur as-
« simile les sourds-muets de naissance, etc. » (1).

Si l'on ouvre le « Grand coutumier ou Somme rural » de Jehan Bouteillier, au chapitre « des témoins particuliers et lesquels ne peuvent et doivent porter tesmoignage », on peut lire : « Item forsenné ne peut faire ne porter tesmoignage, c'est à sçavoir tant que la maladie luy dure » (2), règle fort claire, dont l'application devait, cependant, rencontrer quelques difficultés à une époque où la science médicale était à l'état embryonnaire, et où le diagnostic des maladies mentales ne reposait sur aucune base sérieuse. Néanmoins, on doit savoir gré à cette jurisprudence d'avoir tenté de limiter les effets de l'incapacité à la durée des troubles pathologiques, et d'avoir visé au but que nous poursuivons encore de nos jours, la garantie de la sincérité des témoignages.

En procédure civile, le XVI^e siècle vit aboutir une réforme importante, incorporée dans une ordonnance royale, et qui marque la défaveur croissante qui s'attachait au témoignage oral. Cette ordonnance, rendue

(1) Allard, *Histoire de la justice criminelle au XVI^e siècle*.

(2) *Somme rural*, titre CV.

à Moulins, par François I^{er}, en 1539, décidait que ce mode de preuve ne serait reçu en matière civile, que jusqu'à concurrence d'une valeur de 150 francs et qu'il faudrait apporter une preuve écrite, lorsque l'objet du litige atteindrait une valeur supérieure à ce chiffre.

Et Jean Boigeau (1), de remarquer ironiquement, à ce propos, qu'il existait une pratique fort en usage et propre à augmenter le discrédit qui pesait sur la preuve testimoniale : « Où est ceste louange d'un advocat ? Il
« a bien interrogé le tesmoin, il est venu finement à lui,
« il l'a reprins, il l'a amené où il a voulu, il l'a con-
« vaincu, enfin il l'a rendu sans langue et sans pa-
« role » (2).

Un autre texte de la fin du XVI^e siècle, sans reproduire la règle contenue dans la Somme rural, met en garde contre les insensés lorsqu'il s'agit de leur conférer certaines fonctions. Au chapitre des « Justices et droitz d'icelles » (3), l'auteur traite de l'élection des « Messiers et sergens ». « Non debent etiam eligi ebriosi ad
« ista officia cum tales dici possint delirantes et insani,
« ut inquit Seneca ad Lucil. voluntaria insania est

(1) *Commentaire sur l'article 54 de l'ordonnance de Moulins.*

(2) De nos jours la Grande-Bretagne connaît un régime aussi déplorable. L'avocat prend à partie les témoins, passe au crible leur vie et leur moralité et détruit souvent ainsi la portée de leurs déclarations.

(3) « *Consuetudines ducatus Burgundiæ fereque totius Galliæ* », rub. I, § VI, 1582.

« ebrietas : et ideo dicit. Quis aut jure dixerit insanien-
« tem, aut furiosum sive dementem, etiam cui fortuna
« malum dederit officiorum capacem esse? etc. ». Les
messiers et sergents ne peuvent être choisis parmi les
déments ou les furieux, ni parmi les ivrognes, car ces
derniers leur sont assimilables. L'ivrognerie, étant, dit
l'auteur, une démence volontaire.

Ces individus ne pouvaient donc remplir les fonctions
d'auxiliaires de la justice ; et certes, ils ne devaient pas
non plus être reçus à éclairer cette même justice, à titre
de témoins. Ils subissaient toutes les déchéances que leur
maladie entraînait logiquement.

Les nombreux traités de jurisprudence du siècle sui-
vant reproduisent fréquemment cette règle, sans s'étend-
re beaucoup, d'ailleurs, sur les motifs qui la légitiment.
En suivant l'ordre chronologique, on rencontre en pre-
mier lieu un ouvrage de procédure criminelle, de Le-
brun de la Rochette, avocat au Parlement de Lyon, pour
qui l'exclusion des témoins suspects de cette catégorie
est naturelle, « d'autant qu'ils sont accompagnés d'une
« perpétuelle ignorance de ce qu'ils font : livre 1, § si
« furiosus, de acqu. possess. » (1).

Mascardus, à qui l'on doit un important traité des
preuves, a, le premier, étudié la question sous ses di-
vers aspects et devant les différentes juridictions. Ainsi
que ses devanciers, il associe aux déments et aux furieux

(1) *Le procès criminel*, liv. II, p. 78 (1606).

les ivrognes pour prendre à leur égard une mesure générale d'exclusion, « nisi habeant dilucida intervalla » (1).

C'est bien là la solution romaine et nous verrons, d'autre part, que Mascardus s'inspire de la loi 124 du *Digeste*.

L'auteur heurte souvent notre conception moderne de la valeur du témoignage. Ainsi il nous apprend que si deux témoins viennent affirmer le bon état de santé physique et intellectuelle d'une personne, ils seront crus de préférence à mille autres qui voudraient, par leurs déclarations, établir son état d'aliénation mentale. C'est se montrer singulièrement favorable à l'audition de tout témoin ; règle à la fois hardie, fausse et dangereuse.

Pour justifier la prohibition qui concerne le *furiosus* ou le *mente captus*, Mascardus allègue qu'il est tenu « pro mortuo et absente, et etiam procedat in freneticò. » Mais il ajoute que si le fou guérit et redevient maître de ses facultés, il peut témoigner des faits qu'il a connus au cours de son délire ; selon lui, on doit par contre, écarter la déposition d'un individu actuellement fou, si elle concerne des faits antérieurs à sa démence. C'est au moment de la déposition qu'il faut se placer pour examiner l'état mental du déclarant et prendre une décision à cet égard. Nous verrons plus tard que, si la seconde proposition est fort admissible, la première, au contraire,

(1) *Conclusiones omnium probationum quæ in utroque foro quotidie versantur*, t. III, Lyon, 1608.

mérite d'être écartée et c'est ce que fait la doctrine médicale moderne.

Pour couronner son exposé, Mascardus affirme : « Furiosus habens dilucida intervalla testis esse non potest » (1). Cette conclusion paraît en opposition avec la précédente opinion de l'auteur ; il n'y a pas, cependant, contradiction, car l'insensé appelé à témoigner au cours d'un intervalle lucide, ne pourra faire de déclaration que sur des faits qu'il aura connus pendant sa folie. Notons en outre que cette preuve des intervalles lucides est presque impossible à faire. Dans bien des cas, le malade pourra être considéré comme définitivement guéri, ce qui permettra d'envisager les mesures à prendre avec une plus grande aisance.

Le *Traité des preuves*, de Mascardus, résume les travaux des savants jurisconsultes contemporains, il s'en est même largement inspiré. Citons, parmi eux, Jacob Novellus, Bagarot (*Tract.*, tom. IV, vol. V, *de probation.*), Campegius (*Tract. de probat.*), Albeni, Tiraquellus, Fetrel, German, etc. Tous font un exposé presque identique de la question des témoins suspects. Tous admettent aussi, d'ailleurs, que le bon sens est toujours présumé, quelle que soit la juridiction, chez le prévenu comme chez le témoin. La folie doit, par conséquent, être prouvée.

Les témoignages, provoqués ou spontanés, semblent

(1) Mascardus, *op. cit.*, *De probationibus*, ch. 828.

avoir été, durant cette période, d'une rare infidélité. « Le style de Boyer » nous rapporte que du vivant de l'auteur « l'on fait autant et plus d'exécutions de faux témoins « que de tous autres crimes » (1). Cette révélation éclaire tout ce siècle d'un jour singulier et nous montre l'efficacité des moyens de protection ou de contrôle mis en œuvre pour découvrir les témoignages altérés. Sans doute ils étaient fort nombreux, mais il faut tenir compte de la rigueur de la procédure et il ne faut pas oublier que, parmi les parjures, il devait s'en trouver beaucoup en qui nous aurions reconnu de véritables irresponsables.

A l'exemple de Mascardus, cependant, Masuer étend l'incapacité de témoigner à une catégorie d'individus qui sont quelquefois loin d'être incapables de comprendre : « les prodiges auxquels on a interdit l'administration « de leurs biens » (2). Cette exclusion était-elle si nécessaire, et n'eût-il pas mieux valu examiner individuellement chaque déclaration d'un prodigue avant que de l'écarter ?

Les règles de droit précitées étaient applicables à la fois au civil et au criminel quoique la théorie des reproches ait été spécialement développée par nos anciens auteurs, eu égard à la procédure criminelle. Cette conception d'un système de restrictions à la libre admission

(1) *Le style de Boyer*, part. IV, tit. XII, 1610.

(2) *Practique*, mise en français par Antoine Fontanon, 1606.

des témoignages ne nous était pas particulière. Au XVII^e siècle, des législations, parentes de la nôtre, se montraient sur ce point également sévères. Nous ne retiendrons que deux noms, celui de Gomez, professeur de droit à Genève (1), et de Selden (2). Ils mettent également tous les deux au nombre des « testes non idonei », le *furiosus*, l'*ebrius* et le *stultus*, ce qui prouve qu'à une époque donnée une conception identique des conditions requises pour habiliter un témoin existait dans différentes législations, soit par suite d'une pénétration réciproque, soit par l'effet de cet effort constant, au cours de la vie des institutions juridiques, qui tend chaque jour vers une justice plus humaine, plus souple et mieux inspirée des doctrines scientifiques.

C'est au XVII^e siècle encore que fut élaboré le « Code Louis », véritable monument de droit officiel dont la gloire revient à Colbert et Pussort. C'est un recueil d'ordonnances sur la justice promulgué pour tout le royaume et qui édicte des règles uniformes puisées aux

(1) *Commentariorum variarumque depositionum*, etc., 1622 : « Nono
« repellitur ebrius quia reputato vilis et infamis et alienus a mente
« sua probat textus in l. 3 § Julia (*de Test. test. inc. I de testib.*) et
« ibi Dd et adde quod tempore depositionis non sit actualiter ebrius,
« sufficit quod solitus inebrietati et ita probant prædicta jura et in-
« tentio doctorum », etc.

(2) *De jure naturali*, Strasbourg, 1663 : « Nec solum hoc intelli-
« gendum de fatuo qui ex stultitia sua nudus ambularet, lapides jace-
« ret, vasa confringeret et similia faceret, verum etiam de unoquo-
« que mente distrata quæ perpetuo in rerum consideratione turba-
« retur ».

coutumes des différentes provinces. L'une de ces ordonnances, celle de 1667, concerne la réformation de la justice, l'autre (1670), l'instruction criminelle, fragments d'une même œuvre considérable de codification et de refonte des ordonnances royales depuis le XIII^e siècle.

L'examen de ces documents n'apporte pourtant aucun élément nouveau à notre étude. Au chapitre des reproches (Ch. XXIII), l'ordonnance de 1667 n'énumère pas ceux qui sont visés ; le nombre de ces reproches est illimité, à condition qu'ils soient « circonstanciés et pertinents ». L'ordonnance constate, d'ailleurs, l'état du droit et passe aux règles qui concernent leur admission au cours des enquêtes.

L'ordonnance de 1670 (1), au titre des informations, ne déroge pas non plus aux règles antérieures du droit. Cependant, le magistrat est autorisé à recevoir, s'il le juge nécessaire, le témoignage de l'enfant quitte à en tenir compte s'il y a lieu.

M. Esmein (2) affirme que, sous le régime institué par cette ordonnance, étaient reprochables tous ceux que leur âge ou la faiblesse de leur esprit rendaient inaptes.

Rien n'est donc, sur ce point, changé à la procédure

(1) Cette ordonnance reproduisait les rigueurs de l'ordonnance de 1539, laissant l'accusé sans défenseur, le procès sans publicité ; tout résidait en une instruction. Qu'eût été un pareil régime si l'on n'avait pas admis la faculté de reprocher certains témoins dont l'audition aurait été scandaleuse ?

(2) *Histoire de la procédure criminelle.*

suivie et consacrée au cours des siècles précédents dans le droit des coutumes. Une seule règle domine tout : le reproche pour être admis exige deux qualités. Il faut qu'il soit circonstancié et pertinent. Une fois admis, le juge ne peut plus avoir égard à la déposition des témoins.

Postérieurement à ces deux dates, on rencontre toute une littérature juridique commentant et reproduisant les solutions des ordonnances. Mais, à côté, il y a des œuvres fortes, originales et non des moindres.

Tout d'abord Danty, avocat au Parlement (*Traité de la preuve par témoins en matière civile*, 1697), qui considère comme « intestabiles » les fous furieux ; cette incapacité les empêchant à la fois d'être témoins et de tester (double déchéance que prononçait déjà la loi des XII tables) (1).

Comme plusieurs de ses prédécesseurs, Jean Voet, tout en se prononçant pour le rejet des témoignages de l'insensé, expose scrupuleusement les différentes faces du problème. « Coeterum alii in universum vetantur
« testes esse alii quibusdam tantum in causis exclusi
« sunt. In universum prohibiti furiosi et prodigi... Nec
« aliud de iis flatuendum qui remittente furore ad sanam
« mentem reversi sunt : nam nec hi furoris tempore ulli

(1) C'est ce qu'admet aussi Cl. de Ferrière, *Coutume de Paris*, 1714, mais l'exclusion qu'il conçoit semble ne s'attacher qu'aux témoins dans les testaments.

« negotio præsentis fuisse videri possunt... et sane si
« furiosus ne id quidem intelligat, quod ipse agit, qui,
« quæso, perciperet et, si non perceperit, qui ediffireret
« quæ per alios gesta sunt ? » (1)

Pothier, dont l'autorité est indiscutable, a, certainement omis dans ses traités de procédure, de souligner ce motif particulier, de reproche, car il ne manque pas de le faire, dans un autre de ses ouvrages, au chapitre de la preuve testimoniale (*Traité des obligations*, 4^e partie, § 823). Il estime que l'insensé n'est, pas plus que l'enfant, apte à déposer en justice, car tous deux n'ont pas l'intelligence suffisamment développée. On ne saurait cependant affirmer, car ce point est passé sous silence, qu'il est partisan de la même mesure en ce qui concerne l'instruction des procès criminels.

Un autre auteur, qui a étudié les lois criminelles en jurisconsulte avisé, Muyart de Vouglans, nous affirme le maintien de la règle traditionnelle après que les grandes ordonnances ont été rendues. L'exclusion, élargie par lui, comprend même « celui qui est absolument yvre au moment de sa déposition » (2). Il avait déjà développé cette idée dans ses « *Institutes au droit criminel* ».

5° « A cause du défaut de raison, l'on n'admet pas en « témoignage, les *furieux* et les *insensés*, les *interdits*

(1) *Commentarium ad Pandectas*, Tit. de testib., 1725.

(2) *Instruction criminelle*, tit. XV, 1^{re} partie. Cf. aussi *Loix criminelles*, liv. II, tit. IV.

« pour cause de prodigalité et les personnes *yvres* ;
« ce qui s'entend lorsque l'ivresse est complète et
« qu'elle a duré pendant tout le temps de sa déposition ;
« il y a des auteurs qui excluent généralement tous les
« témoins qui sont yvrognes *d'habitude* et fréquentent
« journallement les cabarets ; il en est d'autres plus mo-
« dernes qui prétendent que l'ivrognerie n'est plus re-
« gardée aujourd'hui comme un reproche valable » (1).

Le commentaires de Serpillon (2) sur la procédure, reproduisent les enseignements de Muyart de Vouglans [il assimile au fou, le noctambule]. Solution également conforme dans les institutions du Droit criminel de Charles V pour l'Autriche (Vienne, 1763).

Il n'est pas douteux que, bien souvent, les tribunaux ont dû être induits en erreur par des aliénés d'apparence paisible. Ceux que l'on écartait c'étaient les individus dangereux et que l'on chargeait de chaînes. Rien ne permettait de soupçonner les autres. Aussi, seuls étaient pris en considération, les états apparents et permanents de dérangement cérébral.

(1) Il faut dire qu'un arrêt du parlement de Toulouse, 18 mars 1667, ne reconnaissait pas l'ivrognerie comme une juste cause d'exclusion, car le vin est sincère et il délie la langue de ceux qui veulent taire la vérité. Ce même Parlement s'était déjà signalé peu auparavant par une conception fantaisiste de la valeur des témoignages, il recevait la déposition des témoins reprochés, évaluait mathématiquement l'importance de chacune d'elles, considérée comme partie aliquote d'un témoignage irréprochable.

(2) *Commentaire sur l'ordonnance de 1670*, tit. VI, art. XI, 1767.

C'est dans les *Opera criminalia* (1) de Farinace (reproduites par Jousse dans son *Traité de la justice criminelle*), que l'on rencontre la notion la plus exacte et la plus efficace, quant à la durée de l'incapacité du *furiosus* (de l'aliéné en général). A la différence de Mascardus et de Jean Voet, il reçoit la déclaration de tous « ceux qui ont des intervalles lucides pourvu qu'ils « soient dans leur bon sens *au temps de leur déposition* « et qu'il soit aussi prouvé qu'ils avaient toute leur raison *au temps où s'est passé le fait* sur lequel ils déposent ». Voilà une saine conception ! et combien plus justifiable que celle de Mascardus qui admettait l'aliéné guéri à témoigner des faits par lui connus au temps de son délire ! Et Farinace (chez Jousse) d'ajouter : « celui « qui était ivre dans le temps où s'est passé le fait sur lequel il est interrogé ne doit point aussi être admis « à déposer et son témoignage doit être rejeté. »

Ici encore Farinace a vu juste. Ce qui importe, ce n'est pas surtout l'ivresse au moment de la déposition, car l'on peut surseoir à statuer pour entendre le témoin quand il sera dégrisé, ce qui est essentiel c'est que les sensations n'aient pas été faussées à l'origine, au moment même de leur naissance, car la valeur du témoignage est désormais détruite de façon irrémédiable.

Dans ces cas envisagés, l'exclusion est complète, car

(1) *Opera crim.*, 61, nos 1 et 4 ; *ibid.*, 15 et 16 ; 56, nos 434 et suiv.

notre ancienne jurisprudence ignorait toute déposition non accompagnée du serment.

La fin de l'ancien régime nous fournit encore, parmi les nombreux ouvrages des jurisconsultes de cette époque, le *Traité de procédure de l'Enclos du Palais*, par Légier et l'ouvrage de Rousseau de Lacombe (1) qui sont également opposés à la réception des témoignages d'aliénés (2).

Tous les auteurs manifestent, d'ailleurs, une égale méfiance. Poullain du Parc, s'écrie : « On est déjà assez à
« plaindre de suivre la foi des témoins dans les affaires
« qui intéressent l'honneur ou la vie des citoyens. Il
« faut, du moins, prévenir tout ce qui pourrait les en-
« gager à trahir la vérité et à l'affaiblir » (3).

Les philosophes et les publicistes du XVIII^e siècle, au premier rang desquels rayonnent les noms de Montesquieu, J.-J. Rousseau, Voltaire, Beccaria, etc., eurent une grande influence sur le mouvement important de réformes qui se préparait et qui aboutit à la confection des lois révolutionnaires. Ils attirèrent l'attention, la fixèrent sur les institutions des pays étrangers, notamment l'Angleterre, à laquelle nous devons emprunter, par la

(1) *Traité des matières criminelles*, 1788.

(2) On peut consulter, pour le droit canonique, « *Les lois ecclésiastiques rédigées pour le royaume*, 1771. Les tribunaux ecclésiastiques faisaient application des ordonnances de 1667 et 1670. D'autre part, le droit canon s'opposait aussi à l'entrée dans les ordres sacrés, des insensés, furieux, et de ceux qui étaient atteints de mal caduc.

(3) *Principes du droit français*, t. XI, chap. V.

suite, l'institution du jury et la procédure orale en matière criminelle.

Parmi eux, Beccaria s'est montré un très ferme partisan d'un système propre à déterminer exactement les degrés de crédibilité qui s'attachent aux récits des témoins. Pour lui : « tout homme raisonnable, c'est-à-dire
« tout homme qui aura une certaine connexion dans ses
« idées et dont les sensations seront conformes à celles
« des autres, peut être reçu comme témoin » (1). Voltaire, son ami et son admirateur, qui lui aussi (en dehors de ses plaidoyers pathétiques pour Calas) a pu avoir une incontestable autorité sur les projets de réforme législative, semble d'un avis différent, car il écrivait, dans un discours pour le prix de la justice et de l'humanité (2) : « Je pencherais à croire que tout homme quel
« qu'il soit, peut être reçu à témoigner. L'imbécillité, la
« parenté, la domesticité, l'infâmie même, n'empêchent
« pas qu'on ait pu bien voir et bien entendre. C'est au
« juge à peser la valeur du témoignage et des reproches
« qu'on doit lui opposer. » Sous une très louable intention se révèle, chez Voltaire, le désir utopique d'accorder à tout homme, de quelque extraction qu'il soit, et quel que soit son état mental, le même degré de confiance. Il est vrai, comme il le constate, que l'imbécile peut entendre et voir aussi bien que tout autre être humain ;

(1) *Traité des délits et des peines*, ch. XIII.

(2) Fragment publié dans la *Gazette de Berne*, art. 22, § 4.

mais ce qui est moins admissible, c'est qu'il soit capable de reproduire dans son récit ce que ses sens ont perçu, ce que son cerveau aura pu déformer ou ne réfléchir que confusément. Son témoignage ne sera ni net ni précis. Voltaire, d'ailleurs, sent combien sa première affirmation est catégorique. Il la corrige en ajoutant que c'est au juge à prendre à cet égard une décision suivant que les reproches invoqués seront de nature telle à rendre inutilisables les dépositions.

Terminons cet exposé en signalant encore deux ouvrages. D'abord, le *Répertoire de jurisprudence* de Guyot (1785), dans lequel il considère l'exclusion des individus frappés d'aliénation mentale comme « une vérité trop sensible pour qu'elle ait besoin de preuves », il convient également, pour les personnes à l'esprit affaibli, que si elles sont admises à témoigner, elles n'inspirent guère confiance à la justice.

D'autre part, Brissot de Warville (1), à qui l'étude des législations étrangères acquit une certaine notoriété et à qui revient l'introduction du système des preuves morales dans notre procédure, a pu écrire : « toute per-
« sonne pourra être entendue excepté celles à qui la
« nature ferme la bouche. » Et celle-là, c'est moins, aux yeux de l'auteur, le muet, que l'aliéné ou l'imbécile dont les déclarations sont incohérentes et inintelligibles.

Mais la poussée d'un esprit nouveau venant de se

(1) *Traité des lois criminelles*, Paris, 1790, § *Preuve testimoniale*.

faire sentir, le vieil édifice de la procédure allait craquer et s'effondrer, permettant enfin à la défense de battre en brèche l'accusation ; instituant un régime plus humain pour les prévenus comme pour les coupables ; autorisant le juge à former librement sa conviction par un examen approfondi des faits, des indices et des témoignages. Le régime en vigueur était à la fois injuste, incommode et cruel. La torture existait encore et jouait un grand rôle dans la solution des procès criminels ; d'autre part, « les législateurs, effrayés d'avoir vu con-
« damner quelques innocents, ont surchargé la jurispru-
« dance de formalités et d'exceptions inutiles dont
« l'exacte observation ferait asseoir l'anarchie et l'impu-
« nité sur le trône de la justice. D'autres fois, épouvan-
« tés par la difficulté de convaincre un coupable de quel-
« que crime affreux, ils se sont crus obligés de négliger
« les formalités qu'ils avaient eux-mêmes établies. C'est
« ainsi que tantôt par une impatience despotique, tantôt
« par une timidité digne du sexe faible, ils ont fait des
« jugements les plus graves une sorte de jeu où le ha-
« sard et les détours dominant également » (1).

Après que l'Assemblée Constituante eût supprimé le système des preuves légales, ce fut au tour de la Convention (par la loi du 8 nivôse an III sur la procédure criminelle) d'apporter des restrictions à l'admission des témoignages. La loi des 7-8 octobre 1789, en effet, en

(1) Beccaria, *op. cit.*, chap. XIII, en note.

matière de reproches, consacrait encore le système admis par les grandes ordonnances.

Une brusque rupture s'opère donc entre la procédure plusieurs fois séculaire de l'ancien régime et le nouvel état du droit, plus en rapport avec la forme du gouvernement et l'intime conscience qu'ont les esprits d'être enfin libérés de toutes contraintes. Imbu des doctrines philosophiques et humanitaires de cette fin de siècle, exalté par son ardent désir de saper la base des institutions démodées, le législateur voulut exécuter hâtivement son œuvre ; et ses réformes s'en ressentirent ; l'esprit des lois révolutionnaires mérite notre admiration par sa grandeur et sa générosité ; les lois elles-mêmes furent souvent des « lois de fortune » faites pour parer aux besoins les plus pressants.

Les lois qui bouleversent les forces vives d'un pays, qui modifient la condition sociale des citoyens, régissent leur personne et leurs biens, nécessitent une étude patiente et approfondie. La loi de nivôse an III ainsi que le code des délits et des peines (brumaire an IV), nous en fournissent des exemples. Ce furent elles qui instituèrent le système de la preuve par intime conviction, qui supprimèrent pour l'accusé l'obligation du serment, le remplaçant d'ailleurs dans les autres cas par une promesse d'un caractère civil, qui admirèrent la confrontation à l'audience, restreignirent le système des reproches, etc. Cette dernière mesure seule nous intéresse ; très louable en soi parce qu'elle faisait cesser des abus

vraiment criants et accélérail la marche des procès, elle eut le défaut d'omettre toute une catégorie de témoins suspects, et par suite reprochables. La procédure antérieure n'avait pas manqué cependant d'exclure, déments, furieux et imbéciles !

Sous la législation de brumaire an IV, cinq classes de témoins sont reprochés (art. 358) ; nous retrouvons une énumération identique à l'article 322 de notre code d'instruction criminelle. Aucune mention de l'aliéné n'y figure.

Si l'on consulte, d'autre part, dans Loaré, les procès verbaux des discussions du projet de code criminel, on remarque que, lors du vote des différents articles qui réglementent l'admission du témoignage, cette mesure de suspicion n'a pas été proposée, le mot de démente, pas même prononcé.

L'article 79 du code d'instruction criminelle (enfants de moins de quinze ans) et l'article 322 (tiré de l'art. 15 (2^e partie) de la loi du 16 sept. 1791), furent adoptés sans difficulté (1). Ce code ne connaît de reproches que ceux basés sur la parenté, l'alliance, la situation d'époux ou la qualité de dénonciateur (2).

Ce silence du législateur, certains auteurs ont voulu

(1) Il en a été de même pour l'article 156 du code d'instruction criminelle et l'article 283 du code de procédure civile (Cf. Loaré).

(2) Auxquels on ajoute ceux qui sont frappés de dégradation civile ou sont privés de ce droit par jugement.

l'interpréter comme n'autorisant aucune addition à la teneur des articles 156 et 322. D'autres, au contraire, se sont basés sur ce même silence pour affirmer, sans aucun fondement et contrairement aux solutions de la jurisprudence, qu'il s'agissait d'une vérité trop reconnue pour que la loi la mentionne.

Voilà donc deux théories en présence ; aucune n'est satisfaisante. La première parce qu'elle est trop étroite et illogique. L'autre, parce qu'elle n'est basée sur aucun texte juridique. C'est cette incertitude qu'il y aurait lieu de faire cesser ; cette question, cependant, n'est envisagée dans aucun des nombreux projets de réforme du code d'instruction criminelle, qui existent à ce jour.

Notre procédure pénale actuelle comporte deux phases : dans la première, l'instruction, le juge chargé d'informer cite devant lui (à la requête du ministère public) toute personne capable de fournir à la justice d'utiles renseignements. A l'instruction, le serment n'est pas requis à peine de nullité (1). Dans la pratique, tout témoin prête serment et l'on ne tient pas compte de son état mental (sauf l'exception de l'art. 79).

La seconde phase se déroule à l'audience. Le témoin régulièrement cité doit y être entendu sous la foi du serment et, seul, un président d'assises, à qui appartient ce

(1) Cassation, 14 juin 1886.

que l'on appelle le pouvoir discrétionnaire, peut ordonner qu'une personne, — non citée, ni notifiée — sera amenée à la barre et fera une simple déclaration.

Nous verrons quelle est, au sujet des témoins atteints d'aliénation mentale, la solution admise par la cour de cassation.

CHAPITRE PREMIER

Etat de la jurisprudence sur la question.

Notre législation n'a pas exclu, même implicitement, le témoignage de l'aliéné. En matière civile, notre jurisprudence a reconnu aux tribunaux le pouvoir de l'écarter (1), si cette mesure leur paraît nécessaire ; mais en droit pénal, c'est la solution contraire qui a prévalu, ainsi que nous allons l'établir.

A la vérité, les arrêts rendus sur la question sont en fort petit nombre. Les pourvois qui les ont provoqués sont tous nés d'un incident de procédure devant la cour d'assises. La pénurie de cette jurisprudence est motivée d'abord par la faculté laissée au Président de faire écarter du débat l'aliéné dont le témoignage ne serait qu'un tissu d'incohérence, — soit en demandant aux parties de renoncer à son audition, soit en déterminant la cour à prononcer contre lui un arrêt motivé d'exclusion (le ministère public et l'accusé entendus) ; puis en

(1) Ont reconnu que l'article 283 n'était pas limitatif les arrêts de la cour de cassation en date du 3 juillet 1820 ; 15 février 1837 ; 10 et 17 juin 1839 ; 4 mars 1863 ; 17 juin 1873 ; 17 mai 1897.

raison du désintéressement presque complet qui a toujours [de la part du public et souvent du monde judiciaire] pesé sur la question du témoignage.

Nous verrons que la cour suprême se refuse presque à connaître des vices de l'entendement comme sources d'incapacité chez un témoin et cela même dans les cas de folie notoire, quand l'état mental du déclarant ne laisse aucun espoir de tirer de ses déclarations le moindre éclaircissement pour les débats. En effet, les deux moyens que nous venons d'indiquer, tendant à l'exclusion, dérivent, l'un des des pouvoirs de la cour, l'autre de la volonté des parties. Hors ces cas, il faut que tout témoin dont le nom a été régulièrement notifié soit entendu et il ne pourrait être écarté des débats par une simple décision du Président des assises. On lui imposera donc l'obligation de prêter serment.

Ainsi jugé (1) qu'il y aurait nullité si le président, *sans décision préalable de la cour*, par la raison qu'un témoin paraît idiot (2), l'entendait sans serment et à titre de renseignements alors qu'il a été régulièrement cité et notifié (Cass., 13 déc. 1867 ; Bouquet, *Bull. Crim.*, n° 254). Il n'appartient donc qu'à la cour de dépouiller de sa qualité le témoin qui a été dûment cité et notifié. Telle est la règle : elle ne tranche qu'une question de

(1) Carpentier, *Répertoire du droit français*, cour d'assises, n° 2021.

(2) Cette solution peut être étendue par analogie aux cas de faiblesse d'esprit ou d'aliénation mentale.

pouvoir. Mais n'implique-t-elle pas déjà que, pour les mêmes motifs (troubles mentaux, etc.), la cour elle-même cette fois peut exclure un témoin suspect ?

Et cela est si vrai qu'un arrêt antérieur (20 mars 1847) (1), décidait qu'il n'y a pas violation du droit de la défense, si la cour appelée à statuer sur l'incident refusait d'entendre un témoin à *décharge* dont la déposition ne servirait qu'à prolonger les débats « sans conduire à la découverte de la vérité » ; qu'il soit à charge ou à décharge, il est évident que le témoin ne sera écarté que s'il est incohérent ou ignorant, c'est-à-dire inutile. Et qui sera un témoin incohérent, si ce n'est, au premier chef, celui qui est sujet à des troubles intellectuels ? Voici donc un point acquis : la cour d'assises (ce qui semble faire double emploi avec l'art. 270, C. d'Inst. crim.), se voit reconnaître le pouvoir d'exclure les témoins suspects, par arrêt motivé.

Mais voici le document capital sur cette matière, il s'agit du pourvoi d'un sieur Bréjeat contre le ministère public, pourvoi rejeté le 12 octobre 1837 (P., 40, 1, 93).

« Jugé de même que l'audition, sous la foi du serment, « d'un témoin atteint d'idiotisme et que les documents « de la cause représentent comme incapable de com- « prendre la gravité du serment, *ne constitue pas une* « *violation de la loi* ». Sic Morin, *Dic. de Droit crim.*, v° *Témoins*, page 736).

(1) Dalloz, D. P., 1847, 4, 134.

La cour, ici encore, ne se prononce pas sur l'opportunité d'une telle audition ; elle reconnaît qu'il n'y a en jeu, pour les juges, qu'une question d'appréciation.

Cet arrêt de 1837 est rapporté ainsi qu'il suit par le *Journal du Palais* (1840, tome I). « Le sieur Bréjeat condamné à 5 ans de travaux forcés s'était pourvu en cassation contre l'arrêt de la cour d'assises. Il se fonde sur l'article 75 du code d'instruction criminelle, en ce que la cour avait reçu, sous la foi du serment, la déposition de la fille Maury, qui était généralement reconnue comme idiote, que le ministère public déclarait atteinte d'imbécillité et qui devant le juge d'instruction avait été entendue sans prestation de serment, par cette considération que son défaut d'intelligence la mettait hors d'état de comprendre la gravité et la solennité du serment prescrit par la loi » (12 oct. 1837. Arrêt de la chambre criminelle).

« La cour, attendu que la fille Anne Maury, qui a été posé comme témoin dans l'affaire de J. Brejeat, n'était frappée d'aucune incapacité légale, qui la mit dans l'impossibilité de prêter le serment prescrit par l'article 317 du code d'instruction criminelle ; d'où il suit que loin de violer ledit article il en a été fait au contraire une juste application par la réception du serment de ladite Anne Maury, préalablement à l'audition de son témoignage, Rejette. »

Arrêt étrangement motivé ! Evidemment il résulte de l'article 317, que le témoin cité qui ne se trouve frappé

d'aucune incapacité légale doit être entendu après avoir prêté serment. Mais alors si l'individu est pertinemment reconnu incapable de comprendre la valeur d'un serment, si c'est un aliéné, il peut être nuisible, il l'est même certainement... et la cour de cassation, fidèle et stricte interprète des textes, juge son audition assermentée parfaitement régulière. L'on peut voir d'ailleurs dans cette décision un blâme à l'adresse du juge d'instruction scrupuleux qui avait dispensé le témoin du serment.

La cour suprême consacre cette théorie : Le code n'ayant pas mis au nombre des incapacités légales de témoigner l'état de folie, d'idiotisme, d'imbécillité ou d'intoxication alcoolique qui peut exister chez un individu et détruire la valeur de ses déclarations ; qu'il est de règle d'interpréter restrictivement les exceptions apportées aux prescriptions générales — exception, qui dans le cas présent, consiste dans la dispense ou la privation du droit de prêter serment, — il convient d'arrêter qu'il y aurait violation de la loi si l'on en dispensait une personne régulièrement citée et notifiée, serait elle-même notoirement reconnue atteinte d'idiotisme.

L'occasion se présentait cependant d'instituer une conception naturelle et logique des qualités d'un témoin recevable et cela, en se basant sur les motifs qui ont fait incorporer dans notre code l'article 79, concernant les enfants dénués de discernement. Mais la cour de cassation ne l'a pas fait.

On peut envisager la gravité d'une telle jurisprudence.

Il n'est pas impossible, loin de là, que ni la cour d'assises, ni le ministère public, ni même la défense ne connaissent le déficit mental dont souffre le témoin. La cour, n'en étant pas sollicitée, ne rendra donc aucun arrêt d'exclusion. Le témoin sera entendu et sa déposition pourra avoir, par son inexactitude volontaire ou involontaire, son incohérence ou l'échafaudage de charges imaginaires, des conséquences peut-être irréparables.

Si l'on reprend l'arrêt de 1867 (affaire Bouquet), il apparaît que le pouvoir discrétionnaire du président des assises, en matière de témoignage, ne s'exerce vraiment que par rapport aux personnes qu'il lui est loisible de faire amener à l'audience et d'entendre à titre de renseignements ; ce pouvoir discrétionnaire disparaît quant aux témoins régulièrement cités et notifiés.

L'arrêt suivant est l'affirmation de la même règle ; il s'agit à la vérité du cas un peu spécial de la lecture de la déposition d'un fou cité en témoignage : « Dans certains
« cas un témoin, quoique présent, peut être regardé
« *comme absent*, par exemple s'il est devenu fou ; on se
« demande si, dans une pareille circonstance, un arrêt
« ne serait pas nécessaire pour autoriser la lecture de la
« déposition écrite. La cour de cassation l'a jugé nécessaire ; elle a décidé que lorsque le président a ordonné
« la lecture, à *titre de renseignements*, de la déclaration
« écrite d'un témoin reconnu atteint d'aliénation mentale, la cour d'assises a pu prononcer sur l'opposition
« à cette lecture, faite par les accusés, sans avoir en cela

« exercé le pouvoir discrétionnaire réservé au président » (Crim. rejet, 27 nov. 1834, affaire des révoltés de la Grande Anse) (1).

Si la déposition du fou est irrecevable avec la garantie du serment, comment la cour de cassation a-t-elle pu rejeter des pourvois fondés sur la réception du témoignage d'individus notoirement insanes d'esprit ? L'examen des motifs de l'arrêt Bréjeat (Cass., 1837) établit que, chaque fois qu'une cour d'assises écartera par arrêt motivé le témoignage d'un idiot ou d'un dément, elle ne fera pas une juste application de la loi, puisque selon l'article 317 (que cet arrêt invoque) ils ne sont frappés *d'aucune incapacité légale*.

Comment la cour d'assises, puisqu'elle peut ainsi délibérer sur une opposition faite à l'audition d'un témoin aliéné, pourra-t-elle motiver son arrêt d'exclusion, si elle se conforme strictement à l'esprit dudit article 317 ?

Les commentateurs de l'arrêt de 1834, au Dalloz, reconnaissent une incapacité indubitable et sous-entendue du témoin aliéné. Mais ce n'est là qu'une supposition personnelle à ces rédacteurs ; l'on ne peut induire du silence du législateur qu'il était favorable à cette mesure. Aussi la cour qui écarterait l'individu suspect en arguant d'une semblable supposition, ne donnerait pas à son arrêt une base juridique inattaquable.

(1) Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v° *Témoins*, n° 687.

Notons que nous admettrions, à défaut d'autre qui soit meilleur, le système de l'exclusion sous-entendue. Mais l'écueil réapparaît en ce que, si des insanes sont cités et notifiés, il faut que la cour soit éclairée sur leur état mental, pour prendre une décision à leur égard (1). Nous exposerons plus loin les moyens susceptibles de le lui faire connaître.

Restent les individus non cités, ni notifiés. Pour eux aucune difficulté ni en théorie, ni en pratique. Ils ne peuvent et ils ne sont entendus qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, c'est-à-dire sans prêter serment.

Devant la cour d'assises, il est donc admis que l'audition du témoin idiot ou aliéné ne constitue pas une violation de la loi et que c'est même sa stricte application.

Si l'on considère le tribunal de police correctionnelle et qu'on lui fasse application de cette théorie, elle offrira les mêmes inconvénients : ignorance de l'état mental du témoin, grâce à l'instruction défectueuse ; citation et notification régulières de témoins aliénés et prestation de serment à l'audience. Leurs dépositions auront donc avoir un poids injustifié.

Avec l'opinion admise au Dalloz l'aliéné ne pourra être ni cité, ni notifié, puisqu'il sera considéré comme

(1) Cet état ne doit pas être connu, évidemment, car il ne viendrait pas à l'esprit de citer comme témoins des personnes que l'on saurait être aliénées.

incapable ; il ne pourra non plus être entendu sans serment, puisque le président du tribunal ne possède pas de pouvoir discrétionnaire analogue à celui du président d'assises ; il sera donc *complètement* écarté des débats ; autre danger.

Il n'y aura donc pas identité de solutions devant les deux juridictions. Il est regrettable que l'interprétation rigoureuse des textes ait institué un régime qui est contraire à l'esprit du législateur et fait violence à la logique et au bon sens.

Un point seul n'est pas discuté, c'est que l'individu que le président fait entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire (le jury averti) ne peut voir aucun obstacle opposé à son audition (1).

Ouvrons ici une parenthèse et examinons l'extension que la cour de cassation a donnée à l'article 79 du code d'instruction criminelle. Il est permis par la loi au juge qui dirige l'instruction, de ne pas faire prêter serment aux enfants de l'un et l'autre sexe âgés de moins de quinze ans. C'est cette règle qui a été étendue par la *jurisprudence*, à la procédure suivie devant la cour d'as-

(1) Crim. rejet, 24 janvier 1839. Attendu, sur les 10^e, 11^e, 12^e, 13^e et 14^e moyens relatifs à l'audition d'Adélaïde Chauchard, que ce témoin n'a été entendu qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire, que son état d'aliénation mentale ne s'opposait pas *légalement* à ce que son témoignage fut produit aux débats et d'ailleurs que le jury a été instruit qu'il ne l'était qu'à titre de simples renseignements : Rejette.

sises. Il a été jugé que cette mesure pouvait concerner un enfant atteint d'idiotisme et appartenant à l'accusé.

Ferraci : « La cour, sur le moyen fondé sur ce que
 « l'un des enfants du demandeur, entendu en vertu du
 « pouvoir discrétionnaire du président, aurait été dans
 « un état d'idiotisme ; attendu qu'*aucune énonciation du
 procès verbal des débats n'indique l'existence de cet
 état mental du témoin* dont il s'agit et que d'ailleurs le
 « président, en ordonnant son audition sans serment à
 « titre de simple renseignement, n'a fait qu'user dans les
 « limites légales de son pouvoir discrétionnaire (du 30
 « mars 1854, ch. criminelle, M. Legagneur, rapporteur).
 « Rejette ». — « L'insanité d'esprit n'entraîne pas (sui-
 « vant M. Morin, *Répert. crim.*, v° *Témoins*, n° 18), inca-
 « pacité de déposer. Par un arrêt de rejet du 24 janvier
 « 1839 (Adelaïde Chauchard) [*D., P.*, 39, 1, 390], la cham-
 « bre criminelle semble n'admettre pour les individus at-
 « teints d'idiotisme que la possibilité d'être entendus à
 « titre de renseignements » (*V. Dic. général, supp.*, v°
Témoins, n° 217).

On peut se demander quel est dans cet arrêt (Adelaïde Chauchard) l'attendu qui permet à M. Morin de tirer une telle conclusion ; l'attendu rappelle au contraire que
 « son état d'aliénation mentale ne s'opposait pas *légalement*, etc. »

Citons, en regard de cet arrêt, un extrait d'un autre arrêt de cassation (ch. crim.) du 6 février 1872. Il com-

bat l'admission du témoignage de l'enfant (tout en reconnaissant l'intérêt qu'il peut présenter) et propose une solution : « que si, dans certaines circonstances, il peut
 « paraître contraire au respect qui est dû à la religion
 « du serment, de le faire prêter à des enfants, qui en raison de la faiblesse de leur âge ne peuvent en sentir ni
 « l'importance, ni l'objet, et si néanmoins il peut être
 « utile à la manifestation de la vérité de faire entendre
 « les enfants aux débats, le président a reçu de la loi le
 « pouvoir de concilier ce qui est dû à la sainteté du serment avec ce que peut demander l'intérêt de la justice,
 « par l'exercice, dans ce cas, du pouvoir discrétionnaire
 « que lui accorde l'article 269. Par l'effet de cet exercice,
 « *les enfants ne seront point portés sur la liste notifiée*
 « aux accusés comme témoins qui doivent être ouïs dans
 « leurs dépositions, mais ils seront appelés par l'ordonnance du président pour être entendus sans serment,
 « dans leurs déclarations qui ne seront considérées que
 « comme renseignements » (arrêt Cass., 6 fév. 1892).

Telle est la jurisprudence de la cour de cassation qui n'a été appelée à se prononcer que sur des pourvois en matière criminelle.

Rappelons que le serment exigé d'un témoin à l'instruction, n'est pas prescrit à peine de nullité ; rappelons également l'arrêt de la cour de cassation (1872), cité plus haut, qui recommande l'audition, à titre de déclaration, des enfants âgés de moins de quinze ans et nous trouve-

rons curieux que cette même cour de cassation ait motivé son arrêt rejetant le pourvoi du sieur Brejeat (ch. crim. 1837, 12 oct.) par cette considération, que la femme Maury (reconnue idiote), avait régulièrement prêté serment à l'audience. Il y a cependant identité de motifs puisque l'on se trouve dans les deux cas en présence de personnes dénuées de discernement ; mais la cour suprême n'a pas aperçu cette similitude de situation.

Il ne paraît pas que les tribunaux correctionnels et d'autre part les tribunaux civils aient eu à s'occuper de cette question des témoignages suspects. Il est bien rare que cette question soit soulevée devant eux et cependant, pour les tribunaux civils, la matière n'offrirait aucune surprise, habitués qu'ils sont à voir discuter âprement devant eux de l'état mental d'une personne, lorsqu'il s'agit de faire prononcer une interdiction ou lorsque l'on attaque la validité d'un testament.

Ainsi qu'a pu le montrer, bien imparfaitement, l'aperçu historique qui précède, ce furent les traités de procédure criminelle qui soulignèrent le plus énergiquement l'incapacité testimoniale qui nous intéresse. Elle était d'ailleurs reconnue devant toutes les juridictions. Actuellement la jurisprudence de la cour de cassation est tout à fait insuffisante. Si, dans un procès criminel, l'avocat d'une des parties s'élève contre la capacité d'un témoin à charge et que l'autre partie ou le ministère public méconnaissent cette incapacité, il y a alors un véri-

table débat, un incident contentieux, que la cour d'assises doit trancher elle-même par un arrêt motivé et qu'elle ne pourra trancher en connaissance de cause (n'ayant pas les éléments nécessaires à la formation de sa conviction).

A deux reprises différentes, la cour de cassation a pu décider qu'« un tribunal ne saurait se refuser à entendre
« un témoin parce qu'aucune confiance ne saurait être
« accordée à sa déposition » (Cass., 15 mars 1862, D., 62, 1, 444 et 26 juin 1891, *Bull. crim.*, n° 144). C'est assez dire dans quel sens sont généralement solutionnés les conflits qui peuvent naître lorsque la qualité et les mérites d'un témoin sont en jeu.

La jurisprudence semble donc nettement hostile à l'institution d'une règle générale qui s'élèverait contre l'admission des divers témoignages que nous signalerons plus loin comme suspects. Sauf en ce qui concerne la cour d'assises, d'ailleurs, où l'existence du pouvoir discrétionnaire du président pourra quelquefois remédier à cette lacune, les juridictions sont toutes à la merci des déclarations falsifiées que leur font des individus régulièrement cités et notifiés comme témoins.

De fréquents procès ont pu dévoiler quelle hypocrisie, quelle cruauté ou quel calcul étaient à la base du témoignage des fous, des hystériques ou des simples intoxiqués alcooliques. Des erreurs judiciaires ont été commises, des peines subies et la question est toujours en sus-

pens. Aucune tentative législative comme aucune tentative de la jurisprudence, n'a été faite pour assurer le contrôle des témoignages. Et c'est cependant une des réformes les plus urgentes qui puisse porter remède au déplorable état de choses de notre procédure.

CHAPITRE II

Théories juridiques contemporaines.

Le problème que fait naître la question du témoignage des aliénés devant la justice ne semble pas avoir attiré ni retenu sérieusement l'attention des jurisconsultes contemporains ; de nombreux auteurs et non des moindres, dans leurs travaux et leurs leçons de procédure civile ou criminelle n'ont pas effleuré ce sujet. Peut-être ont-ils aperçu les conséquences que le délire ou l'incohérence pouvaient avoir sur le récit d'un témoin. Si la difficulté presque insurmontable, d'assurer la sincérité des témoignages, leur est apparue, ils ne l'ont pas résolue et l'ont rarement abordée (par ex. : Faustin Hélie). Chez certains autres on trouve la mention bien maigre des solutions qu'a consacrées la jurisprudence, et nous avons vu combien il était difficile d'en extraire un système juridique.

Quelques professeurs, mais c'est l'exception, ont envisagé notre hypothèse et ont essayé de procéder à une classification des cas pathologiques, détruisant la valeur des déclarations en justice. Leurs conseils et leurs théo-

ries personnelles ont préparé l'opinion à l'idée d'une réforme nécessaire qui remédierait à l'imprévoyance de la loi. C'est parmi de telles œuvres que se signale à notre attention le *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle*, de M. Garraud. Cependant aucune étude juridique d'ensemble n'a été publiée sur la question.

C'est en réunissant les opinions éparses dans des ouvrages très divers que l'on tentera de constituer la physiologie de la question telle qu'elle se présente à l'heure actuelle. Du côté médical au contraire, nous avons trouvé de fort nombreux documents ; ils sont pour nous d'une importance capitale pour l'étude des maladies mentales, chaque jour plus approfondie, et du fonctionnement des rouages de l'esprit humain.

Un mouvement prononcé s'est dessiné depuis plus d'un quart de siècle en faveur de l'étude médico-psychologique des questions criminelles. La science du témoignage ne pourra, elle aussi, que prendre une rapide extension. On trouve, à l'heure actuelle, un groupe d'auteurs fermement convaincus du danger présenté par l'admission du témoignage des psychopathes ; ils nous renseignent bien peu hélas ! sur les divers types de malades qu'ils tiennent en suspicion. Et cette omission volontaire tient à ce que la science du témoignage d'origine médicale, n'a pas encore su pénétrer et vivifier de vieux textes de loi qui entravent le progrès juridique et nuisent par leur rigidité à une convenable adaptation des institutions à nos mœurs. Enfin il y a un motif plus sérieux qui explique la

réserve des auteurs et ce motif n'est autre que le silence du code. Chez quelques-uns qui, dans leurs commentaires, ont suivi, article par article, le code, ce silence est excusable, car cette question a pu fort bien ne pas se présenter à leur esprit, même par voie d'analogie ; chez d'autres, l'incapacité de l'insensé était tenue pour une vérité si reconnue qu'ils ne crurent pas nécessaire de la rappeler ou d'en expliquer le motif. A cette incertitude même qui tient lieu de règle de droit, il faut rapporter encore une difficulté née de l'imprécision sur laquelle la loi a déterminé les individus qu'elle entend exclure.

Ainsi la loi ne connaît, aux termes de l'article 489 du code civil (au chapitre de l'Interdiction) que l'imbécillité, la fureur et la démence. Cette classification qui pouvait satisfaire les esprits, il y a un siècle, — alors que la connaissance des maladies nerveuses était très rudimentaire, — est loin de suffire à présent. Nombre de malades et de déséquilibrés mentaux ne présentent pas les caractères qui pourraient les faire classer plus particulièrement dans une catégorie que dans l'autre. En cette matière il est impossible de faire des divisions aussi tranchées. Il est des malades qui appartiennent à la fois par les symptômes qui révèlent leur mal, à ces diverses catégories énumérées.

L'imbécillité et la fureur sont des états assez bien connus et définis. Il en est autrement de la démence. Les affections mentales ont des manifestations très différentes les unes des autres ; elles n'ont chez le malade ni le

même processus, ni la même influence. C'est pourquoi le terme aliéné (que l'on trouve pour la première fois dans la loi de 1838), apparaît comme insuffisant, car il ne vise aucunement l'hystérique, le dégénéré, l'intoxiqué, le paralytique général, etc.

En consacrant cette étude à la capacité testimoniale des personnes dont la mentalité est suspecte, nous avons entendu viser à la fois ceux dont le développement intellectuel n'est plus normal, ou ne le sera que plus tard (état particulier à beaucoup d'enfants), ceux encore dont l'intelligence s'est affaiblie pour tomber dans le gâtisme (comme certains vieillards), en un mot toutes les personnes atteintes d'infirmités morales.

Il est à remarquer tout d'abord que les auteurs affirment unanimement que « aucun texte de loi ne s'oppose à « ce qu'un aliéné, interdit ou interné soient témoins en matière criminelle » (1). Mais ils conseillent immédiatement après aux magistrats la plus grande réserve.

« La loi confie au juge le soin de constater l'état de démençe et de prendre une décision à cet égard » (*ibid.*). C'est, nous semble-t-il, bien peu le rôle du juge, car cet état ne se constate pas aussi facilement que l'état d'ébriété. Aussi certains auteurs, sans se prononcer sur le rôle du magistrat, décrètent-ils *a priori* l'incapacité des diverses classes de déments (2).

(1) Lefort, *Cours élémentaire de droit criminel*, 1877.

(2) J.-F. de Malblanc, *Le serment*, liv. I, § 9.

Une opinion, consacrée par le *Répertoire de jurisprudence* de Dalloz, veut que l'exclusion du dément soit sous-entendue. De même pour les furieux (associés dans l'ancien droit aux « frenetici ») ainsi que l'indique l'adage connu « Ubi furor adest, ibi intellectus abest ». Par contre pour les imbéciles et ceux qui peuvent rentrer dans la dénomination générale de faibles d'esprit, le *Répertoire* de Dalloz ne considère pas que leur incapacité apparaisse comme une nécessité inéluctable. Suivant en cela Merlin (1), il admet qu'ils doivent être entendus, quitte pour le tribunal à avoir de leur audition tel égard que de raison.

On formulerait aisément une règle à ce sujet si l'énumération que nos codes donnent des causes de reproches était énonciative. Il n'en est rien. L'article 322 du code d'instruction criminelle exclut formellement certaines classes de témoins en employant cette formule : « Ne pourront être reçues les dépositions... » qui ne vise que celles des personnes énumérées dans le corps de l'article.

En procédure civile au contraire, le législateur s'exprime plus généralement. « Pourront être reprochés... » (2) etc. ; il est donc moins catégorique. L'énumération de ces causes de reproches est-elle limitative ? De nombreux arrêts en chaque sens ont été rendus de

(1) *Répertoire alphabétique, Témoins*, § 72.

(2) Art. 283 du code de procédure civile.

1820 à 1885 ; mais l'opinion qui semble prévaloir c'est que l'article 283 n'est pas limitatif et que chaque fois qu'un motif de reproche ne se trouve pas énuméré par cet article les magistrats ont un pouvoir discrétionnaire pour le rejeter ou l'admettre. Cette conception d'un pouvoir laissé aux juges d'admettre ou d'écarter, à leur gré, tel témoignage qui leur semblerait suspect, n'est pas très juridique et en outre peut sembler étonnante, quand on voit que le Conseil d'Etat, lors des travaux préparatoires du code, a rejeté la requête de plusieurs cours d'appel demandant que certains reproches soient laissés à l'appréciation du tribunal. Le reproche est à la fois une défiance contre le juge, qui est, comme tout être humain, sujet à erreur et peut manquer de circonspection et c'est une garantie donnée à la partie à laquelle on oppose le témoignage. La théorie des reproches est-elle utile ? Notre opinion est qu'elle est indispensable, si elle est construite pratiquement et si elle contient les clauses d'exclusion strictement nécessaires.

Certains auteurs l'ont beaucoup critiquée et ont été jusqu'à demander sa suppression pure et simple (en droit civil comme en droit criminel), car avec le système qui admet la preuve par intime conviction, le juge peut toujours apprécier la valeur du témoignage.

Hélas ! l'expérience acquise par les magistrats les plus éclairés ne les met cependant pas à l'abri des erreurs, et le système de la preuve par intime conviction, s'il fonctionnait seul, sans que le juge soit renseigné sur la valeur

des témoignages, contribuerait très souvent à égarer la justice. La théorie des reproches, quoique empirique, est un heureux préservatif ; sans doute elle aurait une influence néfaste, si elle écartait complètement des débats, des éléments de preuve qui peuvent n'être pas négligeables mais, « ce qui est prohibé chez nous, ce n'est pas « l'audition de la partie d'une manière absolue, mais son « audition comme témoin dans la forme des enquêtes » (1).

Nous estimons donc que c'est à tort que fut imaginé le système des reproches légaux (prévus par l'article 283 du code de procédure civile) et des reproches dits « arbitraires ». C'est une invention de la jurisprudence qui ne répond à rien.

Il est de règle que les causes de reproches civils ne sont pas admises en matière criminelle (2); en dehors de ceux qui sont prévus par le texte de la loi criminelle, les circonstances qui seraient de nature à faire suspecter l'impartialité ou la bonne foi du témoin, ne sauraient, quelles qu'elles soient, faire obstacle à son audition. En résumé, si le texte de l'article 322 du code d'instruction criminelle est limitatif, le témoignage de l'aliéné ne peut être écarté ; et c'est la même solution qu'il faudrait adop-

(1) Bonnier, *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel*.

(2) Pothier, qui, dans son *Traité des obligations*, se prononça pour le rejet du témoignage de l'insensé, oublie d'en faire mention, au titre des reproches, dans son *Traité d'instruction criminelle*.

ter si l'on considère comme également limitatif le texte de l'article 283 du code de procédure civile.

Bentham (1) n'avait eu garde de rejeter ceux qui sont atteints d'infirmités intellectuelles : « Ceci embrasse, « dit-il, le dérangement d'esprit, la minorité d'âge, l'ex-
« trême vieillesse ; le discrédit qui résulte pour le té-
« moignage de ces diverses circonstances dépend abso-
« lument du degré, c'est-à-dire de l'état de l'individu, de
« ce qu'on appelle, dans le langage de l'art, idiosyncra-
« sie. Mais ce degré ne peut se juger que par un exa-
« men particulier de chaque cas, le système d'exclusion
« appliqué par une loi générale, ne pourrait être que
« nuisible.

« Est-il à présumer qu'un juge, dans un tribunal ou-
« vert au public et sous la garantie d'un débat contradic-
« toire, admet un témoignage marqué des divers carac-
« tères de l'imbécillité ou de l'incapacité et qu'il y don-
« nât un degré de confiance capable d'influer sur sa dé-
« cision ? Dira-t-on que si ce mal est peu probable, il est
« néanmoins possible et qu'il serait plus sûr d'y obvier
« en excluant ces témoignages dangereux ?

« Je réponds à cela qu'une simple possibilité d'erreur
« prouve trop, car le juge peut se tromper de même et
« malheureusement se trompe souvent, d'après des té-
« moignages qu'on ne peut pas rejeter, et qu'on n'exclut
« dans aucun système de jurisprudence ».

(1) *Op. cit.*, chap. XIII.

La théorie de Bentham se résume en ceci : n'excluez aucun moyen de preuve, aucun témoignage, par la seule crainte de vous tromper, et il préconise un code graduant mathématiquement la valeur des preuves, procédé totalement inutilisable. Néanmoins, la méthode qui consisterait à examiner individuellement chaque témoin est également mauvaise et impraticable.

Il ne conclut donc ni à l'exclusion générale, ni à l'examen particulier. « Une des qualités essentielles dans un « témoin, dit Desquiron (1), c'est qu'il ait eu la raison « assez fortifiée, le sens assez entier pour juger nettement des objets sur lesquels il dépose ». C'est aussi l'opinion de MM. Bonnier et Laurent, qui rejettent en principe la déposition des débiles mentaux et des enfants. M. Cubain (2) explique ainsi le silence, d'après lui, intentionnel, du législateur. « C'est au jury qu'il appartient exclusivement d'apprécier l'intelligence du témoin ; c'est pourquoi la loi s'est abstenue de déclarer « que la folie ou l'idiotie rendaient celui qui en était atteint incapable d'être témoin ». « Le tribunal ou la « cour commettent donc un excès de pouvoir, si, se fondant sur ce qu'un témoin est dépourvu d'intelligence, « atteint d'idiotisme ou de folie, ils refusaient de recevoir sa déposition (Cass., 12 oct. 1837).

Mais l'auteur ne nous dit pas s'il approuve cette mé-

(1) Desquiron, *Traité des preuves*, § 170.

(2) *Op. cit.*, n° 443.

thode, ni s'il n'entrevoit pas une solution préférable. Si le jury n'est pas mis en garde préalablement contre la valeur de certains individus, il ne sera pas appelé à les examiner ou à suspecter particulièrement leur sincérité : s'il est au contraire averti de l'altération des facultés intellectuelles d'un témoin, il ne pourra procéder à un examen sérieux et concluant de ses capacités puisqu'il n'aura aucune pratique et aucune des données scientifiques nécessaires pour s'y livrer en connaissance de cause.

Ce n'est donc pas la tâche du jury, mais bien plutôt celle du juge d'instruction, d'apporter les renseignements les plus circonstanciés sur la nature des charges relevées contre l'inculpé et la valeur des déclarations qu'il a recueillies tant en sa faveur que contre lui.

Beaucoup de témoins, l'expérience l'a montré, sont les jouets de véritables hallucinations, ou victimes d'auto-suggestions présentant un caractère pathologique. En face d'eux et en face de déséquilibrés, quels qu'ils soient, on ne saurait trop s'entourer de garanties. Le magistrat instructeur doit se documenter parfaitement sur le degré de crédibilité de tous les témoins, sur leur valeur morale, enfin sur leur état pathologique.

Certes, il est rare qu'il ne s'acquitte pas consciencieusement de cette obligation, cependant, à en juger par cette opinion d'un vieux juge d'instruction, on peut se rendre compte que les manœuvres préconisées ou employées pour démasquer le faux témoin, sont bien anodines. « Le magistrat éclairé, dit-il, peut mesurer la sug-

« gestibilité du témoin suspect par un interrogatoire habilement dirigé dans ce but. Il aura l'air d'accepter son dire, insistera sur les incidents, y apportera du sien, suggérera des détails qui trahiront la suggestibilité du témoin, s'il les confirme. Il lui dira par exemple : nous avons raconté que quand X... vous a pris votre argent, il a laissé tomber une pièce et il l'a ramassée. Si l'accusateur tombe dans le piège et confirme, la question est par cela même jugée » (1).

Il faut se garder d'aller trop loin dans cette voie ; bien des individus sincères et sains d'esprit peuvent s'illusionner de bonne foi et même, s'ils devinent le stratagème, se refuser à déposer plus explicitement.

D'autre part pendant l'instruction, ou devant la cour d'assises, après la déposition, il faut éviter de presser de questions le fou présumé ; si on lui donne, non pas des scrupules, mais des idées légèrement différentes de celles que ses souvenirs sensoriels lui ont laissées de la scène à laquelle il a assisté, il en arrivera à s'approprier l'involontaire suggestion du magistrat, il ne démentira pas de ses allégations, et l'on n'aura pas la conviction de se trouver en présence d'un déséquilibré. La déposition du fou ne peut offrir que des renseignements très fragiles.

Un autre auteur (2) déclare que l'aliénation mentale

(1) Fourquet, *Les faux témoins*.

(2) Noguier, *La cour d'assises*, § 2009.

n'est pas une cause d'incapacité légale : la chambre criminelle l'ayant ainsi décidé (arrêt de 1837) et « il est juridiquement impossible, dit-il, d'admettre une autre solution. Toutefois je me suis demandé si cette solution devait rester la même dans le cas où l'aliéné aurait été frappé d'interdiction par un jugement passé en force de chose jugée. Lorsqu'il en est ainsi, il n'y a plus rien d'hypothétique dans l'appréciation du degré d'intelligence du malheureux appelé en témoignage, l'esprit de Dieu s'est retiré de lui et il est certain que, s'il est admis au serment, il remplira machinalement une formalité dont il ne comprendra plus l'importance et que s'il dépose, il n'aura pas conscience ni de ses idées, ni de ses souvenirs, ni de ses paroles.

« Néanmoins l'interdiction ne crée pas l'incapacité de témoigner en justice. Point de disposition à cet égard dans la loi pénale et si l'on veut bien parcourir notre loi civile, au chapitre de l'interdiction, on cherchera vainement parmi les diverses diminutions de droits qu'elle prononce, celle qui nous occupe en ce moment. Il faut donc conclure encore de ce silence, comme a conclu l'arrêt de 1837 que je viens de citer, et décider que la folie n'est pas, même après l'interdiction de l'aliéné, une cause d'incapacité légale. »

« Telle est la règle de droit strict. Gardons-nous d'ailleurs de la considérer comme inflexible et comme enlevant au président des assises toute faculté d'appréciation. Mettons-nous par la pensée, à la place de ce ma-

« gistrat et demandons-nous ce que nous ferions, si au
« milieu d'un débat solennel et plein de difficulté, l'huis-
« sier amenait dans le prétoire, au pied de la cour, en
« présence d'un accusé qu'un mot peut perdre ou sauver,
« d'un jury qu'un mot peut conduire à la conviction de
« la culpabilité ou de l'innocence, un témoin régulière-
« ment notifié, mais qui a perdu tout sens intellectuel ou
« moral. Devrons-nous sous peine de nullité dire à cet
« automate de lever la main pour prendre à témoin (se-
« lon la signification notoire de cette attitude) Dieu et les
« hommes ; de prêter un serment dont chaque expression
« a une importance et une sainteté entièrement perdues
« pour lui ; de faire une déposition dont chaque terme
« pourra être une incohérence, un mensonge involon-
« taire et une erreur ? Nous hésiterions sans nul doute,
« et peut-être serions-nous conduits, ou à refuser de re-
« cevoir un pareil témoignage, ou à le recevoir sans ser-
« ment et par forme de simple déclaration. »

Et pour concilier les règles de la morale et celles du droit M. Nouguié propose de consacrer en pratique les deux méthodes préconisées par l'arrêt de cassation du 13 octobre 1867 : renonciation par les parties au droit de faire entendre le témoin douteux ; arrêt motivé de la cour d'assises décidant de n'entendre ce même témoin qu'à titre de simples renseignements.

Sans doute l'incapacité de porter témoignage en justice ne se trouve pas au nombre des déchéances qui viennent frapper l'individu interdit. Mais c'est une lacune re-

grettable. Nous verrons en effet que plusieurs législations étrangères ont fait de l'interdiction judiciaire un motif d'exclusion pour le témoin. Et la même mesure semble nécessairement applicable à l'aliéné non interdit, mais seulement interné. L'internement entraîne une quasi-certitude de démence, mais la situation de l'interné est, en fait, presque l'équivalente de celle de l'aliéné interdit.

Il est étrange que dans une question aussi grave que la déposition accompagnée de serment on n'ait pas songé à frapper de déchéance l'individu qui a été judiciairement reconnu atteint de faiblesse ou de déséquilibre mental.

M. G. Le Poittevin (1) reprenant cette théorie, reconnaît lui aussi que l'aliéné interdit ou non, peut déposer en justice, et que cette audition n'est sanctionnée par aucune nullité.

Voici donc la consécration d'une théorie généralement admise par tous les auteurs. Elle se borne à constater la faculté laissée à la cour d'assises de prendre une décision sans se soucier de régler et d'exiger au besoin qu'une mesure soit prise à cet égard.

Mais, nous l'avons dit, cette théorie ne réunit pas tous les suffrages. Parmi les causes d'incapacité de témoigner, M. Mariage cite dans son *Manuel du président d'assises* : «... par analogie (avec la minorité de quinze

(1) *Formulaire des parquets*, v^o *Témoins*.

« ans), l'on peut considérer comme incapables d'être té-
« moins, les personnes atteintes d'infirmités intellectuel-
« les assez graves pour leur enlever la connaissance de
« leurs devoirs comme témoins. L'exclusion de ces per-
« sonnes est une exception qu'il faut le moins possible
« appliquer. Il ne le faut jamais quand il ne s'agit que
« d'infirmités corporelles, telles que la surdi-mutité ou
« la cécité par exemple » (Voir Nouguié, 2006 à 2015).

D'autres ont soutenu qu'il fallait préalablement enten-
dre le témoin pour se rendre compte de son état mental.
« C'est dans la déposition elle-même que résidera le meil-
« leur gage de la confiance qui sera due à un pareil té-
« moin. Est-ce besoin d'ajouter que les interpellations
« les plus minutieuses de la part du président, fastidieu-
« ses en des cas ordinaires, prendront ici un caractère
« important sur lequel on ne saurait se méprendre ; qui
« empêcherait même qu'une fois entendu, le débat, hors
« de sa présence, ne s'établisse sur la portée même de la
« confiance qui lui serait due dans les faits qu'il aurait
« affirmés ? N'est-ce pas d'ailleurs ce qui a lieu en ma-
« tière civile pour les actes passés avant l'interdiction,
« lesquels peuvent être annulés si la cause de l'interdic-
« tion existait notoirement à l'époque où ces actes ont
« été faits (art. 503 du code Napoléon). Or comment re-
« pousser en matière criminelle un élément de lumière
« dont la loi tient compte ailleurs, quand la même raison
« n'est pas sans rapport avec la connaissance intime d'un
« fait important, sortant d'une bouche désintéressée et

« ayant la conscience certaine de ce qu'elle affirme? » (1)

L'auteur a le louable mérite de faire ressortir le rapport étroit qui existe entre la procédure d'interdiction et celle qui, à son avis, devrait être suivie en matière criminelle. Mais autre chose est une instance civile, autre chose une instance criminelle. La demande en interdiction porte uniquement sur le point de savoir si la personne qu'elle vise est ou n'est pas dans un état mental désorganisé au point de justifier cette mesure. Très fréquemment, avant de se prononcer, le tribunal prendra l'avis de médecins spécialistes. La justice criminelle est, elle, bien plus sommaire ; elle suit son cours régulier, quand accidentellement surgit un témoin suspect. Va-t-elle laisser entraver et retarder sa marche pour élucider ce point ? Va-t-elle, comme le propose M. de la Cuisine, procéder à cet interrogatoire serré et méticuleux ? Le président, sortant de son rôle, risquerait d'allonger interminablement les débats — pour peu qu'il y ait plusieurs individus suspects —, d'amener des témoins de bonne foi à se rétracter ou à se contredire, enfin de jeter le trouble dans l'esprit des jurés.

Et si le témoin se trouve être un sujet remarquablement sûr de lui, s'il ne révèle aucunement, par ses discours, son déséquilibre mental, il est bien évident que cette méthode sera moins efficace que l'examen médical ordonné par le juge, au cours de l'instruction, et sanc-

(1) De la Cuisine, *Instruction criminelle*, p. 317.

tionné soit par une incapacité absolue, soit par une incapacité relative (audition sans serment).

Et c'est ce procédé qui devrait s'appliquer obligatoirement devant le tribunal correctionnel qui, lui, ne peut entendre aucun témoin à titre de renseignement (1).

D'autres jurisconsultes se déclarent partisans de l'incapacité de l'insensé. Ainsi Merlin (*Répertoire*, 1828) la cite avant toute autre. Cette place, donnée à cette cause de reproche, indique bien que, dans l'esprit de l'auteur, la première condition requise pour témoigner, c'est le bon équilibre des facultés intellectuelles.

Le code d'instruction criminelle de Dalloz (2) reproduit la même solution, affirmant : « qu'il ne peut être question, à l'égard d'un individu complètement insensé, de recevoir son serment » (3). L'annotateur du code consacre donc une règle qu'il n'a trouvée nulle part inscrite dans la loi et qui est repoussée par la jurisprudence. Cela montre à quel point cette mesure est unanimement acceptée par tous les jurisconsultes qui ont envisagé la question.

Si à la vérité on rencontre quelques auteurs partisans du système qui exclut les furieux et les imbéciles, en un mot les aliénés, au sens qu'a ce terme dans la loi de

(1) G. Le Poittevin, *op. cit.*

(2) Art. 317 du code d'instruction criminelle, n° 315.

(3) D'ailleurs la prestation de serment d'individus appelés à fournir des renseignements en vertu du pouvoir discrétionnaire du président n'entraînerait pas la nullité.

1838 ; par contre, il n'est qu'un juriste en France auquel le problème soit apparu dans toute son ampleur et qui ait exposé, d'une façon succincte, il est vrai, mais capable d'arrêter l'attention et de fixer cet état du droit, une théorie d'ensemble des causes naturelles de suspicion des témoignages ; c'est M. Garraud (1) : « Le témoignage, écrit-il, doit être soumis à une triple critique : clinique, pénale, expérimentale ; en effet, les causes d'erreurs et de faux témoignages peuvent tenir à trois causes : il y en a qui proviennent d'un état morbide du témoin, celui-ci est un aliéné ou tout au moins un psychopathe. A cet égard les principaux types qui appellent l'attention et dont il faut particulièrement se défier au point de vue de la sincérité du témoignage, sont : 1° les hallucinés, qui croient voir et entendre ce qu'ils n'ont ni vu ni entendu ; 2° les hystériques dont le caractère dominant est l'auto-suggestibilité ; 3° les débiles mentaux parmi lesquels se recrutent tous ces faibles d'esprit avec déficits moraux, dont le témoignage n'offre aucune garantie ; 4° les imaginatifs qui exagèrent, grossissent et déforment les faits.

« *La démonstration d'un trouble pathologique de la mémoire doit suffire pour rendre inutilisables les témoignages d'un psychopathe, sans qu'il soit besoin de fournir la preuve que tel témoignage particulier est erroné, car dans la plupart des cas cette preuve est*

(1) *Traité d'instruction criminelle et de procédure pénale*, t. I, p. 545.

« impossible. La législation positive devrait donc écar-
« ter comme témoin assermenté, tout individu dont le
« témoignage et les perceptions sont influencés par une
« maladie mentale ou la faiblesse d'esprit » (1).

M. Garraud, par ailleurs, reconnaît la nécessité de l'examen médical et c'est avec raison qu'il soutient que
« la démonstration d'un trouble pathologique de la mé-
« moire doit suffire... » pour faire écarter le témoin,
mais cette affirmation, elle, ne suffit pas et nous nous
réservons d'étudier plus loin les améliorations qui pour-
raient être apportées à ce système.

Cette conception du témoignage se réclame des ré-
cents travaux des instituts psychologiques et médicaux ;
elle fait une large place à l'intervention du médecin-ex-
pert, devenu, dans des cas de plus en plus nombreux,
l'auxiliaire presque indispensable de la justice.

Passant à l'étude des intoxiqués alcooliques, M. Gar-
raud constate la fréquente admission de leurs témoi-
gnages par les tribunaux. Mais, à son sens, ce témoin
alcoolique, ou simplement ivre, ne fait pas courir de
grands dangers à la liberté, à la vie ou à l'honneur des
parties en cause : « D'une part, le silence de la loi per-
« met aux tribunaux de statuer en pleine liberté sur le
« point de savoir dans quelle mesure le témoignage de

(1) M. Boissonnade, professeur agrégé à la faculté de droit de Paris, a adopté, dans son projet de code d'instruction criminelle pour le Japon, un système d'exclusions qui s'inspire de ces idées. Nous retrouverons ce texte ultérieurement.

« l'alkoolique et de l'ivrogne peut ou doit être écarté et,
« d'autre part, le régime de la preuve de conviction laisse
« aux tribunaux un pouvoir souverain pour apprécier la
« valeur de ce témoignage. En un mot, pour être té-
« moin, il faut être en état de déposer » (1).

Comment doit-on procéder quand on est en présence d'un aliéné dont la démence est coupée d'intervalles lucides ? L'ancien droit avait envisagé le problème et l'avait résolu d'une façon très acceptable (2).

Actuellement on semble avoir pris en considération cette éventualité pour justifier l'admission des déclarations de ces malades. Ainsi Morin (3) : « Le témoin
« insensé peut avoir été dans un intervalle lucide lors-
« que les faits dont on dépose se sont accomplis sous ses
« yeux, et il peut être dans le même état lorsqu'il les
« rapporte à la justice. Ces deux conditions, au reste,
« sont nécessaires pour qu'un juge prudent accorde
« quelque crédit aux déclarations d'un tel témoin. Le dé-
« faut de maturité dans le jugement doit aussi, comme
« la perte de la raison, inspirer beaucoup de réserve. »

Outre que le cas se présentera rarement d'un individu en état de lucidité aux deux moments sus-indiqués, il serait très dangereux de lui accorder une entière confiance. En effet rien ne prouve que l'état de folie, qui a séparé

(1) *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle*, 1909, t. II, p. 86.

(2) Par le rejet de ce témoignage.

(3) *Répertoire de droit criminel*, v° *Témoins*.

ces deux moments lucides, n'ait pas profondément modifié les souvenirs de la scène à laquelle a assisté le témoin pendant sa première période de lucidité. Qu'entend-on d'ailleurs par intervalle lucide ? Quelle est la conscience du malade pendant ces intervalles ? C'est un point sur lequel Morin et d'autres jurisconsultes qui ont envisagé cette particularité, ne se prononcent pas. La science médicale n'admet pas que le malade revienne, durant ces périodes, à la santé intellectuelle. Il est désormais mentalement diminué (voir *infra*).

Pour MM. Glasson et Colmet d'Aage : « l'interdit judiciaire n'est ni indigne, ni reprochable, seulement on « ne devrait l'entendre que dans un intervalle lucide, « mais on ne peut pas lui étendre ce que la loi a dit de « l'interdit légal. On doit donner la même solution pour « l'aliéné non interdit de la loi de 1838 » (1). Ce qui revient à dire que tout individu interdit ou non, souffrant d'une affection mentale capable de le rendre dangereux par l'incertitude même qui accompagnera ses dépositions, ne sera pas reçu à témoigner, s'il n'est dans une période de lucidité.

Cette théorie permettrait donc (contrairement à ce qu'admettait l'ancien droit) à un dément, guéri, revenu à la raison de faire une déclaration touchant des faits qu'il aurait connus pendant le traitement de sa maladie. Il s'agit, il est vrai, ici, d'une solution admise en procé-

(1) Procédure civile.

dure civile ; mais, par identité de motifs, on peut présumer que l'opinion des auteurs ne devait pas être différente en ce qui concerne le droit criminel.

Le problème peut se présenter sous une forme légèrement différente devant le tribunal ou la cour. Un témoin devient fou dans l'intervalle — quelquefois assez long — qui sépare la déposition devant le juge d'instruction et la comparution en audience publique. Ecartera-t-on purement et simplement son témoignage, en s'en tenant à la déclaration conservée par le greffier et qui servira de renseignements, ou l'autorisera-t-on à compléter sa première déposition par un témoignage en due forme ? Cela est très important. Ce témoin peut être un témoin unique ou un témoin considérable par l'importance de ses révélations (1).

Que se passera-t-il encore au cas de présomption de démence ? Au cours de sa comparution devant le juge d'instruction ou le tribunal, le témoin semble présenter les premiers symptômes d'une psychose caractérisée. Devra-t-on tenir sa déposition pour non avenue parce qu'il se trouve en état d'incubation de maladie mentale ? Question difficile à résoudre d'une manière satisfaisante, à moins que la suspicion légitime ne vienne écarter ce témoin à l'égal du fou véritable ou que l'on ne se décide à faire appel aux lumières d'un médecin.

(1) La législation américaine a pris des mesures pour tirer parti de la première déposition du témoin (*infra*).

La cour de cassation a été appelée, il y a une vingtaine d'années (1), à rendre un arrêt de principe qui pourrait s'appliquer au cas précédemment cité d'un individu devenu fou après l'instruction ou au cours de celle-ci. La cour suprême a décidé que le tribunal ne peut se refuser d'entendre certains témoins, sous prétexte que leurs agissements au cours de l'information auraient compromis d'avance l'autorité qui pourrait s'attacher à leur témoignage. Celui qui donnerait au cours de l'instruction des signes de déséquilibre mental, ne pourrait donc voir son témoignage écarté comme suspect à l'audience du tribunal? L'arrêt de cassation, quelque louables qu'aient été les motifs qui l'ont inspiré, est susceptible, on le voit, de provoquer des mesures en opposition absolue avec les intérêts de la justice et des justiciables.

Il est à propos, puisque nous traitons de l'état mental des témoins, de dire quelques mots de l'enfant. Dans le *Traité des obligations*, de Pothier, nous voyons déjà affirmé « qu'il n'est pas douteux que les dépositions « d'un enfant ou celles d'un insensé doivent être rejetées, etc ». Les jurisconsultes qui furent appelés à codifier nos lois, n'ont au contraire aucunement rapproché les deux situations, que le défaut de raison rend cependant fort voisines l'une de l'autre.

(1) Arrêt du 26 juin 1891, *Bull. crim.*, 144.

L'article 285 du code de procédure civile et l'article 79 du code d'instruction criminelle admettent cependant que, s'il y a lieu, l'enfant ne fournira que de simples renseignements.

En matière civile la loi prévient même le juge de n'avoir à cette déposition que « tel égard que de raison ». Mais en droit criminel, pour ce qui a trait à la procédure devant la cour d'assises, il existe une distinction importante : les témoignages, produits sous la foi du serment ; les déclarations fournies sans accomplir cette solennité. L'article 79 concernant les enfants des deux sexes, âgés de moins de quinze ans, leur accorde également la faculté d'être entendus sans serment ; mais ce n'est qu'une faculté pour le juge. « Les enfants de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, *pourront* être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment » (art. 79).

La jurisprudence de la cour de cassation a varié trois fois sur la question. Le 7 février 1812, un arrêt établissait que les enfants de moins de quinze ans devaient prêter serment. Le 3 novembre de la même année, la cour réformait elle-même sa décision. L'actuelle interprétation a été consacrée par les arrêts des 25 avril 1834 et 15 avril 1841. Il appartient au président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, d'entendre comme témoins, ou par simple déclaration, les enfants de moins de quinze ans. Mais un très grand nombre d'auteurs conseillent de

s'abstenir de leur faire prêter serment, tant qu'ils n'ont pas atteint l'âge du discernement (1).

L'examen des précédentes hypothèses montre quelles difficultés peut présenter, pour le juge scrupuleux, le problème de l'admission des témoignages suspects ; déséquilibre mental reconnu et maladies nerveuses avec délire ou hallucinations passagers, ou encore simple dérangement d'esprit, capables d'altérer la mémoire, la perception normale ou la conscience bien nette de la portée du serment, voilà en résumé ce qui diminuera le degré de crédibilité des témoins et rendra la tâche du magistrat plus pénible et plus délicate.

(1) Dans ce sens, Cubain, *Traité de la procédure devant la cour d'assises* ; etc.

CHAPITRE III

Relation de certains procès criminels.

Malgré le soin scrupuleux qu'apportent les magistrats dans la recherche de la vérité, des jugements ou des arrêts ont trop souvent, hélas ! frappé des têtes innocentes. Des décisions judiciaires ont ainsi pu flétrir ou priver de liberté des malheureux sans défense, contre lesquels on relevait des charges apparentes, mais illusoires, et que des témoignages volontairement ou inconsciemment sophistiqués ont mis pour toujours au ban de la société. La bonne foi des juges a été souvent surprise, mais l'opinion publique émue par les appels réitérés et les protestations des victimes de ces erreurs a réussi quelquefois à obtenir la révision de leurs procès et même leur réhabilitation. D'autres erreurs judiciaires resteront certainement insoupçonnées et leurs victimes, mortes ou vivantes, n'obtiendront jamais cette suprême réparation.

Il importe de rappeler aux magistrats, en raison de la facilité avec laquelle de semblables erreurs peuvent s'insinuer dans leur esprit, en raison de l'écrasante respon-

sabilité morale qui repose sur eux, qu'ils ne doivent négliger aucun élément de preuve, aucun moyen d'investigation, ne reculer devant aucun sacrifice ni aucune fatigue, afin de parvenir, en discutant et vérifiant les charges apparentes, en éliminant les témoignages suspects, à se former une conviction inébranlable qui leur assure, par l'anéantissement de tout scrupule, la paix et le repos de leur conscience.

C'est au cours de la discussion des motifs du code d'instruction criminelle que Treilhard, conseiller d'Etat, a poussé, le premier, ces cris d'alarme : « Ce n'est pas ici
« une portion seulement de la fortune du citoyen qui est
« en péril, c'est toute son existence, c'est toute sa vie,
« c'est son honneur qui répondent à la société de la ré-
« paration qui lui est dûe et l'erreur du magistrat ferait
« toujours une vaste plaie à l'ordre public, soit en frap-
« pant un innocent, soit en déchaînant un coupable » (1).

Le propre du juge est de se montrer judicieux, mais ses qualités personnelles de divination, son habileté professionnelle, son « flair », peuvent être très dangereux pour peu qu'ils s'exercent sans méthode scientifique et sans guide sérieux. Il n'est pas douteux que les prétoires, les cabinets de juge d'instruction ou de procureur de la République soient encombrés de témoins, plaignants, prétendues victimes, etc., qui s'efforcent, par leurs déclarations erronées, d'entraver la marche de

(1) Séance du 7 novembre 1808.

la justice. Si les supercheries sont quelquefois découvertes — et leur nombre est considérable, — si de faux témoins *sains d'esprit*, sont quelquefois condamnés, par contre on constate à regret la facilité avec laquelle le magistrat accueille les déclarations des psychopathes, leurs plaintes ou leurs calomnies.

C'est ce qui faisait dire au professeur Dupré (1) : « En « réalité témoignent devant toutes les juridictions de « nombreux aliénés dont l'affection mentale n'est soup- « çonnée, ni par le public, ni par les magistrats ; il est « certain qu'à côté de l'histoire déjà si riche des ali- « nés méconnus et condamnés, on pourrait écrire celle « des *aliénés méconnus, acceptés comme témoins et* « *crus sur parole par les tribunaux.* »

Ecrire cette histoire d'une façon détaillée et complète offrirait un aperçu bientôt rempli de monotonie, étant donné que, dans leurs différents rapports avec la justice, les types d'aliénés se retrouvent bien peu modifiés. Leurs attitudes sont, à peu de chose près, identiques pour chaque maladie et la manière dont ils mettent en mouvement l'appareil judiciaire, ne connaît guère de variété.

Il suffira de rapporter quelques procès — dont certains furent notoires, — au cours desquels furent admis à témoigner des individus dont on n'avait pas songé à suspecter la santé intellectuelle, procès qui, heu-

(1) *Les faux témoignages*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1910.

sement, n'aboutirent pas tous à la condamnation d'un innocent.

Les anciens recueils de causes célèbres, rédigés d'une manière souvent romanesque, nous fournissent bien peu d'exemples caractéristiques de semblables événements judiciaires.

Au XVII^e siècle se signale le procès bien connu de la fille Salmon (à Caen) que nous laisserons de côté cependant, car il paraît établi que l'acharnement avec lequel cette malheureuse enfant fut accusée de crimes par ses maîtres, ne fut causé que par leur férocité et leur cupidité naturelles.

Une autre cause, également célèbre à cette époque, est celle du sieur de la Pivardière ou « femme accusée d'avoir fait tuer son mari, qui se justifie en le représentant » (1).

Cette affaire eut un grand retentissement. Mais voici ce qu'on n'a pas encore vu, dit l'auteur, « Des innocents
« lorsqu'il n'y a pas de corps de délit, sont accusés d'un
« homicide ; l'homme absent, qu'on suppose tué, étant
« de retour s'offre aux regards d'une infinité de person-
« nes ; le juge qui le connaît, à qui il se présente, per-
« sévère pourtant dans l'instruction du procès et pré-
« tend que cet homme est un fantôme, une illusion :
« voilà peut-être l'exemple de la plus étrange préven-

(1) Gayot de Pitaval, *Causes célèbres*, 1746, t. III. Le procès lui-même a eu lieu vers 1692.

« lion qui se soit jamais emparée de l'esprit de « l'homme... » (1).

Le sieur de la Pivardière, marié et père d'une petite fille, était châtelain des environs de Nerbonne. Vivant en mauvaise intelligence avec sa femme, en raison de l'inconduite de cette dernière, il quitta volontairement son foyer et alla s'établir à Auxerre où il se mariait bientôt après, sous un nom d'emprunt.

Chaque année pourtant il venait passer quelques jours auprès de sa femme légitime et recueillait le produit de ses fermages. A l'un de ces voyages, il tomba malencontreusement au milieu d'une fête galante offerte par sa femme à des seigneurs du voisinage ; son attitude courroucée mit en fuite les invités. Craignant, à raison du scandale provoqué, le ressentiment de son épouse, le sieur de la Pivardière ne voulut pas passer la nuit au château et y risquer quelque mauvais coup. Il y abandonna une partie de sa garde-robe, pour fuir allégrement à pied, sans attirer l'attention.

Il n'en fallait pas plus pour que le roman le plus invraisemblable fut échafaudé et colporté rapidement par les paysans de la région, au sujet de cette mystérieuse disparition. Selon eux la dame de la Pivardière, la châtelaine de Nerbonne, de complicité avec un de ses intimes, avait assassiné un mari gênant et avait fait dispa-

(1) *Ibid.*

raître le corps, hormis cependant certaines traces de son passage au château.

La petite fille du prétendu défunt, âgée seulement de neuf ans, vint déposer devant le juge instructeur qu'elle avait été réveillée par la voix de son père qui criait : « Ah ! mon Dieu, ayez pitié de moi ! ».

Les deux servantes et plus de dix autres personnes racontaient à qui voulait les entendre les détails les plus circonstanciés de cet horrible crime qu'elles imputaient à la dame de la Pivardière.

La châtelaine commençait à se troubler et sa situation était loin d'être bonne quand, tout à coup, son mari, qui venait d'être arrêté dans un autre pays pour crime de bigamie, réapparut et fut reconnu par plus de quatre cents personnes comme le véritable sieur de la Pivardière. Le juge n'en continua pas moins à instruire le procès de l'inculpée et d'interroger à nouveau les deux servantes dans le témoignage desquelles l'accusation puisait toute sa force. Et cependant ces témoignages contenaient des élucubrations absurdes, pleines de contradictions. Heureusement, d'ailleurs, pour la dame de la Pivardière, car, à cette époque, deux témoignages concordants suffisaient pour faire preuve complète. Les deux servantes, dont l'une avait quinze ans et l'autre seize à peine, se rétractèrent à la confrontation... Gayot de Pitaval les représente avec les caractères de ces hystériques actuelles, menteuses et metteuses en scène incomparables, ravies d'avoir un rôle à jouer, — un rôle

de tragédie spécialement — et de tenir entre leurs mains le sort d'un être humain.

La conviction du magistrat instructeur était particulièrement fortifiée par le serment que prêta l'une des jeunes servantes, avant de recevoir les sacrements à son lit de mort (1). Evidemment cette fille était en proie à une suggestion singulièrement puissante pour accepter si près de la mort, de porter devant Dieu, le poids d'un faux témoignage.

Ce ne fut qu'après de nombreux incidents de procédure, requêtes civiles, décrets, prises de corps, etc., qu'on se décida à abandonner l'accusation, pour incriminer les deux servantes, dont une seule (l'autre étant décédée) fut sévèrement châtiée pour son faux témoignage par le bannissement et la flétrissure du fer rouge.

Gayot de Pitaval nous fournit des détails fort précieux sur la physionomie et la mentalité des témoins. Forcée par une jeune mythomane, jalousant assez sa maîtresse pour s'être fait son ennemie déclarée, la fable de l'assassinat devait prendre facilement sur l'esprit d'une autre jeune fille, — la compagne de cette servante — un très grand ascendant. Quant à l'enfant de neuf ans, elle était à l'âge où l'on se fait inconsciemment l'écho fidèle des récits enseignés ou surpris.

Ce n'est qu'une fois sortie du cadre domestique où elle

(1) Loin d'être suspectées, les dépositions des moribonds jouissaient alors d'une grande faveur.

fut imaginée que l'on peut s'étonner de voir le crédit inconsideré qu'obtint l'histoire de l'homicide du sieur de la Pivardière. Tous les observateurs des foules savent avec quelle facilité les bruits les plus faux et les plus déconcertants y sont acceptés sans réflexion ni contrôle et combien l'amour-propre de certaines personnes les pousse à affirmer qu'elles ont vu ou entendu, *propriis sensibus*, des faits qu'elles ne connaissent que par ouï dire ou indirectement.

Nous relevons au cours des siècles derniers un nombre relativement peu élevé d'erreurs judiciaires ou de poursuites injustifiées que l'altération des facultés mentales chez un témoin ait pu provoquer. Sous l'ancien régime le système des reproches opposables au témoin, dans son étendue, n'avait garde d'omettre ceux qui sont essentiellement suspects, les fous. On ne les entendait pas en justice. Le code actuel, par son silence même ne les excluant pas, a ouvert la porte à de dangereuses erreurs, qui condamnent irrévocablement la méthode adoptée par la jurisprudence.

Il y eut, au début de l'ère républicaine (an IV), une affaire remarquable et retentissante qui retient l'attention; c'est le procès de Lesurques, accusé de complicité dans l'assassinat du courrier de Lyon et condamné à la peine capitale sans qu'aucune preuve évidente de sa culpabilité ait été produite. Toutes les circonstances qui entourent l'instruction de cette affaire sont troublantes par leur concours et les charges accablantes qu'elles portè-

rent contre l'accusé. Il ne semble pas que l'alibi fourni par Lesurques ait ému la justice, ni qu'on ait manifesté un instant la volonté de le contrôler, pas plus d'ailleurs qu'on ne songea à discuter les déclarations vagues de plusieurs témoins, leurs contradictions et même leurs rétractations (1).

On n'est pas autorisé à supposer que ces personnages étaient, ou de mauvaise foi, ou sujets à des troubles mentaux certains, mais ces contradictions flagrantes décèlent de véritables auto-suggestions chez les déclarants et c'est par là qu'elles constituent un véritable danger.

On ne trouve guère, parmi les suspects qui ont égaré la justice, d'aliénés dont la folie ait présenté des symptômes nettement révélateurs. Le type du faux témoin psychopathe, c'est celui qui est atteint d'hystérie ; la solution des procès pourra dépendre de ses affirmations catégoriques et la facilité avec laquelle il imagine, entre dans les détails les plus insignifiants, le montre comme vivant dans une atmosphère de mensonges auxquels il donne, pour en tirer parti, toutes les marques de la vraisemblance.

A côté de l'hystérique, le délirant, le dégénéré, l'intoxiqué alcoolique complètent le fonds ordinaire des témoins à redouter. « L'avocat Kosieck, raconte qu'une

(1) L'un d'eux, Gillet, vit Lesurques à Lieursaint, avec une redingote couleur chair, pour Alfroy, le même habit était bleu clair, pour Perraut, il était gris blanc, et pour la femme Alfroy, il était devenu brun tirant sur le marron.

« jeune fille de douze ans accusa de rapt un propriétaire
« de Gratz; à la suite de quoi il resta un an en prison et
« serait resté davantage, si la même jeune fille n'avait
« accusé de vol une servante, et si l'on n'eût décou-
« vert que l'accusation était calomnieuse » (1).

Lombroso cite, d'autre part, le cas d'Elise M..., hystérique, fille naturelle d'un riche alcoolique. Violée à onze ans par son père, elle fit condamner un ouvrier très honnête en l'accusant de ce viol, etc. (même observation chez Legrand du Saulle).

Les simulations, les mystifications, l'échafaudage d'aventures décelant une singulière perversion morale, sont les caractéristiques de l'hystérie. Sur 83 hystériques délinquantes observées par lui, Lombroso (*ibid.*) en signale trois qui ont été reconnues coupables de faux témoignage. Parmi ces 83 sujets observés, qui n'ont pas été poursuivis pour les fausses accusations qu'ils portèrent *inconsciemment* devant la justice, neuf s'étaient plaints d'avoir été victimes d'attentats aux mœurs ou de tentatives de viol.

Le D^r Rouby (2) rapporte, de son côté, la curieuse histoire d'une hystérique (Procès Cauvin, 1829) dont les accusations successives déterminèrent plusieurs condamnations d'innocents. La jeune Cauvin, par dépit amoureux,

(1) Lombroso et Ferrero, *La femme criminelle et la prostituée*.

(2) *Archiv. d'Anthr. criminelle*, 1897, *Les faux témoignages d'une hystérique*.

accusa d'abord deux jeunes gens d'avoir saccagé une de ses vignes. « Sans se dire que ces deux jeunes gens n'avaient aucun intérêt à couper ces ceps de vignes, « sans se dire que Julie C... avait un intérêt de vengeance à faire condamner son ancien amant, le tribun *crut à ce seul témoin hystérique*. Les deux prévenus condamnés à plusieurs mois de prison eurent pendant de longues années le stigmate de cette honte sur le front ». Un des parents de cette misérable fut, sur sa dénonciation, également arrêté et mourut en prison. Après avoir fait condamner une autre personne, Julie C... fut arrêtée comme elle tentait d'empoisonner son mari.

Le Dr Rouby insiste sur ce fait que les serments, les faux témoignages et les crimes ne coûtent rien à de semblables malades.

Légrand du Saulle, médecin de la Salpêtrière, auteur d'ouvrages médico-légaux très appréciés, a mis en lumière d'une façon fort complète et très intéressante les rapports des aliénés avec la justice (1) ; il a fait une étude documentée de la question et les observations qu'il a réunies sont du plus haut intérêt.

Parmi les dénonciations dont se rendent coupables les sujets observés, la majorité ne repose sur aucun fondement : c'est une aventure compliquée d'enlèvement, de tentative de séduction, de sequestration, etc. (*Observ.*,

(1) *La folie devant les tribunaux. Les hystériques*, 1883, etc.

XXXIII) (1) ou bien c'est une tentative de chantage de la part d'une jeune fille qui se croit fille de roi (*Observ.*, XXXIV), une simulation de tentative de viol (*Observ.*, XXXV), etc. Toutes ces dénonciations émanent d'hystériques.

L'auteur nous fournit aussi des observations telles que celles-ci :

— Accusation d'attentat aux mœurs portée par une fille hystérique. Plaintes réitérées ; refus d'aller devant l'autorité. Abandon de l'accusation (*Ann. d'hyg. et de médéc. légale*, 1867).

— Accusation de viol portée contre des prêtres, par une hystérique vierge. Invention de détails singuliers. Fabrication de fausses lettres. Suicide du père par désespoir (Chabrun, Thèse, 1878, Paris).

— Simulation de viol et de grossesse par une hystérique. Accusations insensées contre son père, son frère, le sous-préfet, le médecin. Instance en justice ; un avocat abusé. Interdiction prononcée sur la demande du père.

— Dénonciation contre un prêtre. Action correctionnelle. Acquittement. Simulation d'attentats par une hystérique. Deux hommes accusés. Mise en scène. Simulation de vomissements stercoraux.

— Vengeance d'une hystérique. Simulation de blessu-

(1) Legrand du Saulle, *Les hystériques* (observation également rapportée par le Dr Lassègue, *Ann. médic. psychol.*, 1881).

res, 4 personnes accusées fausement. Exploitation de la commisération publique. Vol. Fabrication de faux testaments. Détention perpétuelle.

Cette énumération peut être complétée par d'autres citations prises dans le rapport du D^r Lalanne (1) au congrès des médecins aliénistes et neurologistes (1911).

— Condamnation de plusieurs innocents sur la dénonciation d'une hystérique (Bergeret, *Ann. d'hyg. pub. et de méd. légale*, 1863).

— Cas de délire érotique motivant une plainte au sujet d'une grossesse imaginaire. Hystérique dénonçant fausement ses servantes en les inculpant de vols (Morel, *Traité des mal. ment.*).

— Faux aveux d'une hystérique avec inculpation d'avortements (Pierre Parisot, *Etudes de méd. légale*, 1904).

Nous ne nous arrêterons pas sur ces affaires rapportées pour la plupart dans les *Archives d'anthropologie criminelle*.

Parmi les plus retentissantes, il convient d'exposer brièvement le fameux procès dit de l'empoisonnement de Choisy (1814) ; l'affaire de Morell-La Roncière (1834) ; l'affaire Paulié-Beudot (1840) ; celles de M^{me} Sagrera, de la veuve Riot, l'affaire Birot-Hanezot, etc. (2).

L'héroïne de ce roman connu sous le nom d'empoison-

(1) *La valeur du témoignage des aliénés en justice*.

(2) Sous le second Empire on peut citer encore l'affaire Sandon, dont les dénonciations contre le ministre Billault occupèrent toute la presse.

nement de Choisy, M^{me} de Normont, était atteinte d'une sorte de monomanie de la persécution. Sa maladie s'était manifestée à plusieurs reprises par des dénonciations sans fondement contre plusieurs personnes. Après s'être livrée, un jour, à une mise en scène très savante, elle porta plainte contre sa domestique en l'accusant d'avoir voulu l'empoisonner. La servante fut condamnée à mort par le jury de la Seine, le 20 mai 1814. Heureusement pour elle, l'arrêt fut cassé pour vice de forme et l'affaire, renvoyée devant la cour d'assises de Seine-et-Oise, fut à nouveau jugée. L'inculpée Julie Jacquemin fut acquittée.

Ce qui montre la légèreté avec laquelle l'instruction de cette affaire avait été conduite, c'est qu'on connaissait pertinemment les dénonciations antérieures qu'avait échafaudées M^{me} de Normont ; les enquêtes entreprises n'avaient abouti à rien. Un juge plus soucieux de sa responsabilité eût contrôlé les affirmations de l'hystérique, aurait appris ses mensonges habituels et, de lui-même, aurait pu, par une ordonnance de non lieu, donner à cette affaire la proportion qu'elle comportait.

Beaucoup d'hystériques dénoncent pour le seul plaisir de compromettre et de faire mettre en prison des innocents. La calomnie la plus fréquente est celle qui revêt un caractère sentimental ou passionnel et pousse la malade à se plaindre d'outrages à la pudeur ou de tentative de viol.

Le procès qui a, sans contredit, le plus ému l'opinion

res, 4 personnes accusées faussement. Exploitation de la commisération publique. Vol. Fabrication de faux testaments. Détention perpétuelle.

Cette énumération peut être complétée par d'autres citations prises dans le rapport du D^r Lalanne (1) au congrès des médecins aliénistes et neurologistes (1911).

— Condamnation de plusieurs innocents sur la dénonciation d'une hystérique (Bergeret, *Ann. d'hyg. pub. et de méd. légale*, 1863).

— Cas de délire érotique motivant une plainte au sujet d'une grossesse imaginaire. Hystérique dénonçant faussement ses servantes en les inculpant de vols (Morel, *Traité des mal. ment.*).

— Faux aveux d'une hystérique avec inculpation d'avortements (Pierre Parisot, *Etudes de méd. légale*, 1904).

Nous ne nous arrêterons pas sur ces affaires rapportées pour la plupart dans les *Archives d'anthropologie criminelle*.

Parmi les plus retentissantes, il convient d'exposer brièvement le fameux procès dit de l'empoisonnement de Choisy (1814) ; l'affaire de Morell-La Roncière (1834) ; l'affaire Paulié-Beudot (1840) ; celles de M^{me} Sagrera, de la veuve Riot, l'affaire Birot-Hanezot, etc. (2).

L'héroïne de ce roman connu sous le nom d'empoison-

(1) *La valeur du témoignage des aliénés en justice*.

(2) Sous le second Empire on peut citer encore l'affaire Sandon, dont les dénonciations contre le ministre Billault occupèrent toute la presse.

sa peine entièrement, après avoir accueilli ce verdict sans murmurer. Il attendit quatorze ans sa réhabilitation.

La jeune fille avoua bien longtemps après le procès, qu'elle avait joué une infâme comédie en écrivant des lettres anonymes, en simulant un attentat, en se faisant elle-même les blessures dont la description avait si fortement impressionné le jury. Examinée par des médecins aliénistes, elle fut reconnue atteinte d'hystérie.

Ce fut donc sur une bien faible base, sur un témoignage isolé, mais bien circonstancié que la cour établit sa conviction, M^e Chaix-d'Est-Ange ne manqua pas de le faire sentir dans sa plaidoirie aux jurés, par cette exclamation douloureuse : « Plus le crime est atroce, moins il faut de preuves pour condamner ! Ah ! cette maxime est bien dangereuse ! nous le reconnaissons et cependant nous cédon's toujours à son influence. »

Après la condamnation de La Roncière l'oubli avait bientôt commencé à se faire malgré ce que l'attitude et les paroles de l'accusé à l'audience avaient pu avoir de troublant. Ce fut un étranger, le D^r Matthaei, conseiller du roi de Bavière, qui eût le premier le courage de démontrer, après un long examen du dossier, que la justice avait été odieusement abusée par les manœuvres d'une hystérique. En 1849, après des démarches sans nombre, La Roncière fut enfin réhabilité.

Voilà comment les faits se sont passés, voilà comment un malheureux jeune homme innocent put subir le ter-

meil et avoir été victime d'un viol. Un homme masqué, mais qui, selon la jeune fille, était à n'en pas douter La Roncière, avait ouvert la fenêtre, de l'extérieur, et s'était précipité sur elle, en la menaçant de la tuer si elle proférait une parole. La chambre présentait des traces de lutte ; la jeune fille avait sur le corps de petites coupures et des éclosions.

Nouvelle étrangeté, M^{lle} de Morell ne voulut pas que sa gouvernante donnât l'éveil : c'est bien plus tard qu'elle fit à sa mère l'aveu de l'attentat alors qu'elle n'en portait plus de marques sur le corps.

L'affaire en resta là ; puis les lettres anonymes commencèrent à affluer de nouveau ; la jeune fille se plaignait de recevoir des coups dans la foule ou dans ses promenades, coups qui lui étaient donnés, affirmait-elle, par le lieutenant de La Roncière ; tant et si bien que le général de Morell résolut enfin de porter plainte.

Mis en état d'arrestation, protestant de son innocence, interrogé, confronté, etc., le jeune officier fut renvoyé devant la cour d'assises, où il devait, au grand jour de l'audience, voir sa prétendue victime le poursuivre de ses accusations monstrueuses, et des témoins, ses anciens camarades pour la plupart, fouiller dans sa vie privée et dans l'intimité de souvenirs communs pour renseigner le jury sur sa valeur morale.

Admirablement défendu par M^e Chaix-d'Est-Ange, La Roncière n'en fut pas moins condamné par la cour d'assises de la Seine à dix ans de réclusion. Il accomplit

sa peine entièrement, après avoir accueilli ce verdict sans murmurer. Il attendit quatorze ans sa réhabilitation.

La jeune fille avoua bien longtemps après le procès, qu'elle avait joué une infâme comédie en écrivant des lettres anonymes, en simulant un attentat, en se faisant elle-même les blessures dont la description avait si fortement impressionné le jury. Examinée par des médecins aliénistes, elle fut reconnue atteinte d'hystérie.

Ce fut donc sur une bien faible base, sur un témoignage isolé, mais bien circonstancié que la cour établit sa conviction, M^e Chaix-d'Est-Ange ne manqua pas de le faire sentir dans sa plaidoirie aux jurés, par cette exclamation douloureuse : « Plus le crime est atroce, moins il faut de preuves pour condamner ! Ah ! cette maxime est bien dangereuse ! nous le reconnaissons et cependant nous cédon's toujours à son influence. »

Après la condamnation de La Roncière l'oubli avait bientôt commencé à se faire malgré ce que l'attitude et les paroles de l'accusé à l'audience avaient pu avoir de troublant. Ce fut un étranger, le D^r Matthaeï, conseiller du roi de Bavière, qui eût le premier le courage de démontrer, après un long examen du dossier, que la justice avait été odieusement abusée par les manœuvres d'une hystérique. En 1849, après des démarches sans nombre, La Roncière fut enfin réhabilité.

Voilà comment les faits se sont passés, voilà comment un malheureux jeune homme innocent put subir le ter-

rible châtement d'une faute imaginaire. L'opinion était si sûre de sa culpabilité qu'elle fut longtemps avant de se laisser convaincre de la possibilité d'une erreur judiciaire. Il est curieux de dépeindre l'état d'esprit du public, avant les débats, s'apitoyant sur le sort de la dénonciatrice, que l'on croyait la victime de La Roncière : « L'intérêt si légitime et si touchant qui s'attache à une « jeune fille de 16 ans dont la raison n'est pas encore « remise de l'ébranlement moral que lui a causé cet attentat nocturne et qui ne pourra être entendue par la « cour, que dans une *séance de nuit, parce que seulement après minuit, cette infortunée commence à jouir « de quelques moments lucides...* »

Si, comme tend à l'établir ce passage extrait d'un journal judiciaire contemporain, la jeune fille présentait avant sa comparution devant les assises un état mental à ce point débilité, qu'elle ne recouvrait sa raison qu'à certains moments de la journée, il semble que cela eût dû faire tenir pour suspecte son accusation qui n'était corroborée que par la déclaration d'une gouvernante affolée, crédule, arrivée sur les lieux après la scène de l'attentat.

Il n'est pas nécessaire d'entrer plus avant dans les détails du procès : il suffit de citer ces quelques lignes que le Dr Brouardel écrivait dans une analyse de la valeur du témoignage humain en justice : « Que les médecins « légistes lisent le procès d'Émile-Clément de La Roncière, ils verront que, malgré des impossibilités de fait,

« malgré les preuves médicales les plus manifestes pour
 « des médecins habitués à étudier les hystériques, la
 « bonne foi des magistrats, du jury, et chose plus triste
 « pour nous la science des experts furent mis en défaut
 « par une jeune fille bien élevée, honnête, entourée d'une
 « famille honorable ; cette jeune fille hystérique, froide-
 « ment cruelle, jouant son rôle avec un art consommé,
 « soutint dans l'instruction et pendant les débats de la
 « cour d'assises, ses assertions, sans faiblir une seconde,
 « sans varier sur les points principaux et fit condamner
 « un innocent sans que jamais elle ait témoigné un re-
 « mords » (1).

Au nombre des erreurs judiciaires qui furent causées par le faux témoignage d'individus en proie à des troubles intellectuels momentanés, on trouve, en 1840, l'affaire Pauline Bedeau, affaire de vol, autour de laquelle on fit un certain bruit. Pauline Bedeau, domestique dans une famille parisienne, fut accusée d'avoir commis à plusieurs reprises différents vols au préjudice de son maître le Dr Charrey. Le neveu du docteur, qui était à la fois le dénonciateur et le seul témoin, était un jeune homme de bonne famille, qui, au dire des médecins qui l'examinèrent, était sujet à des crises dépressives pendant lesquelles ses facultés intellectuelles s'altéraient ; il subissait en outre de véritables hallucinations qui supprimaient

(1) Brouardel, *Commentaire des nouveaux éléments de médecine égale* d'Hoffmann.

momentanément chez lui toute sensibilité. Le jeune Charrey avait porté un faux témoignage ; sa victime, âgée de 14 ans, fut condamnée à passer trois années dans une maison de correction. Ce fut pendant sa détention que son dénonciateur, soupçonné, fut arrêté et fit des aveux. Il fut condamné à cinq ans de prison et 3.000 francs d'amende (1).

Vingt ans après ces événements, une autre affaire bien plus retentissante vint atteindre un groupe de personnes très honorables et au-dessus de tout soupçon. Il s'agit de l'affaire Sagrera. Une dame d'origine espagnole, M^{me} Sagrera, vivait richement, à Paris, satisfaisant son penchant extrême pour les excentricités et se rendant insupportable par les plaintes continuelles qu'elle formulait à l'égard de personnes de son entourage, plaintes qui déterminèrent une série de procès fâcheux. En proie à des attaques d'hystérie convulsive, elle inventait des histoires absurdes ; aussi on ne tarda pas à l'enfermer dans une maison de santé, à Barcelone. Paraissant guérie, les médecins lui permirent d'en sortir au bout de quelque temps. Aussitôt libre, M^{me} Sagrera formula contre son mari, ses deux beaux-frères et trois médecins des accusations criminelles. Tous furent appréhendés, jugés, convaincus de crimes et condamnés à 10 ou 20 ans de prison (leur peine fut un peu plus tard changée en exil). Aux cris de détresse poussés par une des vic-

(1) Voir la *Gazette des tribunaux*, 26-27 juillet 1841.

times, la société médico-psychologique s'émut ; elle envoya une commission de médecins français sur les lieux pour examiner l'état mental de M^{me} Sagrera. Cette commission étudia le dossier, publia un rapport et conclut à la folie de M^{me} Sagrera et à l'inanité des charges portées contre les malheureux condamnés. C'était donc proclamer l'innocence de ceux-ci ; ils bénéficièrent bientôt après d'une mesure de clémence et ils furent réhabilités.

Signalons encore cette autre dénonciation portée, en 1890, contre la veuve Riot, par une enfant atteinte d'hystérie. La jeune Marie Picca (14 ans), ouvrière chez une couturière à Aix, accusait une malheureuse vieille femme, la veuve Riot, du vol d'un coupon d'étoffe¹ ; elle donnait des détails très circonstanciés et prétendait même avoir été frappée par la veuve Riot. Cette dernière fut poursuivie et condamnée, malgré ses protestations d'innocence, à un mois de prison. A quelque temps de là, Marie Picca fut surprise en flagrant délit d'abus de confiance. Une perquisition faite chez elle amena la découverte du coupon qui avait occasionné la condamnation de la veuve Riot. Un arrêt de cassation intervint qui annula toute la procédure. La victime de la fausse dénonciation comparut devant un nouveau tribunal et fut acquittée ; la jeune Marie Picca fut condamnée à 4 mois de prison.

Le professeur Hans Gross (1) nous cite un cas d'am-

(1) Hans Gross, *Manuel pratique d'instruction judiciaire*.

nésie traumatique qui aurait pu déterminer une erreur judiciaire ; et il nous conseille de suspecter le témoignage de toute personne ayant eu des lésions au cerveau, résultant d'accidents ou de violences, anciennes ou récentes, et qui nécessitent l'intervention du médecin expert pour éclairer le juge sur la valeur de ce témoignage.

« Le 28 mars 1893, un crime ayant pour mobile le
« vol fut commis dans la demeure de M. Brunner, insti-
« tuteur, à Dietkirchen, dans la Basse-Bavière. Deux
« enfants de l'instituteur avaient été tués à coups de
« houe, la femme et la bonne avaient été blessées mor-
« tellement avec le même instrument et retrouvées
« sans connaissance. L'instituteur, qui habitait une
« chambre contiguë des autres, avait, dans les premiers
« interrogatoires, montré un trouble tel, et ses déposi-
« tions étaient si extravagantes, qu'on le prit pour le
« coupable ; il ne fut même pas déchargé de cette pré-
« vention lorsque sa femme, ayant repris ses sens, pût
« être interrogée. Elle raconta au juge d'instruction
« qu'en se réveillant d'un profond sommeil elle avait
« senti le lit tout mouillé ; comme il commençait à faire
« jour, elle vit que c'était du sang et perdit de nouveau
« connaissance. A part cela, elle ne put rien dire, mal-
« gré toutes les questions qui lui furent posées, elle ne
« put absolument pas dire quand, comment et de qui,
« elle avait reçu ces graves blessures (toutes à la tête),
« et même un tiers avait dû lui apprendre qu'elle était

« blessée. Lorsqu'on dressa le procès-verbal, elle signa
 « au lieu de son nom (Marthe Brunner), Martha Gutten-
 « berger, sans hésiter le moins du monde. Le juge d'in-
 « struction s'informa dans le voisinage, si par hasard
 « M^{me} Brunner était née Guttenberger ; on répondit que
 « non. Il demanda alors qui donc portait ce nom de Gut-
 « tenberger et il apprit que l'ancien amant de la bonne
 « de Brunner s'appelait ainsi et que l'instituteur avait
 « interdit l'entrée de sa maison à ce Guttenberger, à
 « cause de sa mauvaise conduite. Le juge d'instruction
 « saisit cet indice au passage. Guttenberger fut pour-
 « suivi, arrêté à Munich et avoua aussitôt.

« Ainsi, et M^{me} Brunner l'a avoué par la suite, la fem-
 « me de l'instituteur avait bien reconnu le coupable, au
 « moment où il la frappa, mais elle avait absolument
 « tout oublié, à la suite de ses graves blessures à la
 « tête. Mais pas tout à fait ; l'image du crime de Gutten-
 « berger était en réalité entrée chez elle dans une se-
 « conde sphère de la conscience, si bien qu'elle avait
 « seulement le sentiment vague que le nom Guttenber-
 « ger avait une importance à ce moment là, et elle se
 « figurait rendre suffisamment compte de cette signifi-
 « cation en déclarant ce nom comme son propre nom à
 « elle, ce qui prouve une fois de plus que Max Dessoir
 « a raison de supposer au moins deux sphères de con-
 « science, la première, la conscience supérieure et une
 « seconde, ou conscience inférieure, dans laquelle se
 « passent toujours ou presque toujours des faits dont

« nous ne nous rendons compte qu'en partie, ou qui sont
« complètement défigurés. »

Hans Gross n'est pas seul à avoir observé les troubles profonds qui résultent, pour le bon fonctionnement des facultés intellectuelles, de lésions cérébrales. Le monde médical s'accorde généralement à reconnaître la funeste influence de ces traumatismes.

Parmi les causes d'erreurs judiciaires, il faut enfin citer les fausses déclarations des enfants devant la justice. L'affaire Birot-Hannezo (1) en est un exemple célèbre ; une petite fille fit emprisonner son vieux père âgé de plus de soixante-dix ans en portant contre lui une accusation monstrueuse de viol, qui fut reconnue plus tard sans fondement. Ce cas n'est hélas ! pas isolé, mais il convient de le signaler à côté des procès intentés ou entravés à plaisir par des fous et des hystériques. Si, au cours de l'instruction des affaires que nous avons rapportées, ou au cours des débats, les magistrats ont, en conscience, accompli tout leur devoir et se sont trouvés dans l'impuissance de démasquer les faux témoins et les témoins frappés de psychose, il faut en conclure que notre organisation judiciaire est imparfaite et qu'il importe d'y porter remède.

(1) *L'Intransigeant*, 9 novembre 1895.

CHAPITRE IV

Le témoignage de l'aliéné dans les législations étrangères.

On admet en principe dans toutes les législations que l'individu appelé à prêter serment doit être libre : le serment, en effet, est généralement requis lorsqu'il s'agit de porter un témoignage ; la première condition qui valide cet engagement c'est d'être libre et responsable de ses actes. Cette condition de liberté peut être regardée comme *sine qua non*. Celui qui se trouve paralysé, bâillonné par la maladie ou la faiblesse de l'âge, le déclin des facultés intellectuelles, est l'égal du témoin suborné. Chez l'un ce n'est pas l'intelligence qui parle ; il n'a plus conscience, ou tout au moins il n'a qu'une conscience très confuse de la vie extérieure ; chez l'autre ce n'est pas le souvenir qui fait revivre les sensations éprouvées, c'est la mémoire qui retrace le récit appris d'une scène à laquelle il est resté étranger ; chez tous c'est une image déformée, un aspect inattendu et mensonger, qui est sciemment ou non présenté aux juges comme l'expression de l'exacte réalité, qui tend à les abuser et à égarer leurs lumières.

Mais en outre, le faible d'esprit, comme le dément, est, par sa nature même, disposé à recevoir et à développer toutes les suggestions. Accessible aux passions les plus variées et aux influences les plus légères, il est absolument l'esclave de son délire. Tout ceci est universellement admis, aussi les législations comme la nôtre — qui n'excluent pas le témoignage du psychopathe, — font-elles une large place à l'appréciation de sa valeur intellectuelle, lorsqu'il s'agit : en matière civile de décréter l'interdiction ou de fournir un prodigue d'un conseil judiciaire ; en matière criminelle, d'excuser un accusé, etc. Mais pour ce qui a trait au témoignage, notre législation est inférieure à celle des pays étrangers qui ont mis leurs lois en harmonie avec les exigences d'une bonne instruction des procès et d'une méthode de contrôle rigoureuse des témoignages. Nous avons montré que le système d'exclusion qui serait facultatif pour le juge était loin de répondre aux besoins de garantie mutuelle et de sécurité individuelle qui sont à la base des sociétés civilisées.

Il est du plus haut intérêt, si l'on doit à cet égard réaliser une réforme, de connaître les dispositions en vigueur chez les nations voisines.

On peut diviser, pour leur examen, les législations européennes en deux groupes distincts. D'une part, celles dont les codes relativement récents, — ou qui ont fait l'objet d'une révision au cours du siècle dernier —, ont considéré les troubles mentaux comme une cause d'*incapacité* de témoigner en justice ; d'autre part, les légis-

lations de peuples dont la civilisation fut plus rapide, et qui ont, en raison même de leur âge, constitué depuis longtemps leurs règles de droit, en ont peu modifié l'esprit ou la structure, et n'ont pas songé à se conformer aux progrès réalisés par les procédures étrangères.

Le premier groupe (A) comprend : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Russie, le canton de Berne. Parmi les codes de ces différents Etats, les uns ont *interdit* au tribunal de recevoir la déposition du témoin aliéné, les autres ont simplement décrété *l'incapacité* du témoin, sans faire de la contravention à cette règle une cause de nullité de la procédure.

Le second groupe (B), comprend : la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, le Luxembourg, le Portugal, la Turquie, la Grèce, les Etats des Balkans et la Suède et Norvège. Ces législations ignorent ou omettent d'envisager le problème ; elles s'en remettent à la prudence du magistrat (1).

GROUPE A.

L'Allemagne, qui a été récemment dotée d'un code de procédure pénale, connaît des incapacités de prêter serment. Ces incapacités frappent : « 1° Les personnes qui
« au moment de leur audition n'auront pas encore ac-

(1) Nous n'avons rencontré, d'ailleurs, aucun arrêt de jurisprudence sur la matière.

« compli leur 16^e année et celles qui, par suite du défaut
« de maturité ou de faiblesse de l'intelligence, n'auront
« pas une idée suffisante de la nature et de l'importance
« du serment; 2^o... etc. » (1). Il y a assimilation de l'enfant et du débile mental. Leurs capacités intellectuelles sont à bon droit suspectes. Aussi la loi allemande enlève à ces témoignages une partie de leur autorité en les soustrayant à l'obligation de prêter serment.

Le législateur en Autriche, ne se contente pas d'établir une véritable incapacité, il va plus loin, il frappe de nullité la déclaration d'un témoin qui se trouverait dans un des cas prévus par la loi (2).

L'article 151 du code décide que : « Ne peuvent être
« entendus comme témoins à peine de nullité de leur dé-
« position : 1^o les ecclésiastiques ; 2^o les fonctionnaires
« de l'Etat, etc ; 3^o les personnes qui, *au temps où elles*
« *doivent déposer*, sont à raison de leur état physique ou
« de leur situation d'esprit hors d'état de dire la vé-
« rité » (3).

Malgré ce désir évident de précision, la loi a imparfaitement résolu la question. Seul, en effet, est déclaré in-

(1) Article 56 du code de procédure pénale allemand (traduit par Daguin, 1884).

(2) L'ancien règlement général de procédure autrichien admettait au contraire ces témoins à déposer sous serment, sauf opposition de la partie adverse.

(3) Code d'instruction criminelle autrichien, chap. XIII (trad. Lyon-Caen et Bertrand, 1875).

capable l'individu en état d'insanité d'esprit *au moment* où le procès est jugé. On ne se préoccupe pas de savoir si le même individu était sain d'esprit au moment où il fut témoin des faits sur lesquels on l'oblige à déposer aujourd'hui.

Le code d'instruction criminelle autrichien aurait dû, puisqu'il semblait vouloir épargner au juge la résolution d'un problème délicat, adopter la conception de l'ancien droit, qui rejetait à la fois celui qui était aliéné au moment de la déposition et celui qui l'avait été au moment où les faits s'étaient déroulés. Néanmoins ce code va jusqu'à la conclusion logique du système qu'il institue ; chez lui, pas de conception bâtarde de l'incapacité, il décrète *la nullité* au cas où un individu suspect aurait été entendu malgré la prohibition.

L'Espagne se rallie à ce système, mais d'une façon indirecte. Son code de procédure porte à l'article 707 (débat oral) : « Les témoins jouissant de leurs facultés mentales *sont tenus* de déclarer tout ce qu'ils savent sur les « faits à propos desquels ils sont interrogés. Exception « est faite pour les personnes mentionnées dans les articles 416, 417, 418. »

Les termes de cet article ne sont pas satisfaisants, « les « témoins jouissant de leurs facultés mentales sont tenus... ». Est-ce à dire que l'on ne peut contraindre un dément à déposer en justice ? Ce témoin facultatif est-il frappé d'incapacité ? Il ne le semble pas. De même il paraît peu probable que la sanction d'une infraction à

cette règle soit la nullité de la déclaration. L'article 417, § 3 qui complète l'article 707, ne parle lui aussi que de dispense : « 3° (sont dispensés de l'obligation de témoigner) les incapables physiquement ou moralement « etc. »

A deux reprises le législateur russe a entendu souligner l'infériorité des divers débiles mentaux, en matière testimoniale (1).

L'article 93 porte d'une manière générale : « Ne doit pas être admis à déposer à l'audience : 1° les imbeciles et les déments, etc. », et plus loin (art. 95) « ne sont pas admis à témoigner sous serment : 1° les excommuniés ; 2° les enfants ; 3° les individus faibles d'esprit et incapables de comprendre la sainteté du serment ». La règle est précise ; les témoignages de ces individus, qui ne prêteront pas le serment traditionnel, seront reçus par le juge sous toute réserve et le terme de faibles d'esprit employé par le code est assez général pour que l'on puisse faire entrer dans cette catégorie toutes les personnes dont l'état mental est altéré en vertu d'une cause pathologique quelconque.

Le code hollandais de 1838, quoique en grande partie calqué sur notre code civil, conserve néanmoins ses caractères propres. Le code de procédure pénale prescrit que : « d'une manière générale, le juge aura égard dans le

(1) Kapnitz, *Code d'organisation judiciaire de l'empire de Russie*, 1883-1890.

« choix et l'audition des témoins à tout ce qui peut contribuer à augmenter ou à diminuer la foi qu'ils méritent » (1).

Cette invitation, l'article 399 la renouvelle en insistant pour que les juges, soucieux de s'enquérir scrupuleusement de la valeur des témoignages aient égard « à la manière de vivre des témoins, à leur moralité, à leur état et en général à tout ce qui peut contribuer à augmenter ou à diminuer la foi qu'ils méritent. »

C'est l'article 164 du code de procédure pénale qui régit la question des incapacités ; il admet un système particulier qui repose sur des présomptions sérieuses d'inefficacité du témoignage suspecté. Doivent déposer sans prêter serment : « 1° les enfants... etc. ; 2° les personnes interdites pour altération des facultés intellectuelles ou internées dans un asile d'aliénés, en vertu d'une autorisation de justice alors même qu'elles auraient des intervalles lucides. »

En Hollande, l'incapacité testimoniale accompagne donc deux décisions de justice, le prononcé d'une interdiction, l'autorisation d'internement dans un asile. Ces décisions sont prises évidemment en connaissance de cause. Faudra-t-il supposer que, stricte observatrice de la loi, la jurisprudence admettrait comme témoin l'aliéné qui a été interné sur sa propre demande, en raison d'un état de folie chronique?

(1) Tripels, *Codes néerlandais annotés*, 1888.

D'autre part, nous le verrons, nombre d'affections, si elles ne diffèrent que peu de la folie ou de la fureur, n'ont cependant pas de manifestations aussi dangereuses pour l'état social ou l'individu, et ne requièrent aucunement l'une des deux mesures judiciaires énoncées. Le législateur a omis de s'en préoccuper. Par un système aussi étroit, le juge pourrait se voir contraint, parce que le malade n'a été interdit, ni interné, à lui accorder son attention, voire même sa confiance.

Il eût été préférable que l'article 164 vise toutes les autres personnes qui souffrent d'un déficit mental, en spécifiant par exemple qu'elles ne pourront donner que des renseignements chaque fois que le trouble de leurs facultés sera notoirement connu, prouvé et contrôlé (par un médecin expert spécialement).

Une autre bonne mesure prise dans le but d'aplanir d'avance une difficulté presque insurmontable, est celle qui consiste à ne pas tenir compte des intervalles lucides qui peuvent interrompre la maladie.

Pour n'être pas parfaites, les dispositions du code néerlandais méritent cependant de fixer l'attention. Il est regrettable qu'à l'exemple de l'Allemagne, de l'Espagne et de la Russie, aucune sanction n'ait été édictée contre les contrevenants ; aucune nullité ne frappe la procédure et il n'existe pas, à notre connaissance, d'arrêt de la cour suprême de Hollande, motivé par une telle infraction.

Citons en dernier lieu le code de procédure civile du

canton de Berne (1823) (1). Le système de reproches qui y est exposé est organisé en matière civile, mais la généralité de la règle permet de l'étendre, par identité de motifs, à la procédure criminelle.

Dans ce canton, le défendeur en enquête pourra récuser comme témoins : « 1° des personnes qui seront
« privées de leurs facultés intellectuelles, ou auxquelles
« manqueraient les organes nécessaires à la connais-
« sance immédiate et directe du fait dont il s'agira d'éta-
« blir la preuve; 2°... etc. ». Disposition d'ailleurs tout à fait facultative. Le défendeur « pourra récuser ». Il faut donc qu'il soit personnellement instruit des tares intellectuelles des témoins qu'on lui oppose. Système peu juridique. Dans l'intérêt supérieur de la justice, il aurait été préférable que le reproche puisse être proposé, en même temps que par la partie, par le ministère public.

Voilà six nations européennes qui condamnent l'admission du témoin inconscient ou dément. Les décisions prises par ces divers législateurs sont loin d'être concordantes; enfin il faut remarquer que les codes qui les contiennent sont tous postérieurs en date à nos codes de procédure civile et d'instruction criminelle.

Il ne serait pas étonnant que certaines lacunes de notre législation aient sauté aux yeux des jurisconsultes étrangers et que, plus spécialement en cette matière, les progrès de la science médico-légale et le retentissement

(1) Section IV, *De la preuve par témoins*, article 223.

de plusieurs procès les aient engagés à instituer une prohibition qu'il serait souhaitable de voir en vigueur en France.

GROUPE B.

Aucune des lois étrangères qui appartiennent à ce groupe ne connaît de reproches légaux motivés par l'état mental d'un témoin. En Belgique aucune disposition n'exclut l'aliéné. L'article 322 du code d'instruction criminelle belge n'énonce pas d'ailleurs comme sanction la nullité au cas où l'on entendrait les témoins qu'il récuse. Le code de procédure civile est également muet sur ce point. Bien mieux, en ce qui concerne l'interdiction judiciaire, un arrêt de cassation du 6 mars 1895 établit qu'aucun texte de loi ne déclare l'interdit incapable de déposer en justice (1). Cependant on relève avec étonnement cette opinion de Belgens dans les *Pandectes Belges*, au sujet du serment des témoins en justice. « Un individu « complètement insensé ne prête pas serment. On ne « pourrait, pour cause de faiblesse d'intelligence seule-
« ment, dispenser un témoin du serment » (2). Ces deux propositions forment-elles la solution admise par la jurisprudence ? Dans ce cas elles suppléent utilement au silence de la loi.

La Grande-Bretagne connaît un régime tout à fait par-

(1) *Pasicrisie*, 1895, 1, 474.

(2) *Encyclopédie*, code d'instruction criminelle sub., art. 322, n° 59.

ticulier. La loi ne récuse qu'un seul témoin, en raison des liens d'affection et de dépendance qui peuvent faire suspecter la sincérité de ses déclarations, c'est l'époux s'il est établi que le mariage est valide (1). D'autre part, la prestation de serment est exigée même des enfants (des enfants de 7 à 8 ans ont été entendus de la sorte); les témoignages par *hear-say* (ouï dire) ne sont pas admis, etc.

Taylor cependant nous apprend (*Traité de médecine légale*) que la jurisprudence anglaise n'accepte le témoignage de l'aliéné que s'il est corroboré par d'autres témoignages ou preuves non suspectes (affaire Munn contre Hemming, fév. 1879). Si la loi est muette, les tribunaux ont partiellement comblé ses lacunes, en se conformant à l'usage de ne pas baser de condamnations sur de telles déclarations. Malgré l'incertitude et la diversité des coutumes, on peut considérer cet usage comme généralement suivi.

Il en est autrement en Italie. Le code de procédure pénale de ce pays ne prive pas les aliénés du droit de déposer en justice. Cela résulte d'une règle générale : « seront admises à témoigner en justice toutes personnes, sauf... etc. » (2). Cette disposition (qui, d'ailleurs, ne vise aucunement les faibles d'esprit) présente le caractère

(1) Comte de Franqueville, *Système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

(2) *Code de procédure pénale* (traduit par H. Marcy, 1881).

d'un texte limitatif, puisqu'elle énonce, après le principe, les exceptions, — c'est-à-dire les incapacités, d'une façon impérative.

Les individus ainsi exclus sont-ils cependant entendus à titre de simples renseignements? La loi italienne a supprimé l'usage du serment pour le remplacer par celui d'une promesse civile. Evidemment ne sont dispensées de cette promesse que les personnes expressément visées par le code : les autres, telles que les fous, les furieux, etc., seront forcées de s'y conformer, et cependant la formule qu'elles emploient est évidemment vide de sens.

Si l'on se réfère, pour les autres pays d'Europe, aux codes portugais, luxembourgeois, des cantons suisses (par exemple, le code de procédure pénale de Genève), de Roumanie, de la principauté de Monaco, etc., on n'y trouve nulle trace de suspicion, en ce qui touche les témoignages des sujets qui nous intéressent. C'est, de la part des législateurs, un manque de prévoyance. Dans certaines contrées (canton de Genève par exemple), l'usage a remédié à cette situation, les parties sont autorisées à articuler contre les témoins des reproches non prévus par la loi. Ce sera aux juges d'apprécier le bien fondé de ces allégations ainsi que les circonstances infirmatives du témoignage qui peuvent être invoquées (1).

(1) Burkly, *Le témoignage, étude historique et critique*, Genève.

Parmi les lois en vigueur dans le monde entier on rencontre encore d'intéressantes règles concernant les instances en justice, les enquêtes ou les preuves ; ces textes s'ajoutant aux articles de lois déjà réunis forment un noyau de vues concordantes sur la matière.

Rappelons pour mémoire le recueil composite de préceptes moraux et de règles de droit, qu'est le livre de la loi de Manou, encore en vigueur dans diverses parties de l'Inde. Une autre législation également ancienne et mêlée d'enseignements religieux, repousse le témoignage des individus suspects d'aliénation mentale : c'est le droit musulman, qui a successivement évolué en Turquie, en Egypte et en Tunisie. Il établit qu' « il ne faut « être pour témoigner, ni incapable, ni interdit ; il faut « être sain d'esprit et faire preuve même d'une maturité « d'esprit telle que l'on puisse déposer efficacement de- « vant le cadi » (1).

Mais c'est l'Amérique (spécialement les Etats-Unis et le Canada), qui nous fournit les éléments d'une théorie juridique de la disqualification des témoins suspects.

Aux Etats-Unis (Etat de New-York), au cours de l'instruction, le témoin ne fait pas, à proprement parler, de déposition ; il est interrogé par la partie poursuivante (examination) et par le défendeur (cross-examination). Le juge ne dirige pas l'interrogatoire.

(1) *Essai sur la théorie de la preuve en droit musulman*, thèse de M. Marneur, Paris, 1910.

Le témoin peut être écarté de l'audience par suite de démence (*insanity* ou *lunacy*) ou « d'une *infirmité* qui
 « empêcherait le témoin de comprendre ou de se faire
 « comprendre d'une manière quelconque. Cette cause
 « d'incapacité *doit être prouvée*, sinon le jury apprécie
 « le témoignage. Toute faiblesse d'esprit susceptible de
 « supprimer la responsabilité ne frappe pas un témoin
 « d'incapacité » (Bishop, I, § 1141) (1). Il peut être écarté
 aussi en cas d'ivresse, mais ce n'est là qu'une exclusion
 temporaire, le juge pouvant ajourner prestation de ser-
 ment et déposition (Bishop, *id.*, 1142). Par contre, les té-
 moins intoxiqués, les ivrognes, etc., son incompetents.
 « Il faut que le pouvoir d'observation et la mémoire du
 « témoin soient affectés par l'habitude du poison » (2).

(1) Fournier, *Code de procédure criminelle de l'Etat de New-York* (1893).

(2) Les tribunaux américains tiennent un grand compte de l'exa-
 men des capacités des témoins. Wharton rapporte cette observation,
 tirée de Hill : « Un fou qui avait été interné dans un asile et dont
 « les troubles mentaux existaient à la fois au moment de l'interne-
 « ment et à celui du jugement (lui faisant croire qu'il était assailli
 « de 20.000 démons), mais qui avait été reconnu par les médecins,
 « incapable de comprendre la nature du serment et les récompenses
 « ou châtiments divins, fut appelé, comme témoin, dans un pro-
 « cès de meurtre. C'était, à la fois, pour le juge, une question de
 « dire s'il était compétent, et pour le jury, de juger du crédit qui
 « devait être accordé à son témoignage. Si au cours de l'examen
 « dont il est l'objet, il démontre qu'il comprend la nature du ser-
 « ment, c'est une raison pour admettre son témoignage. Mais si le
 « juge, après l'examen qui a admis cet individu à témoigner, vient
 « à changer d'opinion, il peut interrompre l'examen du témoin et
 « obtenir du jury qu'il se forme une conviction d'après d'autres

Enfin l'enfance peut aussi motiver le rejet du témoignage. Le juge statue souverainement (Bishop, 1134).

Le jurisconsulte Wharton estime « qu'à première vue
« une imputation de folie fait écarter le témoin, à moins
« que le juge s'aperçoive qu'il comprend la nature d'un
« serment et les faits qu'il rapporte » (§ 372).

« Nous avons déjà noté que là où il apparaît qu'un
« témoin manquait *complètement* des qualités de percep-
« tion requises au moment de l'événement qu'il s'agit
« d'établir par témoignage, il pouvait être exclu par le
« tribunal. Mais les instances de cette sorte sont à la vé-
« rité très rares. Au contraire, sont fréquentes, celles
« au cours desquelles la crédibilité des témoins est atta-
« quée pour la raison d'un déficit ou d'une perversion
« des capacités de discernement et de perception ».

Notons que la cour procède à un examen préliminaire du témoin, qu'elle écartera s'il est incompetent, lorsque l'exclusion prise pour base est une affection mentale.

Voici donc trois causes d'incapacité, l'insanité d'es-

« preuves ou l'audition d'un autre témoin », et Wharton ajoute :
« La force de tout témoignage humain dépend autant de l'aptitude
« du témoin à observer les faits correctement que de sa disposition
« à les décrire avec honnêteté. Et si l'esprit du témoin est dans une
« telle situation qu'il ne puisse pas observer exactement les faits
« qui se déroulent devant ses yeux, et pour cela produisent sur les
« tablettes de sa mémoire des impressions erronées, son récit ne
« fera qu'une faible impression sur son auditoire, quoiqu'il soit fait
« avec la plus grande apparence de sincérité » (Wharton, *A Treatise
on the law of evidence*, Philadelphie, 1882). (Traduction personnelle).

prit, l'intoxication (chronique ou passagère), la faiblesse de l'âge. Elles procèdent toutes du même principe qui exige pour la prestation du serment et la déposition en justice, un discernement normal et un état de bonne santé intellectuelle chez le témoin.

La restriction à la règle qui concerne l'*insanity* (C. de proc. crim. de l'Etat de New-York), semble étonnante. Si la loi américaine écarte à bon droit le témoignage de celui qui est tout à fait dément ou infirme moralement, n'est-il pas étrange de la voir accepter la déposition du faible d'esprit, qui est l'égal d'un irresponsable ? Quelle différence y-a-t-il donc entre ce dernier qui n'a pas conscience des actes qu'il accomplit et ne peut prévoir leurs conséquences, et l'individu que son état d'aliénation mentale — ou une infirmité physique — empêche de comprendre et de se faire comprendre ? Evidemment il n'y en a pas pour la matière qui nous occupe. L'un et l'autre semblent bien dépourvus d'intelligence, — à des degrés différents et par ce fait même susceptibles d'être écartés des débats, — ou entendus avec la plus grande réserve.

Il existe un autre texte dans le code de procédure civile de l'Etat de New-York (sect. 830), qui reproduit l'exclusion pour cause d'*insanity*. Si un individu, après avoir été entendu au cours de l'instruction, devient fou (infirmes ou meurt), on a le droit, lors d'un second débat, de prouver le contenu de sa première déposition, par l'audition de tous ceux qui peuvent la rapporter.

Les scrupules du législateur sont très légitimes. Il a privé du droit de témoigner tous ceux qui dans l'état antérieur de leur santé avaient été régulièrement entendus et il ne fera usage des renseignements fournis par eux, au début de la procédure en cours, que si d'autres témoins peuvent, de souvenir, reconstituer le récit qu'ils ont entendu.

Telle est la législation de l'Etat de New-York. Mettons en parallèle un extrait du rapport de M. Livingstone (servant d'introduction au code des Preuves pour l'Etat de Louisiane et les Etats-Unis d'Amérique, 1872).

Le faible d'esprit n'est pas exclu par la loi d'une manière générale et indiscutable. « Dans l'état actuel de nos
« lois, c'est la cour (en matière criminelle), qui décide le
« fait qui motive l'exclusion du témoin et quoique le
« jury puisse être convaincu de la santé ou de la maturité d'esprit du témoin, il ne peut être entendu si la
« cour pense qu'il ait perdu ou qu'il n'ait pas encore
« acquis les facultés intellectuelles nécessaires pour distinguer et relater la vérité. Par le code la décision de
« ces questions est laissée à ceux qui doivent prononcer
« sur la question principale ; ils examinent les personnes prétendues être aliénées, ainsi que d'autres témoins s'ils le jugent nécessaire. Ils examinent également l'enfant et prononcent, non d'après l'enquête ordinaire, s'il comprend la nature d'un serment, mais
« d'après les questions qui puissent les mettre à même
« de juger si ses facultés sont assez développées, pour

« recevoir une impression exacte du fait sur lequel il
« est interrogé, pour rapporter correctement ses im-
« pressions et pour sentir l'obligation de le faire avec
« vérité. Tels sont les seuls cas d'exclusion totale. »

La législation des Etats-Unis est caractérisée par cet interrogatoire, auquel procèdent des magistrats non spécialisés dans l'étude de la psychiatrie. Cet examen pourrait éclairer le jury et lui donner, en quelque sorte, la mesure de la capacité testimoniale de l'individu suspect, si des garanties, un contrôle et une méthode scientifiques, venaient en affirmer l'exactitude.

Excellent en principe, ce système n'égale pas en valeur, dans la pratique, l'institution d'incapacités absolues, visant des catégories déterminées de malades.

Au Canada (1), la procédure est presque identique. « Toutes personnes sont témoins compétents, excepté :
« 1° celles qui sont dépourvues d'intelligence par défaut d'âge, démence ou *autre cause* ; 2° celles qui ignorent ou ne connaissent pas l'obligation religieuse du serment ; 3°... etc. » (art. 314).

Le juge use également de l'examen préliminaire pour s'éclairer sur la sincérité du témoin, et peut l'écarter s'il le juge incompétent (2).

Terminons l'étude de la législation américaine en rap-

(1) *Code de procédure civile de la province de Québec*, Martineau et Delfausse.

(2) Best, *Law of Evidence*, § 433.

portant le texte de l'article 1262, du code de commerce mexicain (1890), qui considère comme incapables, non seulement les déments et les idiots, mais « les ivrognes « d'habitude. »

C'est la première fois que nous rencontrons dans une législation actuellement en vigueur, une exclusion basée sur l'état permanent d'intoxication alcoolique. C'est une innovation intéressante à retenir.

Si étrange que cela puisse paraître, c'est en Orient, dans la loi coréenne, que l'on trouve, non pas la meilleure solution, mais certainement l'exposé le plus complet des causes de reproches qui interdisent de recevoir les déclarations de certaines personnes. Il est défendu de faire comparaître comme témoins, des hommes âgés de plus de 80 ans, des aliénés, des mineurs, des aveugles, des sourds-muets, etc. (1).

Il convient de citer encore le projet de code d'instruction criminelle préparé par M. Boissonnade, professeur agrégé de la Faculté de droit de Paris, pour l'empire du Japon (2).

L'article 198 du projet est ainsi conçu : « Ne seront « pas admis à prêter serment et ne seront également en- « tendus qu'à titre de simples renseignements :

« 1° Les mineurs au-dessous de 16 ans.

(1) Laurent Crémazy, *Traduction du code pénal de la Corée*, art. II.

(2) Il s'agit moins là d'une législation asiatique que d'une véritable législation européenne, tant par l'esprit qui l'a inspirée, que par la nation civilisée à laquelle elle était destinée.

« 2° Les individus ne jouissant pas de la plénitude de
« leurs facultés mentales.

« Les sourd-muets de naissance..., etc. »

Il y aura lieu d'appliquer aussi, en cas de délit civil, les règles portées par l'article 198, précité (1).

M. Boissonnade, dont l'opinion peut faire autorité en cette matière, emploie dans le texte de l'article 198, § 2, un mot qui va permettre d'écarter de la solennité du serment tous ceux qui, à un degré quelconque, souffrent d'une maladie mentale. C'est volontairement que l'auteur s'est servi du terme « plénitude »; « les individus ne jouissent pas de la plénitude de leurs facultés... ». C'est évidemment ainsi que doit être comprise l'exclusion. Il ne suffirait pas de désigner comme incapables de prêter serment, l'aliéné, le furieux, l'imbécile, d'autant qu'il y a, nous l'avons dit, une variété considérable d'affections qui dérivent d'un état morbide du système nerveux.

M. Boissonnade estime que tous les déséquilibrés, depuis le véritable inconscient jusqu'à celui dont la mentalité est seulement un peu affaiblie, sont suspects et que la mesure la plus efficace à prendre consiste à ne les autoriser à faire devant les tribunaux que des déclarations dont l'effet est par avance atténué et qui sont insuffisantes pour établir l'innocence ou la culpabilité d'un prévenu si elles ne sont pas corroborées par d'autres preuves.

(1) Projet de code d'instruction criminelle du Japon, Tokio, 1882.

Tel est l'état des principales législations étrangères sur la question. L'examen des mesures qu'elles édictent permet de conclure à l'intérêt très grand qu'il y a à ne pas la laisser sans réglementation. Rien n'est plus trompeur que la rareté apparente des dépositions faites par des psychopathes. L'étude des procès, anciens ou récents, fait apparaître la légèreté avec laquelle des déclarations mensongères ou erronées ont pu fréquemment motiver, de la part de toutes les juridictions, des condamnations imméritées.

Signalons comme répondant le mieux aux besoins d'informations précises nécessités par toute action judiciaire, la solution adoptée par le législateur autrichien (art. 151, § 3) et celle que préconise dans son projet de code d'instruction criminelle, M. Boissonnade. L'une et l'autre cependant ne sont pas parfaites; la première parce qu'elle n'envisage comme incapables de témoigner que ceux qui sont aliénés *au moment de leur déposition*, l'autre parce que, tout en édictant la mesure la plus générale, elle ne prévoit aucune sanction au cas où elle n'aurait pas été respectée.

CHAPITRE V

Doctrines et opinions médicales.

Les premières recherches scientifiques qui furent faites sur les troubles de la mémoire et la valeur du témoignage oral remontent au début du XIX^e siècle. Auparavant en effet, les états morbides de l'intelligence (furie, démence, frénésie, intoxication, etc.), rendaient, certes, les malades incapables de déposer en justice, mais il n'est pas douteux qu'un défaut complet de connaissances et de méthode, devait, dans la majorité des cas, servir de base aux diagnostics des médecins. Il n'en est plus de même aujourd'hui, grâce aux nombreuses observations faites sur la question.

Le mouvement en faveur des études médico-psychologiques du témoignage fut déterminé par Hoffbauer (1). L'exposition un peu confuse de son traité gêne, hélas ! la nouveauté de ses aperçus et l'intérêt qui s'attache à ses premières observations. Son mérite n'en est pas

(1) *Médecine légale relative aux aliénés et aux sourds-muets*, trad. de l'allemand par le docteur Chambeyron, 1827.

moins grand et son œuvre demeure celle d'un précurseur (1).

Nous passerons en revue les différentes catégories de psychopathes dont l'admission en justice est susceptible, de l'avis des médecins aliénistes, de présenter quelque danger. Laissant de côté l'étude clinique des maladies du système nerveux, nous nous contenterons de relever ce qui concerne uniquement l'aptitude au témoignage.

Parmi les états nettement morbides, il faut classer la démence, que l'on s'accorde généralement à désigner aussi du nom d'aliénation mentale (loi de 1838, réglant la situation des aliénés), l'hystérie qui laisse à l'esprit du malade une certaine lucidité, dont les crises sont de fréquence et de durée fort variables ; l'épilepsie, avec ses amnésies temporaires ; le délire des persécutions, toutes les monomanies et les psychoses des dégénérés. On peut ranger dans un autre groupe, quoiqu'ils ne soient pas toujours également suspects d'inintelligence et d'infidélité, les intoxiqués (alcooliques, éthéromanes, etc.), les enfants, les vieillards (ou moribonds) et ceux qui sont en proie à des phénomènes d'hallucination ou d'inconscience (par ex. : les nouvelles accouchées), ou qui sont frappés d'amnésie, comme les personnes qui ont reçu des lésions au cerveau, etc.

(1) D'autres auteurs ont peu après étudié cette question : le docteur Georget, le Dr Marc (1840), le Dr Taylor (1844), Moreau (1846), etc.

LES ALIÉNÉS

Le professeur Dupré a défini l'aliéné «... celui qui, sous
« une influence morbide, commet des actes étranges,
« non motivés pour ceux qui l'observent, dangereux
« pour lui-même ou pour les autres et qui, de ce fait, est
« justiciable des mesures de protection que lui assurent
« les lois, vis-à-vis de lui-même et de la société » (1).

Au cours des siècles derniers l'étude des symptômes par lesquels se manifestent les divers états d'aliénation mentale ne fut l'objet de la part de la science médicale d'aucune attention. En fait, le dément était abandonné à son triste sort jusqu'au moment où les magistrats et les officiers de police judiciaire étaient appelés à mettre bon ordre au dérèglement de sa conduite, capable de compromettre la sécurité publique. A cette époque, comme maintenant, il existait de nombreux aliénés insoupçonnés ou peu dangereux, dont l'état n'était aucunement réglementé. Ils n'étaient pas protégés, par conséquent ils n'étaient ni internés, ni interdits. Or, ces aliénés sont suspects au même titre que ceux qui ont fait l'objet d'une semblable décision ; ils sont même plus dangereux. Leur famille, insouciante ou aveugle, n'a pas songé à leur faire donner les soins nécessaires ou l'assistance d'un conseil judiciaire, de sorte qu'aux yeux du législateur et des

(1) *La Presse médicale*, décembre 1908, *Droit criminel et médecine mentale*.

magistrats, ils apparaissent comme parfaitement sains d'esprit et responsables. Au point de vue testimonial, nous l'avons vu, ils n'encourent aucune déchéance.

Krafft-Ebing, qui constate, comme tant d'autres, cette anomalie et en signale le péril, conseille de s'en remettre à l'habileté du magistrat comme seule apte à clarifier, à filtrer, dirait-on, la déposition de semblables personnes. Cette méthode peut aboutir à suggestionner aisément le témoin, phénomène qui se produit déjà chez des sujets sains ; aussi vouloir à tout prix tirer d'un individu incohérent des bribes de renseignements pour édifier un système d'accusation ou de défense est vraiment un procédé par trop défectueux, dont les conséquences imprévues sont des plus redoutables. Les gens peu instruits ou peu cultivés non seulement éprouvent des difficultés à faire revivre, grâce à leurs souvenirs, les choses vues ou entendues, mais encore ils défigurent naturellement et détruisent leurs premiers témoignages quand on veut les obliger à plus de précision. Dans certains milieux sociaux, sous l'influence d'une vive frayeur, d'une souffrance ou d'une émotion, il arrive que des individus s'auto-suggestionnent de bonne foi (1). En face de semblables témoins la tâche du juge est déjà bien dé-

(1) Lunier, *De l'influence des grandes commotions politiques et sociales sur le développement des maladies mentales*, 1874. L'auteur constate que le résultat d'une vive émotion est de faire perdre souvent la mémoire et que c'est tout au moins une mauvaise condition de perception.

liée, elle le devient davantage encore quand il s'agit de démêler la part de vérité qui peut exister dans une déclaration d'aliéné.

L'état habituel de celui-ci est l'hallucination. Le dérèglement de ses facultés le fait vivre dans une continuelle fiction qui est pour lui l'unique réalité ; ses sensations, si elles sont exactes, sont déformées par son cerveau, aussi son récit doit-il être tenu pour très suspect et c'est ce que s'accorde à reconnaître la majorité des juriconsultes et des médecins aliénistes.

Aussi le Dr Régis (1), MM. Briand et Chaudé (*Manuel complet de médecine légale*, 1880) concluent à l'exclusion complète de tout aliéné même non interdit ou non interné, quand le dérangement de son esprit est certain. Legrand du Saulle (*Traité de médecine légale*) nous offre un exemple concret. C'est, en 1823, la déposition, au cours d'un procès criminel, d'aliénés internés à l'hospice de Bicêtre ; ils ne prêtèrent pas serment. Le Dr Georget (chez Legrand du Saulle) approuve cette mesure, car il peut se mêler des illusions à ce qu'ont vu ou entendu ces sujets ; il considère d'autre part que dans un procès criminel leur déposition ne doit avoir à peu près aucune valeur. C'est aller un peu loin, remarque Legrand du Saulle : certains délirants partiels en effet sont très aptes à fournir des renseignements précis et véridiques, mais il convient de faire des réserves et de ne pas condam-

(1) *Précis des maladies mentales*, 1911.

ner sur leurs seules déclarations. Il cite à l'appui une observation. Un ancien imprimeur, qui se désignait comme le seigneur du Franc Fief de Droit Naturel, vivait en 1846, près de Troyes ; il était atteint du délire chronique des persécutions et était assailli de craintes imaginaires. Il fut un jour volé par quatre malfaiteurs, porta plainte, mais ne voulut pas se déplacer pour faire sa déposition. Il fit insérer une lettre dans le *Journal de l'Aube*, et sur la foi accordée à cette lettre lue à l'audience, les accusés furent tous condamnés. Le Dr Moreau (1), qui rapporte également ce nouveau mode de déposition suivi de la condamnation des inculpés, pense que l'on peut quelquefois tirer parti de semblables éléments de preuve. « Dans une foule de circonstances, le « témoignage d'un aliéné doit être pris en sérieuse considération. Il me paraît hors de doute qu'un individu « dont le délire est nettement circonscrit, comme il s'en « rencontre tous les jours dans les asiles, peut rendre « un compte fidèle, impartial, exact de faits particuliers « venus à sa connaissance, pourvu que ces faits se trouvent en dehors de ses convictions délirantes », et l'auteur ajoute que, seul, à son avis, le médecin aliéniste pourra, dans ce cas, départir la vérité de la fiction. C'est très discutable ; si habile soit-il, le médecin peut se tromper et voulant trop deviner, il arrivera facilement à faire fausse route.

(1) *Annales médico-psychologiques*, t. VII, 1846.

Hans Gross remarque qu'« il est souvent nécessaire de
« citer des aliénés comme témoins ; il ne faut jamais les
« renvoyer sans autre forme de procès, car ils peuvent
« *quelquefois* rendre de bons services. On a fréquem-
« ment remarqué que les fous, surtout certaines variétés
« de fous, sont d'excellents observateurs ; ils se gênent
« bien moins de dire la vérité que les gens qui jouissent
« de toutes leurs facultés, car ils ne se laissent pas gui-
« der par certaines considérations de convenance ; ils
« ont aussi plus d'occasions d'observer car on agit sans
« aucune gêne devant un fou, alors qu'on se cache des
« autres ; il va de soi qu'il faut bien peser la déclaration
« d'un fou, avant de l'utiliser pour les besoins de la
« cause. »

Il est donc évident que si les déclarations de pareils malades sont rarement utilisables, elles sont cependant dignes d'un examen minutieux qui peut en démontrer parfois l'exactitude. La comparution des aliénés peut d'ailleurs être nécessaire. Il peut s'agir en effet d'une accusation portée contre un médecin, un gardien d'asile, etc. ; si des malades étaient présents au moment d'un attentat, au moment où les coups furent reçus ou le crime accompli, il est indispensable de les appeler et de les entendre.

Le Dr Krafft-Ebing, qui est partisan de leur audition dans certains cas, rapporte les faits suivants : « Un
« aliéné se croyant en relation avec les esprits fut le seul
« témoin oculaire d'un assassinat et fit une relation si

« nette et si claire du crime qui s'était passé sous ses yeux, que le jury se vit contraint, sur ce témoignage, « de condamner le meurtrier » (*Journ. of psychol. medical*, 1851).

Voici un autre cas tiré du *Journal of Mental science* (avr. 1870) : Un aliéné avait succombé aux mauvais traitements de son gardien ; sur la déposition du seul témoin, un autre aliéné, en voie de guérison, le gardien fut condamné, en raison de la clarté et de la précision qui firent accorder pleine créance à la déposition du fou.

Il serait dangereux d'aller trop loin dans ce sens, on pourrait assister à de scandaleux procès qui amèneraient la condamnation d'innocents.

Devra-t-on, chaque fois que la mémoire du malade a enregistré fidèlement des faits, l'entendre au même titre que l'homme sain d'esprit ? Il importe cependant de ne pas envisager uniquement la fidélité de la mémoire, il faut aussi examiner l'intelligence et la valeur morale du sujet. « La capacité du témoin se déduit de la connaissance qu'il a de la chose témoignée et de la manière « dont il fait sa déposition. Sous le premier rapport il « faut savoir : 1° s'il a réellement perçu ce qu'il atteste ; « 2° s'il l'a retenu avec exactitude » (Hoffbauer).

Quelle mesure prendre à son égard ? Plusieurs médecins, le considérant comme incapable de prêter serment, ont préconisé l'audition à titre de renseignements (Krafft-Ebing).

Le Dr Ladame (de Genève) pense de la sorte : « On a
« vu des aliénés auxquels on faisait prêter serment de-
« vant les tribunaux, jurer l'authenticité des persécu-
« tions dont leur imagination délirante accusait des in-
« nocents. Et cependant ils comprenaient très bien la
« nature et l'importance du serment. Les hystériques
« sont souvent dans le même cas : ces malades dépo-
« sent avec l'assurance que donne la force de conviction
« de leur délire, et leurs dépositions, si positives, quoi-
« que radicalement fausses, ont parfois une action sug-
« gestive décisive sur les juges et les jurés, surtout lors-
« que les témoignages contraires sont incertains et dou-
« teux, comme c'est souvent le cas » (1).

Le magistrat doit, estime le Dr Marc (2), « avoir re-
« cours par forme de renseignements aux déclarations
« d'un aliéné, qui, en pareil cas, est dispensé du ser-
« ment ». Procédé fort avantageux, mais qu'il serait dési-
rable de voir employer, car l'auteur semble ne pas sa-
voir que seul, pour l'instant, le président de la cour d'as-
sises est investi du pouvoir discrétionnaire. « Tout dé-
« pend, ajoute-t-il, de la forme et du degré de l'affection
« mentale. Un monomaniac et un faible d'esprit pour-
« ront, dans certains cas, éclairer la justice ». Le Dr
Marc refuse cette faculté au dément, à l'imbécile complet

(1) *Chronique allemande, Archives d'anthrologie criminelle*, 1906.

(2) *De la folie considérée dans ses rapports avec les questions médico-judiciaires*, 1840.

et au vrai maniaque. Malgré des divergences de détail, on peut résumer ainsi l'opinion de la majorité des médecins aliénistes.

Chez les aliénés, déments précoces, paralytiques généraux, les troubles organiques du cerveau donnent lieu à des confusions fréquentes ; l'instabilité de la mémoire modifie à quelques instants d'intervalle les déclarations les plus affirmatives et les plus circonstanciées. La réception de semblables dépositions ne pourrait que jeter le trouble et la perturbation dans l'instruction des procès (1).

Joignons à cette classe de malades, encore mal délimitée, certains individus atteints d'hallucinations, qui pour ne pas mériter le nom d'aliénés n'en présentent pas moins certains de leurs caractères et de leurs troubles.

Parlant du luxe des détails qui caractérise les récits des aliénés, le Dr Berillon écrivait : « Il y a quelques
« jours, à l'asile d'aliénés de Burgholz (Zürich), M. le
« Dr Paul Forel nous faisait assister à une scène d'hallucination rétroactive, intervenant dans le cours d'autres troubles mentaux, chez un malade de son service.
« Le malade racontait qu'il avait été à l'asile, victime
« d'actes de violence, de la part d'une personne qui ré-

(1) On trouve cette opinion commentée et enrichie d'observations dans les ouvrages des professeurs Dupré, Rémond, des docteurs Culière, Logre, etc.; en Angleterre, chez Parke et Taylor ; en Allemagne, chez Krafft-Ebing, A. Hoche, Ripping, Cramer, Stern, Sommer, etc., etc.

« side à une certaine distance et il le déclarait avec une
« véhémence et un accent de sincérité qui pourraient
« donner à un magistrat instructeur quelque illusion sur
« la réalité du fait.

« Il appartiendra aux magistrats de tenir compte dans
« leurs interrogatoires de l'extrême suggestibilité d'un
« grand nombre d'individus. Le magistrat devra inter-
« roger le témoin sans lui faire pressentir sa propre opi-
« nion, sans exercer aucune pression sur son esprit »(1).

C'est là d'ailleurs que git la difficulté. De tels malades peuvent être suggestionnés par l'effleurement d'une idée qui peut leur être toute personnelle, par l'attrait d'un mot ou d'une intonation. Si leur état mental peut présenter quelque lucidité, ils vivent par contre dans une atmosphère dangereuse, sans cesse en proie à des hallucinations des sens, à des délires, à des idées de persécutions imaginaires qui les mettent en dehors de la vie réelle pour les enfermer dans le domaine du mensonge. Leurs facultés sont atrophiées, quelquefois hypertrophiées, jamais normales. Leur imposer la prestation de serment avant de déposer est une conception tout à fait insoutenable. C'est pourquoi les médecins sont unanimes à demander qu'ils soient dispensés de le prêter. C'est là une précaution initiale à observer.

Des auteurs, comme le professeur Dupré (qui d'ailleurs

(1) *Les suggestions criminelles envisagées au point de vue des faux témoignages suggérés* (Revue de l'hypnotisme, 1896).

considère la formalité du serment comme parfaitement inutile), ont pu dire : « Il est certain que (le serment) ne rend pas la raison aux aliénés et qu'il n'améliore pas le témoignage des débiles, souvent incapables d'en comprendre la portée » (1). D'autres font une distinction entre les aliénés véritables et les faibles d'esprit. Ce sont par exemple Legrand du Saulle et Krafft-Ebing. « On doit surtout, pour les faibles d'esprit, n'admettre complètement que le témoignage de ceux qui sont à même de prêter serment, c'est-à-dire d'en reconnaître la nature et la signification » (Krafft-Ebing).

Le Dr Georget distingue, lui, les aliénés demi-raisonnables, qui peuvent fournir quelques renseignements et ceux qui, totalement déraisonnables, ne peuvent en donner aucun. Seuls, ces derniers devront être exemptés du serment (2).

Ces conceptions ne peuvent que rendre plus difficile l'établissement en cette matière d'une règle de droit, puisque tout semble dépendre du degré de compréhension du déséquilibré.

C'est aussi l'opinion que Taylor (3) formule indirectement : « Par rapport à la capacité testimoniale des aliénés, on peut considérer comme établi maintenant

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1910.

(2) *La folie devant les tribunaux*, ch. XVI, cité par Legrand du Saulle.

(3) *Médecine légale*, traduit par le Dr Coutagne.

« qu'un fou, qui est atteint d'idées fausses, mais qui dans l'opinion d'un praticien médical est capable de faire le récit d'un événement arrivé sous ses yeux et *qui semble comprendre l'obligation d'un serment*, peut être appelé comme témoin. »

Concluons donc que le corps médical suspecte en principe toutes les déclarations émanant d'aliénés, mais admet que, suivant les circonstances, elles pourront être reçues suivant une procédure particulière.

LES MONOMANES ET LES MANIAQUES

On peut assimiler à de véritables aliénés les monomanes, absorbés par l'emprise d'une idée unique, et les maniaques (en nombre considérable) qui font preuve d'une stabilité mentale défectueuse. Il est à redouter que les uns et les autres ne puissent prêter une attention assez forte, assez soutenue, sur aucun point donné. Tout de suite le monomane revient à son idée ; son délire réapparaît. Le désordre d'esprit du maniaque se manifeste jusque dans les actes les plus insignifiants de sa vie. Ainsi que chez les hystériques, il se rencontre chez ces monomanes, des sujets remarquables par la lucidité avec laquelle ils raisonnent sur les choses étrangères à leur délire. Beaucoup sont en liberté et ne reçoivent pas de soins ; ils font courir, par l'ignorance où l'on est de leur état, un danger de tous les instants à l'ordre public.

La coordination des idées chez ces psychopathes peut

rendre très difficile la tâche de l'expert. Néanmoins quelques médecins conseillent de recevoir le témoignage d'un grand nombre d'entre eux. « Il y a des monomanes « qui peuvent donner des explications précises et véridiques, capables de guider la justice, mais qui ne devront être reçues qu'avec suspicion » (1).

M. Marcé accepte cette façon de procéder. « Si l'idiot « et le malade en démence ne peuvent jamais fournir que « des renseignements fort confus et fort suspects, il n'en « est pas de même du monomane, dont les éclaircissements méritent souvent beaucoup d'attention et peuvent mettre sur la trace des faits les plus importants ; « mais ce sont de simples renseignements n'ayant de « valeur que grâce aux circonstances qui viennent les « corroborer et aux résultats de l'enquête qu'ils peuvent « provoquer » (2).

Quant aux maniaques, ce sont les plus taquins et les plus malveillants parmi les aliénés. Ils ne trouvent d'égaux que chez les hystériques pour le cynisme qu'ils étalent à soutenir leurs mensongères dénonciations. On a résumé ainsi leurs défauts : « Calomnie, taquinerie, cruauté, ivrognerie, obscénité, vol. »

Le Dr Falret insiste sur la persistance malative avec laquelle ils font leurs dénonciations et il avoue qu'elle réussit souvent, *même chez les gens les plus avertis de*

(1) Legrand du Saulle, *La folie devant les tribunaux*,

(2) *Traité pratique des maladies mentales*, 1863.

l'état de ces individus, à former une conviction qui n'a rien de commun avec la réalité. Signalons, parmi ces derniers, les maniaques du mensonge, qui se rapprochent sensiblement des individus atteints d'hystérie.

LES HYSTÉRIQUES.

La majorité des procès que nous avons rapportés furent occasionnés par les récits falsifiés d'hystériques. Ils projettent un jour saisissant sur la dissimulation des troubles psychiques au cours de cette maladie, sur la tournure d'esprit particulière au sujet, qui en fait un monstrueux instrument de mensonge. Nul ne se trouve à l'abri des accusations ignominieuses qu'il invente et la réputation la mieux établie peut en rester à jamais ébranlée et ternie. On a parlé de l'auto-accusation chez les hystériques ; ce phénomène existe en effet, mais beaucoup moins fréquent que l'hétéro-accusation.

« Chez les hystériques, les accusations fausses visent
« presque toujours autrui, et la fréquence des hétéro-
« accusations imaginaires des hystériques s'oppose à
« la rareté relative des auto-accusations de même ori-
« gine (1).

Les caractères typiques de l'hystérie se retrouvent à travers les siècles. C'est l'étude des symptômes par lesquels elle se manifeste qui a amené les médecins moder-

(1) Professeur Dupré, *Communication à la Société de médecine légale*, 1903.

nes à penser que, lors des procès de sorcellerie, les auto ou hétéro-accusations furent très souvent la manifestation de crises d'hystérie. L'Europe en a connu de véritables épidémies. C'est d'abord, parmi les plus célèbres, à la fin du XV^e siècle, un couvent de Cambrai où la contagion s'étend rapidement, puis c'est l'épidémie de possession des religieuses du couvent de Nazareth, à Cologne (1564) (1), l'affaire du curé Gaufridi (1609) au cours des attaques d'hallucinations qui agitèrent les filles de Sainte-Ursule, à Aix ; c'est la folie hystérique des Ursulines de Loudun et la condamnation d'Urbain Grandier (1634). Enfin ce sont les convulsionnaires de Saint-Médard au XVIII^e siècle (parmi eux il y avait beaucoup d'épileptiques) dont le fanatisme religieux rappelle les épidémies de mysticisme qui agitent encore certaines populations hindoues.

Et tous, magistrats ou théologiens, ont affirmé la réalité des crimes dont s'accusaient ces forcenés ; les procès instruits longuement, savamment, avec une complaisante recherche des détails les plus monstrueux et le concours des tortures les plus cruelles établissaient une conviction indéracinable dans l'esprit des juges : « Ces histoires, loin d'être fabuleuses, ont toute l'authenticité « que peut leur donner une procédure instruite avec « tout le zèle et tout le talent que pouvaient y apporter « des magistrats éclairés et consciencieux, auxquels à

(1) Rapporté par Gaulard, *Histoires admirables et mémorables*.

« toutes les époques, les faits ne manquaient pas » (1). Et des hommes doués de raison, d'intelligence, comme l'auteur qui écrivait ces lignes, considéraient comme des preuves les confessions les plus invraisemblables !

De nos jours, on ne rencontre plus de telles atteintes collectives d'hystérie, mais les manifestations isolées sont d'une fréquence incroyable. Ainsi que l'a montré le professeur Dupré, les accusations hystériques présentent souvent un caractère complexe ; elles mêlent et compromettent leur auteur et des étrangers ; mais, simples ou complexes, elles sont faites généralement sous le coup d'une crise de délire mélancolique ou dans une surexcitation provenant d'excès alcooliques. Les accusateurs hystériques sont légion (2), et ils ne se contentent pas d'une dénonciation isolée, ils portent leurs coups contre tous ceux qui les entourent et la répétition de leurs plaintes, en émouvant l'opinion publique, les fait quelquefois prendre au sérieux. C'est là une maladie dont le type est unique en psychologie criminelle et qui se manifeste spécialement chez la femme. Sur quatre malades observées,

(1) Bizouard, *Rapports de l'homme avec le démon*, t. III, p. 388.

(2) « C'est surtout chez la femme hystérique que se rencontre le besoin d'attirer l'attention et de se mettre en scène ; le plus souvent au moyen de supercheries variées, de simulations, de mystifications, d'insinuations accusatrices et parfois de dénonciations. L'hystérique devient alors une calomniatrice convaincue, qui arrive, non seulement, à illusionner les autres, mais encore à s'illusionner elle-même ». Dr Lalanne, *op. cit.*

Garnier (1) en trouve deux qui sont en état de récédive de faux témoignage. Elles sont tourmentées par un « prurit d'inventivité » qui ne les laisse pas en repos et qui a pour curieux résultat « qu'elles sont plus trompées que trompeuses » ; il y a en effet généralement à la base de leurs inventions quelque impression ou quelque fait exacts. Ceci est vrai tout au moins des hystériques qui n'ont pas conscience de la fiction qui les obsède.

Quand on examine ces tendances accusatrices on est frappé de l'analogie qu'elles offrent avec « la disposition « au mensonge qu'on observe très fréquemment chez « l'enfant, mentalité bien spéciale et fort curieuse... » (Garnier).

Comme l'enfant, l'hystérique aime à être entouré, écouté, à devenir le point de mire de tous les regards ; c'est un besoin violent et presque irrésistible. Le D^r Garnier, médecin chef de l'Infirmerie spéciale de la Préfecture de Police, rapporte la réponse caractéristique que lui fit, devant ses élèves, une hystérique accusant son père de la suggestionner et de la pousser en quelque sorte au suicide. « Demande : A quoi pensez-vous ? Réponse (franche). Je ne pense à rien ; je suis enchantée « d'être le centre de cette réunion ». Cette réflexion suffit à peindre l'état d'esprit de toutes les hystériques. « L'hystérique peut émettre des accusations fausses, « imaginaires, tantôt sincères et d'origine onirique ou

(1) Garnier, *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*.

« délirante, tantôt à la fois sincères et mensongères
« suivant que l'hystérie intervient seule ou associée soit
« à l'imbécillité morale, soit aux perversions vicieuses
« des instincts et aux tendances vaniteuses fréquentes
« dans la dégénérescence mentale » (Lalanne).

Nous avons relaté précédemment l'histoire de cette jeune fille, Julie C..., qui réussit à faire condamner plusieurs innocents. Le D^r Rouby (1), en rappelant l'internement dont elle fut l'objet, ajoute : « Julie C... avec
« ses syncopes et ses sommeils hystériques, était un sujet hystérique à un haut degré ; sa mère avait sur elle
« une grande influence et elle a dû tenir, sans le savoir, sa fille dans une domination suggestive ; la folle a pu
« inventer les crimes qu'elle a commis, mais lorsqu'elle déposait devant les tribunaux, avec tant de froideur,
« tant de persistance, sans jamais manquer de mémoire, sans jamais montrer un mouvement de sensibilité,
« sans jamais être touchée d'un remords, avec une conscience si absolue du mal qu'elle faisait, il me semble que Julie était sous l'influence de la suggestion,
« qu'elle répétait des phrases que sa mère avait incrustées dans son cerveau ». Le D^r Rouby conclut que, malgré son serment, un témoin hystérique n'est pas plus digne de confiance qu'un témoin aliéné, opinion de Legrand du Saulle, Krafft-Ebing, Dupré, en un mot de tous ceux qui ont approfondi l'étude des psychoses qui se dé-

(1) *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1897.

veloppent chez ces individus d'une intelligence et d'une sensibilité anormales.

La suggestion joue un très grand rôle dans ces névroses et rend plus suspects encore que tous autres ceux qui en souffrent ; le nombre des procès qu'ils ont déterminés donne à réfléchir. Aussi pour éviter de grandes chances d'erreurs, s'accorde-t-on généralement à les regarder comme irrecevables en justice.

LES PERSÉCUTÉS

Méritent aussi de voir leurs allégations contrôlées avec sévérité les malheureux atteints du délire des persécutions (délire paranoïaque). Cette démence peut prendre la forme du délire sénile, ou des faibles d'esprit, du délire des persécutions né dans une phase d'alcoolisme subaiguë, etc., elle se manifeste par des terreurs, par des plaintes, par des querelles continuelles, mais ce qui domine, c'est la croyance à des injustices imaginaires, croyance qui contagionne rapidement l'entourage des malades. A vrai dire, ils sont tellement sujets, nous dit Legrand du Saulle, à prendre pour des réalités les chimères créées par leur imagination, que leur audition en justice, même à titre de renseignements, ne laisse pas que d'être très dangereuse.

Les persécutés n'épargnent rien pour arriver à se soustraire à la persécution qu'ils ont forgée de toutes pièces : mémoires, procès sans cesse renouvelés, re-

quêtes, accusations menaçantes, ils importunent les personnages en vue, les magistrats et leurs victimes.

Généralement leur état est facile à diagnostiquer ; d'autre part leur dérèglement nécessite souvent leur placement dans un asile et cette qualité d'internés qu'ils auront suffira pour mettre les juges sur leurs gardés. Mais cette règle souffre des exceptions : « Il est des persécutés aux allures d'hommes parfaitement raisonnables et équilibrés qui nous étonnent par la puissance et la rigueur de leur raisonnement, par le développement naturel de leur intelligence. Vous pouvez vous entretenir longtemps avec eux sans que leur conversation, de tous points intéressante et serrée, trahisse chez eux le moindre trouble mental. Et pourtant si vous les poussez à fond, *pour peu que vous soyez prévenus*, vous découvrez qu'ils sont la proie de conceptions délirantes très bien liées, logiquement agencées, qu'ils vous exposent alors avec la plus entière bonne foi, avec la conviction la plus profonde » (1).

Dans ce cas, la lucidité apparente dont fait preuve le persécuté sera une source de difficultés pour le médecin expert ; à plus forte raison pour le magistrat qui devra déterminer l'existence de la persécution invoquée, ou reconnaître l'inanité du sujet de la plainte.

« Il n'est pas rare de trouver parmi les persécutés

(1) Legrain, *Éléments de médecine mentale appliquée à l'étude du droit*, p. 81.

« des faux témoins et des délateurs, qui mentent avec
« un tel cynisme et un tel accent de vérité que leur ser-
« ment ne paraît pas devoir être mis en doute. La vrai-
« semblance qu'ils mettent dans leurs affirmations est
« quelquefois telle qu'ils trouvent des défenseurs dans
« la presse et le parlement. Nous nous contenterons d'é-
« numérer les noms de quelques-uns de ces malades qui
« ont acquis une véritable célébrité : Buchez-Hilton,
« Sandon, Verger, Leutat, Allard, Paganel, Mariotti,
« Cotton, etc. » (1).

LES ÉPILEPTIQUES

Les médecins signalent encore à l'attention du magistrat le témoin frappé d'épilepsie. « Il se rappelle très
« nettement tout ce qui lui est arrivé jusqu'à un moment
« donné et à partir de ce moment ne sait plus ce qui
« s'est passé jusqu'au moment où il reprend con-
« science » (2). Les symptômes de l'épilepsie sont recon-
nus aisément par l'homme de l'art; en outre, comme le
dit le Dr Rémond, « l'épileptique est toujours aigri : il
« l'est, pour ainsi dire, normalement parce que la situa-
« tion que lui fait la société le rejette au rang du pa-
« ria » (3).

Cette particularité ne légitimerait pas à elle seule le soupçon qui pèse sur la véracité des récits faits par des

(1) Lalanne, *op. cit.*

(2) Sollier, *Troubles de la mémoire.*

(3) *Maladies mentales.*

épileptiques. On a remarqué (observations des D^{rs} Delasiauve, Féré, Legrand du Saulle, Voisin, Lalanne, etc.), d'une part, que la mémoire de ces malades présente des lacunes absolues et, d'autre part, qu'ils ont une tendance très marquée à considérer leurs rêves comme l'image de la réalité, « un grand nombre d'entre eux « mentent pour l'art », dit Féré (*Epilepsie et Epileptiques*).

« Que l'un de ces malades ait une attaque entre le « fait dont il a été témoin et le moment où il a déposé « dans le cabinet du magistrat instructeur, et il pourra « avoir d'hésitantes réminiscences sur un ou plusieurs « points de l'affaire, alors néanmoins qu'il aura la mémoire très précise et très nette sur toutes les autres « circonstances relatives à l'événement. Qu'il éprouve « une crise nouvelle entre sa déposition dans le cabinet du magistrat instructeur et le jour de l'audience et « ses affirmations pourront avoir subi d'involontaires « variantes. Les souvenirs obscurs de la première déposition pourront faire place à des révélations précises et les points qui avaient paru très nets pourront « être obscurcis » (1).

Non seulement les personnes atteintes d'une telle affection mentale pourront gêner, retarder, faire dévier une instruction judiciaire ouverte, mais encore, par le jeu inopiné des crises d'épilepsie, tour à tour faire in-

(1) Legrand du Saulle, *Etude médico-légale sur les épileptiques*, 1877.

criminer des personnes jusque là étrangères à une affaire et entièrement innocentes, ou décharger un coupable sur lequel toutes les présomptions pesaient.

Un épileptique, W..., qui vivait dans un asile, se laissa suggestionner par ses compagnons au sujet de la grossesse, soupçonnée criminelle, d'une idiote, qu'il connaissait, déposa formellement contre un employé congédié, et le fit condamner à 2 ans de prison. La déposition de l'épileptique, recueillie immédiatement ou longtemps après les événements, peut présenter les mêmes caractères suspects et les mêmes lacunes. Pour parer à ce danger, Zacchias proposait d'étendre la suspicion sur les malades pendant les trois jours qui précèdent et qui suivent les crises. Mais cette proposition ne semble pas reposer sur une donnée invariable ; elle n'a réuni que peu de suffrages.

La meilleure méthode consiste encore à prendre, à l'égard des épileptiques, la même mesure que vis-à-vis des aliénés.

De la période dite « d'incubation » et des intervalles lucides.

S'il est reconnu que l'examen du médecin expert peut dans la majorité des cas fournir à la justice des éclaircissements fort précieux, quand il s'agit de malades présentant des symptômes très caractéristiques d'affections mentales, il n'en est pas moins vrai que le

médecin se trouvera désarmé et que son rapport n'offrira guère d'intérêt lorsqu'il se trouvera en présence d'une psychose non déclarée, mais à la période dite d'« incubation ».

Il est rare qu'une névrose se déclare brusquement sans présenter de symptômes précurseurs. Ceux-ci, outre qu'ils peuvent échapper à l'examen médical, sont quelquefois trop légers ou trop indéterminés pour servir de base à un diagnostic sérieux. Certes le malade peut être tenu pour suspect, mais son état n'indique pas forcément qu'on se trouve en présence d'une psychose véritable ou d'un état de mélancolie résultant de toute autre cause que d'une cause pathologique.

Le corps médical se montre à cet égard plein de réserve. La période d'incubation de la folie, pour être dangereuse, aussi dangereuse même que l'état déclaré, n'a pas pu faire l'objet de déclarations assez parfaites, ni assez approfondies pour que l'on possède des données nécessaires à l'établissement d'un diagnostic irréfutable. Pendant longtemps encore il est à craindre que les magistrats ne puissent être guidés sur ce point par les conclusions du médecin expert.

Une autre difficulté peut naître de ce que l'état de démence présente des intervalles lucides pendant lesquels le malade paraît avoir recouvré intégralement la jouissance de ses facultés intellectuelles. On a pu soutenir, ainsi que l'a fait Krafft-Ebing, que cette lucidité n'était qu'*apparente*.

« Il ne faut pas oublier que les aliénés intermittents, à « périodes lucides, ont une intelligence qui a définitive-
« ment subi une altération permanente » et d'autre part :
« Il arrive que certaines personnes sujettes au retour
« périodique d'accès d'aliénation mentale viennent elles-
« mêmes réclamer leur admission dans un établisse-
« ment d'aliénés, mais la loi n'ayant pas prévu le cas,
« leur demande ne peut être accueillie » (1).

Il est difficile, sinon impossible, de soutenir qu'un malade se trouve dans un moment de lucidité d'esprit. C'est progressivement qu'il entre dans la voie de la guérison et que son état s'améliore. Comment déterminer le moment où la lucidité réapparaît tout entière, si jamais elle réapparaît, et le moment où une crise étant toute proche la maladie reconquiert tout le terrain que la cure entreprise avait pu lui enlever.

Il est très naturel d'accepter à présent, la solution qui offre le plus de garantie et qui consiste à écarter le témoignage de tout aliéné, présentant ou non des intervalles lucides.

LES INTOXIQUÉS

Parmi les intoxiqués viennent en première ligne, en raison de leur nombre chaque jour croissant, les intoxiqués alcooliques, puis tous ceux qui usent d'excitants

(1) C'est une lacune qu'on peut remarquer aussi dans la loi de 1838.

ayant sur le système nerveux une influence désastreuse : les éthéromanes, les morphinomanes, etc.

C'est l'habitude de se livrer à ces funestes pratiques qui engourdit les facultés mentales des sujets, trouble leur mémoire ou enténèbre leurs perceptions sensorielles. Ces malheureux sont en proie à de fréquents délires et se signalent par la facilité avec laquelle ils saisissent la justice de plaintes imaginaires.

Ils se figurent qu'ils n'ont qu'à parler et qu'ils seront écoutés. Ils n'ont pas conscience de mentir, leur mémoire est détruite, leurs facultés sont engourdies ; pour eux le serment prêté aurait toute la force qu'il doit avoir ; pour le tribunal il ne doit en avoir aucune. Il ne pourrait être question pour eux de condamnation pour parjure. Ce sont des malades irresponsables au point de vue pénal.

Les effets de l'intoxication alcoolique ont pu, à juste titre, être comparés à ceux d'un véritable empoisonnement. « L'alcool frappe l'intelligence, émousse le jugement, trouble la raison et cela avant toute chose » (1). Parlant des buveurs, le Dr Legrain ajoute : « Moindre aptitude au travail, fatigue plus rapide, affaiblissement de la mémoire, émoussement du jugement, en un mot diminution de l'acuité intellectuelle, voilà ce qui succède, d'une façon épisodique tout d'abord, à quelques libations et qui finit par devenir permanent

(1) Legrain, *op. cit.*

« quand ces libations se répètent, ne fût-ce que sous la
« forme de l'apéritif quotidien. »

Mais l'affaiblissement de la mémoire va fréquemment jusqu'à l'amnésie ; c'est d'ailleurs une des particularités de l'alcoolisme chronique. Le sujet conservera le souvenir de faits récents, alors que certains faits assez éloignés, auront disparu totalement de sa mémoire. L'amnésie consécutive au délire alcoolique est encore plus caractéristique. Au cours de crises aiguës, l'alcoolique peut très bien ne rien se rappeler de ce qu'il a vu ou entendu.

Il est bon que les législations n'admettent pas comme témoin l'alcoolique d'habitude ; c'est l'opinion de nombreux jurisconsultes et médecins. Car l'alcoolique diffère de l'homme en état d'ivresse ; en effet celui chez qui sont apparus les phénomènes dont nous avons parlé, n'est pas désigné, ni trahi aux yeux des magistrats ; non suspect, il sera admis à témoigner sous serment.

Quoique moins sujets à des crises violentes et visibles, les autres intoxiqués, morphinomanes, opiomanes, buveurs d'éther, etc., n'en ressentent pas moins, par l'effet de leur manie, des troubles très profonds qui débilitent leurs centres nerveux. Chez eux comme chez l'alcoolique, il y a « éclipse passagère ou permanente des facultés intellectuelles. »

Chez les véritables morphinomanes, les troubles mentaux ont toutes les allures d'une psychose : angoisses

avec idées de persécution, état qui à la période extrême de la maladie simule une véritable démence.

Citons en dernier lieu une tendance marquée chez l'intoxiqué délirant (l'alcoolique surtout), à s'accuser des crimes des autres ou de crimes purement imaginaires.

Le D^r Garnier fut appelé à examiner, en 1891, un garçon boucher qui s'accusait d'avoir assassiné M. Constans alors ministre de l'intérieur. Sur son crime il donnait des détails très circonstanciés, touchant l'heure, le lieu, l'accomplissement. Il avait prévu toutes les objections et réuni toutes les vraisemblances, A ce crime parfait en vérité, il ne manquait qu'une victime. Le prétendu criminel était un alcoolique invétéré, qui avait rêvé tout son attentat.

Le chiffonnier Bourreau, qui s'accusait d'avoir tué les enfants de Brière, était un alcoolique qui mentait. La lecture des journaux lui avait fourni la trame de son mensonge. De même, lors de l'assassinat de Marie Agué-tant, le D^r Garnier confronta deux alcooliques qui prétendaient être le seul et unique coupable. « Rien n'est
« plus étrange, dit-il, que ces deux hallucinés se dispu-
« tant la propriété du crime. Chacun avait de l'autre,
« bien visiblement, cette idée: Mais cet homme est fou!

« Quand un homme vient dire qu'il a tué quelqu'un
« sans que cela soit vrai, il y a quatre-vingt-dix-neuf
« chances sur cent pour que ce soit un alcoolique ». Le concours du médecin expert se montre donc, ici encore, comme très utile ; nous étudierons l'importance

du rôle que la majorité des médecins lui reconnaît. Notons une autre cause de suspicion qui s'apparente à l'intoxication alcoolique, c'est celle qui dérive d'un état de dégénérescence mentale. Les dégénérés sont très souvent des descendants d'alcooliques. Les explications que pourraient fournir ces individus sont, à ce double titre, absolument sans valeur.

LES ENFANTS

L'état mental de l'enfant et du vieillard soulève également un grave problème. Cette question a fait l'objet d'études tant médicales que juridiques, aussi ne lui consacrerons-nous ici qu'un court développement. Les tares intellectuelles que l'on relève à ces deux époques de la vie se rapprochent des phénomènes déjà rencontrés, tels que fabulation, délire des persécutions, faiblesse cérébrale, etc. Il importe de déterminer le genre de ces divagations imaginatives. Si l'on examine, attentivement, les divers états psychologiques de l'enfant, on est obligé de reconnaître toute l'inexactitude de la proverbiale sincérité que l'on s'accorde généralement à lui donner en apanage, de sorte que l'on peut dire aujourd'hui : la vérité sort rarement de la bouche des enfants. L'instruction de nombreux procès a détruit bien des illusions à cet égard.

« Lorsqu'il s'agit d'un enfant, il ne faut pas oublier
« que sa jeune intelligence est toujours prête à saisir le

« marquée de petite vérole, pour substituer une image
« autre. C'est une illusion sensorielle, rétroactive, créée
« par suggestion et s'imposant avec une vérité telle que
« le malheureux ne cessait de dire que c'était Joseph »
(son véritable agresseur).

Cet exemple n'est pas isolé. Fritz Hartmann (1) cite le cas d'une accusation d'infanticide portée faussement par une vieille domestique plus que sexagénaire, contre une jeune fille. Croyant avoir découvert qu'elle était enceinte, elle la dénonça à la justice en assurant qu'elle avait secrètement donné le jour à un enfant, qu'elle avait ensuite jeté dans un puits. Son mensonge découvert, elle échappa à une condamnation grâce au rapport qui suivit l'examen psychiatrique que fit d'elle un médecin.

De semblables manifestations révèlent en général un état de démence sénile ; le langage populaire les a définies assez exactement, en disant de ces vieillards qu'ils sont « retombés en enfance ». On rencontre chez eux, de grandes propensions à la fabulation, aussi a-t-on dit que la sagesse et l'expérience des vieillards n'étaient aucunement un garant de leur sincérité.

Le code pénal de Corée écarte le témoignage des hommes âgés de plus de 80 ans, considérant qu'au-dessus de cet âge ils ne méritent plus aucune confiance. Il est difficile, croyons-nous, de suivre cet exemple, en raison de la lucidité que montrent souvent des vieillards beau-

(1) *Archiv. fur Krimin. Anthropol.*, novembre 1903.

coup plus âgés. Toute mesure générale, dans un tel cas, serait dangereuse et inefficace. Le juge, mis en éveil, sera seul à même, suivant les circonstances, de réclamer l'examen mental du déclarant. Il ne s'agit pas ici d'un état psychologique, mais de phénomènes d'ordre subconscient qui n'ont pas la fréquence de ceux que l'on peut constater chez l'enfant.

PERSONNES ATTEINTES DE LÉSIONS CÉRÉBRALES

Enfin dans le système que la science médicale souhaite de voir établi, on rencontre un motif de suspicion particulier. Il naît d'un état physiologique qui exige la détermination exacte du degré de compréhension et de responsabilité du témoin. C'est l'engourdissement cérébral causé par une blessure ou une commotion reçue à la tête.

Le Dr Lasègue, dans son rapport au Congrès international de médecine mentale (1878), a fait connaître à l'assemblée l'influence des lésions cérébrales. « Lorsque la
« santé cérébrale a été troublée, ne fut-ce qu'un moment,
« par une blessure, par une lésion encéphalique, par
« une malformation du crâne, la guérison n'est, trop
« souvent, qu'une *suspension des accidents*. Le malade
« supposé guéri, a acquis une diathèse morbide qui dé-
« cidera du reste de son existence. Il devient sujet à des
« désordres physiques et intellectuels se produisant le
« plus habituellement sous forme de crises incomplètes,

« marquée de petite vérole, pour substituer une image
« autre. C'est une illusion sensorielle, rétroactive, créée
« par suggestion et s'imposant avec une vérité telle que
« le malheureux ne cessait de dire que c'était Joseph »
(son véritable agresseur).

Cet exemple n'est pas isolé. Fritz Hartmann (1) cite le cas d'une accusation d'infanticide portée faussement par une vieille domestique plus que sexagénaire, contre une jeune fille. Croyant avoir découvert qu'elle était enceinte, elle la dénonça à la justice en assurant qu'elle avait secrètement donné le jour à un enfant, qu'elle avait ensuite jeté dans un puits. Son mensonge découvert, elle échappa à une condamnation grâce au rapport qui suivit l'examen psychiatrique que fit d'elle un médecin.

De semblables manifestations révèlent en général un état de démence sénile ; le langage populaire les a définies assez exactement, en disant de ces vieillards qu'ils sont « retombés en enfance ». On rencontre chez eux, de grandes propensions à la fabulation, aussi a-t-on dit que la sagesse et l'expérience des vieillards n'étaient aucunement un garant de leur sincérité.

Le code pénal de Corée écarte le témoignage des hommes âgés de plus de 80 ans, considérant qu'au-dessus de cet âge ils ne méritent plus aucune confiance. Il est difficile, croyons-nous, de suivre cet exemple, en raison de la lucidité que montrent souvent des vieillards beau-

(1) *Archiv. fur Krimin. Anthropol.*, novembre 1903.

coup plus âgés. Toute mesure générale, dans un tel cas, serait dangereuse et inefficace. Le juge, mis en éveil, sera seul à même, suivant les circonstances, de réclamer l'examen mental du déclarant. Il ne s'agit pas ici d'un état psychologique, mais de phénomènes d'ordre subconscient qui n'ont pas la fréquence de ceux que l'on peut constater chez l'enfant.

PERSONNES ATTEINTES DE LÉSIONS CÉRÉBRALES

Enfin dans le système que la science médicale souhaite de voir établi, on rencontre un motif de suspicion particulier. Il naît d'un état physiologique qui exige la détermination exacte du degré de compréhension et de responsabilité du témoin. C'est l'engourdissement cérébral causé par une blessure ou une commotion reçue à la tête.

Le Dr Lasègue, dans son rapport au Congrès international de médecine mentale (1878), a fait connaître à l'assemblée l'influence des lésions cérébrales. « Lorsque la
« santé cérébrale a été troublée, ne fut-ce qu'un moment,
« par une blessure, par une lésion encéphalique, par
« une malformation du crâne, la guérison n'est, trop
« souvent, qu'une *suspension des accidents*. Le malade
« supposé guéri, a acquis une diathèse morbide qui dé-
« cidera du reste de son existence. Il devient sujet à des
« désordres physiques et intellectuels se produisant le
« plus habituellement sous forme de crises incomplètes,

« irrégulières, rompant la solidité des lois pathologiques et que nous devons étudier comme une espèce à part dans le genre des affections cérébrales ». Partant de ce principe que tout témoignage doit être scrupuleusement contrôlé, Hans Gross signale également les troubles mentaux qui surviennent presque normalement à la suite de ces blessures et qui ont pour principal effet d'altérer ou de supprimer pour une phase de durée variable, la mémoire des faits immédiatement antérieurs à la blessure.

A titre d'exemple rappelons le cas très curieux d'amnésie, observé dans l'affaire de Dietkirchen (Voir chap. des erreurs judiciaires).

Le Dr Krafft-Ebing, grâce à des observations personnelles, peut affirmer que les lésions au cerveau ne sont pas les seules blessures qui puissent faire naître des troubles cérébraux. « Il n'est pas rare que des individus blessés à mort soient interrogés judiciairement, après serment prêté ou non, sur les circonstances du crime accompli sur eux ou que l'on recueille, au lit de mort, les aveux juridiques de pécheurs repentants. Etant donné que le délire et d'autres troubles psychiques peuvent ici entrer en jeu et même être la cause des aveux, la justice doit tenir compte de l'état mental de celui qui fait la déposition. »

Ce genre de trouble nous amène à signaler les névroses ou démences passagères qui frappent accidentellement des personnes tout à fait normales. Il s'agit du dé-

lire des nouvelles accouchées, des femmes à l'époque de la ménopause, etc. C'est au cours de ces états physiologiques que l'on a pu relever des observations fort nombreuses de crises de délire ou d'inconscience.

Les D^{rs} Rippling et Esquirol recommandent de se montrer prudent dans l'interrogatoire des femmes qui se trouvent dans de telles situations, car il leur arrive de dénaturer les faits le plus honnêtement du monde. Dans son *Traité des maladies mentales*, Esquirol nous donne le chiffre de celles qui sont entrées et ont été traitées à la Salpêtrière : sur six cents admissions de 1812 à 1813, il y en eût 60 de femmes nouvellement accouchées, atteintes de folie passagère ; c'est donc une proportion de 10 %.

Ces démences sont heureusement sans conséquence, chez les personnes normales et après la délivrance de la mère ne persistent pas très longtemps.

ROLE DU MÉDECIN-EXPERT

Le corps médical s'est prononcé à plusieurs reprises, au cours de récents congrès, par des articles, des études médico-légales, etc., en faveur de l'intervention du médecin expert, comme auxiliaire de la justice. Le D^r Legrain (1) constate que les anthropologistes, les magistrats, les philosophes et les médecins s'acheminent vers un système qui organiserait une répression médico-judiciaire.

(1) *Op. cit.*

Cette théorie n'a pas pris en France l'essor qu'on en aurait pu attendre. Il se peut qu'elle ait rencontré des adversaires chez les législateurs et qu'elle ait été entravée dans sa réalisation par un regain de criminalité qui ne permet pas encore à la répression de se départir d'une sévérité intransigeante, ni d'envisager utilement la nécessité inéluctable de réformer notre droit pénal.

Il est certain que le tribunal a besoin de lumières et d'autres lumières que les siennes propres, pour déterminer les troubles plus ou moins profonds qui peuvent oblitérer les facultés mentales du témoin. Ces lumières il ne peut les obtenir qu'en ayant recours aux données de la science médicale. Les tribunaux, d'ailleurs, jugent eux-mêmes s'ils doivent tenir compte du rapport d'un médecin-expert. Ce rapport ne les lie pas ; ils en tirent telles conséquences que bon leur semble.

Le magistrat possède-t-il des connaissances assez étendues en psychologie pour éviter toute erreur et discerner le malade sous l'apparence de l'homme normal ? Ce n'est pas l'avis d'un groupe de médecins dont font partie le D^r Legrain, le D^r Garnier, etc. Pour eux, la collaboration du médecin s'impose. « Je conçois volontiers une permanence médicale confiée à un psychiatre de carrière, rompu de longue date à la pratique des aliénés et fonctionnant auprès des parquets » (D^r Legrain).

Le D^r Remond (1), professeur de clinique des maladies

(1) *Précis des maladies mentales.*

mentales à la faculté de Toulouse, se plaint que la loi française accorde au tribunal le dernier mot en matière d'aliénation mentale et qu'elle exige qu'un jugement soit rendu par toute sorte de gens incompétents même pour décider du bien fondé des rapports d'expertise. C'est d'ailleurs là un phénomène qui n'a rien de spécial à la psychiatrie, puisqu'il se reproduit pour toutes les branches de l'industrie ou de l'art. « Le médecin constitue de « prime abord pour eux (les juges), un adversaire ; au « lieu de l'écartier ils le discutent. Avant d'avoir son avis, « ils ont le leur, et s'il n'est point conforme l'expert de- « vient vite suspect, etc. ».

Une autre critique, mais celle-la plus fondée, est dirigée par le même auteur contre l'état actuel des choses : « En deuxième lieu les juges ont une tendance inexplica- « ble à refuser les expertises qui devraient au contraire « être la règle. »

Le professeur Dupré est partisan d'une théorie sensiblement pareille à celle du Dr Rémond. Les hommes les plus éclairés, rappelle-t-il, ont, jusqu'à une époque rapprochée de la nôtre, pensé qu'il suffirait du simple bon sens pour apprécier l'existence de la folie et que tout esprit bien fait, était capable de discerner les errements de l'aliéné. Il signale l'absence d'expertise devant les tribunaux correctionnels ; souvent aussi l'expertise demandée par le défenseur est refusée par le magistrat. Le professeur Dupré (1) constate en outre que, s'il y a peu de

(1) *Revue des Deux-Mondes, Le témoignage*, 15 janvier 1910.

magistrats qui aient des connaissances psychiatriques étendues, les médecins, de leur côté, en cette matière, font généralement preuve d'une réelle incompétence.

« Le rapport de l'expert peut éclairer, en de tels cas, « le dossier de l'instruction et suffirait à apporter au « magistrat la solution médico-légale du problème judiciaire. »

La plainte très légitime des médecins au sujet du refus opposé à la demande d'expertises tient non pas à ce que le tribunal ou la cour dédaigne de demander à ses auxiliaires naturels, l'éclaircissement de cas embarrassants, mais au désir de solutionner rapidement des affaires d'importance médiocre, et à la crainte de voir se transformer en abus une mesure qui peut donner d'excellents résultats quand elle est prise avec prudence et discernement. Au cours du Congrès international de médecine légale tenu à Paris, en 1889 (1), le vœu de voir procéder à un examen médical préalable des témoins douteux était déjà émis.

Tant qu'il ne sera pas donné à un juge d'instruction, ou à un autre magistrat, de connaître par lui-même, grâce à de sérieuses études antérieures, de l'état mental du témoin qui comparaît devant lui, la compétence des médecins sera nécessaire pour mettre en garde la justice contre les déclarations d'individus suspects. Il est bien évident que l'on ne peut réclamer des magistrats des con-

(1) Compte rendu sommaire du Dr Motet.

naissances approfondies de la psychiâtrie, semblables à celles que possède un médecin légiste spécialisé dans la pratique des maladies mentales. Chacun d'eux a donc sa fonction bien marquée.

Avant de terminer l'examen des doctrines médicales, signalons l'œuvre importante des congrès. Composés d'autorités de tous pays, de jurisconsultes éminents, de sociologues et de criminologistes, ils ont, depuis vingt-cinq ans, par la publicité donnée à leurs travaux et aux vœux qu'ils ont formulés, éclairé l'opinion publique. En publiant leurs découvertes, ils ont préparé la voie au législateur, et lui ont signalé les réformes urgentes et nécessaires. Bien que les travaux de ces assemblées aient spécialement entrepris et développé l'étude psychologique du témoignage, en aient fait une critique approfondie, pour en déterminer la valeur pratique, l'œuvre de ces congrès mérite une place dans cette étude.

Ce fut d'abord au congrès de médecins aliénistes tenu à La Rochelle (2 avril 1893), que fut soulevée la question de la valeur du témoignage. Prirent part à la discussion MM. les D^{rs} Roubinovitch, Georget, Charpentier, Cullère et Dautrebente. Ce dernier y soutint qu'il ne pouvait être question de faux témoignage de la part des aliénés; tous ces témoignages étant inexacts et de nulle valeur.

Ce fut aussi la thèse du D^r Georget ; se plaçant au point de vue du droit criminel, il considère que les jurés ne doivent accorder qu'une bien minime attention aux récits des aliénés. Le D^r Cullère jugea qu'ils « ne doivent

« pas être admis à prêter serment en raison de l'incer-
« titude de leurs témoignages ; mais comme simples
« renseignements, oui ». Les aliénés témoignent facile-
ment contre eux-mêmes. « Ce sont des mélancoliques
« ou alcooliques et leur témoignage peut égarer la jus-
« tice et causer des erreurs judiciaires. Certains dénon-
« cent dans un état pseudo-lucide, qui les rend plus dan-
« gereux ; ils dénoncent par haine, vengeance, appétit
« de mal faire, et cela devient chez beaucoup une idée
« fixe. Bien des fois ces accusations servirent de base à
« des sanctions pénales sévères et firent condamner des
« innocents. »

Ce fut au congrès de Grenoble (1902), que le profes-
seur Dupré fit sa communication sur les auto-accusations
chez les débilés et les déséquilibrés, faisant faire à la
science du témoignage un nouveau pas. Un peu plus
tard, le congrès réuni à Genève (1907), votait une propo-
sition tendant à obtenir l'assistance de l'expert aux dépo-
sitions de témoins pour étudier leur valeur.

A Turin (congrès d'Anthropologie criminelle, 1908),
M. Albanel, juge d'instruction à Paris, montra qu'il y
avait des témoins sincères qui se trompaient de bonne
foi, en raison de leur état pathologique. Mais ce fut vrai-
ment au congrès des Médecins aliénistes et neurologistes
tenu à Amiens en août 1911, que fut déposé sur « la va-
« leur du témoignage des aliénés » (1), le premier rap-

(1) *De la valeur du témoignage des aliénés en justice. Le terme*

port d'ensemble, à la fois historique et clinique.

Le Dr Lalanne, rapporteur, est revenu sur l'importance considérable de la question tant en droit civil que criminel. Il rappelle les travaux de Claparède, Binet, Stern, etc., sur la psychologie du témoignage et expose les résultats acquis, qui peuvent être ainsi résumés :

1° L'erreur est un élément constant du témoignage. Le témoignage sincère ne mérite pas la confiance qu'on lui accorde communément.

2° Les erreurs sont moins nombreuses dans le récit spontané que dans l'interrogatoire.

3° La valeur d'une réponse dépend de la forme d'une question.

4° Toute question dont la forme implique une suggestion doit être évitée, etc.

Le rapporteur passe ensuite à l'étude des délires et des symptômes qui caractérisent les déments, les maniaques, dont il est assez facile de discerner l'état, les mélancoliques, les persécutés, les dégénérés et leur tendance pathologique à la création de fables imaginaires, les hystériques dévorés du désir d'attirer sur eux l'attention, les épileptiques, les intoxiqués, etc.

Mais la partie principale du rapport est consacrée spécialement à l'historique des travaux entrepris, en cette

aliéné employé a été critiqué, par le professeur Dupré, comme trop étroit. Pour lui, en effet, il désigne seulement celui qui est interné ou mérite de l'être.

matière, par les médecins aliénistes et neurologistes et à l'étude clinique des différentes psychoses qui viennent d'être désignées.

Ces psychoses existent — en germe ou en plein développement — chez nombre d'individus que l'on ne soupçonne nullement. Ce seront des paranoïaques, des délirants imaginatifs, interprétatifs, etc., qui vivent presque tous à l'état de liberté. Le rapport du D^r Lalanne présente une série de documents fort clairs et fort complets touchant l'état de chacun de ces malades. Peut-être trouvera-t-on seulement une lacune au sujet de l'exposé du problème des intervalles lucides. L'auteur l'enjambe, après s'en être rapporté à l'opinion du D^r Krafft-Ebing, qui pense que la maladie ne cesse qu'extérieurement.

Un ensemble de considérations médico-légales couronne cette étude, dans laquelle le rapporteur établit combien les assertions des psychopathes sont sujettes à caution et indique énergiquement le péril que l'admission, à titre de témoins, de semblables individus peut faire courir à la société. Il en conclut que la valeur du témoignage, extrêmement variable, est très difficile à déterminer et qu'il est nécessaire pour le magistrat de faire appel au concours des médecins experts, dans tous les cas douteux.

Cette conclusion, par sa modération et l'esprit qui l'a inspirée, ne peut qu'être partagée ; elle fut approuvée par les divers membres du congrès. Au cours de la discussion du rapport du D^r Lalanne, le D^r Rémond exa-

mine deux hypothèses : 1° celle où des aliénés doivent témoigner de faits arrivés avant leur folie; 2° celle où ils doivent témoigner de faits passés pendant leur folie, après leur guérison. Partisan du système de la suspicion légitime, à l'égard de tout individu qui *est ou a été* aliéné, le D^r Rémond considère ces témoignages comme indignes d'attention. Si ceux qui les portent, dit le D^r Régis, sont capables de dire la vérité, il leur manque cependant quelque chose, c'est la *compréhension*.

Parmi les résolutions adoptées, notons en une, excellente, proposée par le D^r Ladame (Genève), qui veut : « qu'avant de condamner un faux témoin, le tribunal le « fasse toujours examiner au point de vue mental » (adoptée également par le D^r Grandjux de Paris). De son côté le D^r Dide (de Toulouse), pose en principe que « le « témoignage perd toute valeur du fait de l'affaiblissement du niveau mental, » ce que ne partage qu'à demi le D^r Ley (de Bruxelles), « qui voudrait qu'on apprécie « au point de vue psychologique (par des expériences), « la valeur du témoignage d'un aliéné, pour savoir s'il « est susceptible d'être bon témoin ».

Enfin le D^r Mabilie (de La Rochelle) signale la tendance aux complots de la part des aliénés circulaires, dans la période d'excitation et cite le cas de deux aliénés qui, après avoir *dressé* les idiots des services, envoyaient plaintes sur plaintes au parquet contre le personnel hospitalier ou leur médecin, en invoquant le témoignage

d'autres aliénés auxquels ils avaient fait par avance la leçon.

Le congrès d'Amiens formule les vœux suivants : 1° que soit frappé de suspicion le témoignage de l'individu présentant ou ayant présenté, à quelque époque que ce soit, des troubles de l'esprit ; 2° renouvelle le vœu de voir exigé des magistrats un certificat de sciences pénales ; 3° préconise l'examen psychiatrique des individus suspects ou aliénés ; 4° adopte le vœu du Dr Ladame, en ce qui concerne les individus poursuivis pour faux témoignage.

En résumé les nombreux congrès de médecins légistes ont, pendant ces dernières années, presque tous étudié et quelquefois résolu certains points du problème que constitue la recherche de la valeur des témoignages. Conformément aux vœux de ces congrès, des conférences ou des cours de médecine mentale furent ouverts, soit en France (facultés de droit de Paris, Lyon, Bordeaux, etc.), soit en Belgique, soit surtout en Allemagne, dans le but de familiariser le futur magistrat et le futur avocat avec les éléments de la science du témoignage. Dans certaines universités allemandes il existe des chaires de psychiatrie légale. En France, en 1906, était institué le certificat de sciences pénales, qui compte un examen sur la médecine légale et la médecine mentale.

LA PSYCHOLOGIE DU TÉMOIGNAGE

La psychologie du témoignage, ainsi que nous l'avons dit, est une science de date récente. Elle a eu comme promoteurs, en France, Binet, en qui on se plaît à reconnaître le véritable fondateur ; en Suisse, le professeur Claparède ; en Allemagne, le professeur Hans Gross, etc.

Les travaux de ces savants eurent un retentissement considérable, leurs expériences furent vérifiées, commentées, rapportées et bientôt l'on vit se former autour des maîtres comme de petites écoles, groupant les médecins désireux de poursuivre les mêmes travaux. Parmi eux se signalèrent particulièrement W. Stern (de Breslau), qui sut tirer parti des observations de Binet, Marie Borst, l'élève et la collaboratrice du professeur Claparède, etc.

Cet effort a abouti à la constatation de la régularité de certains phénomènes d'où furent tirées les règles que nous avons reproduites. Elles ont trait à la valeur des réponses faites à des interrogatoires déterminés, à la chance des erreurs, aux déclarations relatives au signalement des personnes, à la perception exacte des couleurs, etc. Des hommes, préalablement reconnus normaux, furent choisis comme sujets d'expérience. Les expériences permirent de faire des observations concluantes en ce qui concerne la fidélité des témoignages, la foi que l'on doit attacher à la plus ou moins grande

assurance dans les réponses ainsi que le luxe ou la pénurie des détails qui les accompagnent.

Stern a tiré de ses investigations cette règle générale, c'est que l'exactitude des souvenirs n'est pas la règle, mais l'exception ; et la vérité de cette observation a été confirmée nombre de fois ultérieurement.

Chez les personnes normales, il a remarqué, pour les femmes, qu'elles oubliaient moins facilement que les hommes, leurs souvenirs étant cependant plus infidèles ; que, chez les enfants, les filles oublient davantage que les garçons, et que leurs souvenirs sont moins fidèles ; qu'enfin si l'on demande à ces sujets de certifier par serment celles de leurs déclarations dont ils sont absolument certains, les filles ou femmes affirmeront plus souvent, sous serment, que les hommes et les renseignements erronés ainsi certifiés, sont deux fois plus nombreux que pour les hommes.

Les opinions sont légèrement divergentes par rapport à la durée plus ou moins grande de la bonne conservation des souvenirs anciens par rapport aux présents. Binet avait déjà remarqué que si la quantité de réponses données était plus grande dans l'interrogatoire que dans le récit spontané, leur inexactitude augmentait aussi. Wreschner a noté que le nombre total des réponses triplait dans l'interrogatoire et que le % de réponses fausses doublait (1).

(1) Extrait d'*Educabilité et fidélité du témoignage*, Marie Borst, *Archives de psychologie*, 1904.

Un seul exemple parmi les plus caractéristiques, fera bien voir quelle est la capacité des perceptions sensorielles chez les sujets normaux. Nous l'empruntons au professeur Claparède ; il éclaire d'un jour éclatant la fragilité qui est à la base de toutes les affirmations dérivant de sensations visuelles ou auditives.

Le professeur Claparède, réunissant dans une salle un groupe d'écoliers intelligents (vingt à trente jeunes gens d'une quinzaine d'années), les avertissait qu'un personnage allait entrer, resterait quelques secondes dans la salle, puis ressortirait. Il demandait à ses élèves de bien examiner le costume, la physionomie, les gestes de l'individu, car ils seraient sollicités ensuite de porter un témoignage sur ces points. L'individu entra, habillé d'un costume flottant, et masqué, il fit (avec un coupe-papier) le simulacre de poignarder le professeur Claparède et ressortit aussitôt. Sur une trentaine de réponses faites aux questions du professeur, les plus inexactes touchaient à la perception des couleurs; il n'y avait qu'un tiers des assistants qui avait distingué le genre d'attentat, enfin huit jeunes gens avaient fait un récit acceptable et assez circonstancié de la scène rapide à laquelle ils avaient assisté.

Les témoins étaient cependant des garçons intelligents ; ils se trouvaient à portée de la scène et étaient avertis qu'ils allaient assister à un événement remarquable.

Voici l'état de la question et, au dire des médecins, les

principaux types de témoins à suspecter. La classification n'en est pas close et ne le sera peut-être jamais. Nous avons vu quelles raisons empiriques ou scientifiques étaient invoquées en faveur du rejet des déclarations de tous ces psychopathes.

Nous étudierons plus loin les avantages et les inconvénients des diverses solutions proposées, ainsi que l'importance du rôle qui doit être réservé au médecin-expert.

CONCLUSIONS

La règle qui devrait dominer toute notre procédure en matière de preuves peut être ainsi exprimée : Il faut peu de témoins, il les faut bons. Mais le désir de croire produit la persuasion et le magistrat le plus expérimenté, pour peu qu'il ne soit pas averti, peut accorder quelque crédit à des allégations qui n'en méritent aucun.

La loi nous l'avons dit, est muette en ce qui concerne le témoignage de l'aliéné, de l'idiot ou de l'imbécile ; quant à la jurisprudence de la cour de cassation elle reconnaît l'existence de deux moyens propres à l'écarter : l'un réside dans l'exclusion prononcée par arrêt de la cour d'assises (et par extension par jugement du tribunal), le ministère public entendu. Le second consiste à solliciter de la partie qui veut produire le témoignage, une renonciation volontaire. Est-ce là la solution capable de donner à la défense comme à l'accusation des garanties suffisantes ? La décision est laissée à l'appréciation des magistrats. Dans un cas d'insanité d'esprit patent, ce sera parfait. La cour, édifiée sur la valeur du témoin, l'écartera. Le président, usant de son pouvoir discrétionnaire, pourra cependant le faire entendre à titre

de simples renseignements. Mais quand cette mesure n'aura pas été prise par la cour, quand le témoin aura l'apparence d'un être à l'esprit équilibré, que pourra faire le défenseur, alors que l'examen médical qu'il demandait, pour ce témoin, ne lui aura pas été accordé ?

Y aura-t-il lieu d'admettre à l'audience, en quelque sorte, des contre-témoins qui déposeront sur la valeur des déclarations de l'aliéné ? Evidemment non. On ne peut charger et compliquer ainsi la marche régulière de la justice. L'accusé va donc se trouver abandonné et sans défense ; il va subir le contre-coup d'une déposition qui peut être accablante pour lui et qui, si elle ne l'est pas, sera tout au moins une déposition à écarter en raison des doutes qui planent sur le témoin.

Le remède à cet état de choses consisterait, croyons-nous, à décréter que toute déposition se fera à titre de déclaration lorsqu'on se trouvera en présence d'un psychopathe ou de tout autre individu suspect. En un mot que la psychose dont il est atteint pourra être une cause de reproche contre lui (solution admise par les lois étrangères que nous avons citées : Allemagne, Autriche, Russie, etc.).

Mais ce serait augmenter notre liste de reproches, système déjà fort critiqué. On a prétendu que sa base était vicieuse, et qu'il serait préférable de ne prendre en considération ni les passions, ni les affections des individus pour les récuser comme témoins, mais que ce devrait

être à la justice elle-même d'exclure ceux dont la sincérité est douteuse.

Le système des reproches, tel qu'il existe, peut être défectueux; il porte atteinte, dans certains cas, à la considération du témoin, et son influence à ce point de vue est nuisible; mais il simplifie la tâche du juge d'instruction, du défenseur, des magistrats ou des jurés; il les met en garde, malgré eux. Aussi serait-ce agir autant dans l'intérêt de la défense que de l'accusation que d'ajouter au système existant une clause d'exclusion visant les témoignages des psychopathes et ne leur permettant pas de prêter serment.

Le serment a perdu de sa valeur, non seulement parce qu'il n'a plus de caractère religieux, mais aussi en raison de la facilité avec laquelle on est entraîné, dans la vie quotidienne, à affirmer délibérément, sous serment, la véracité de certaines allégations qui n'exigent pas une telle garantie et n'offrent aucun intérêt (ce qui est vrai d'ailleurs pour tous les témoins).

Devant la justice, les mêmes personnes citées pour témoigner, jureront avec une facilité aussi grande, parce que l'habitude a détruit pour elles ce que le serment a de respectable et de solennel.

Le maintien de cette formalité a cependant sa raison d'être, car beaucoup de personnes comprennent parfaitement la portée d'un tel engagement, c'est chez elles une question d'honnêteté. Aussi déclarent-elles, sans réticences, tous les faits qu'elles connaissent, se rattachant

à la cause. Et ce maintien se légitimera aussi, si la seule crainte du châtiment réservé au parjure doit être garante de la sincérité des témoignages. Prenons un individu atteint d'insanité d'esprit. Il est évident qu'il ne comprendra pas l'importance du serment. Aura-t-il conscience de la peine qu'il encourt ? Ne dit-il pas souvent la vérité, sa vérité à lui, les faits qui la constituent ayant été déformés par son cerveau de malade ? Il ne peut donc s'agir pour un aliéné, dont la déclaration est reconnue fausse, d'arrestation ni de condamnation pour parjure. L'aliéné n'est pas forcément un faux témoin. Un faux témoin n'est cru en rien de ce qu'il atteste. Il est avéré cependant que le récit d'un névropathe peut contenir des renseignements utiles. Alors, de deux choses l'une : ou la cour d'assises l'entendra sous serment, et le jury pourra être influencé par son intervention ; ou bien l'aliéné, non écarté au début, fera une déposition à ce point incohérente et inexacte que le président se verra obligé de le faire arrêter, et par conséquent détruira, par cette présomption de faux témoignage, tout ce que sa déclaration peut cependant contenir d'utiles informations.

L'arrêt de la cour n'est pas justifié, car la cour n'est pas éclairée. Rien de semblable ne se passerait si, au début de l'audience, avant l'audition des témoins, les juges ou jurés étaient avertis qu'ils entendront — sur conclusions conformes du médecin-expert — certaines déclarations sans serment.

Le reproche, s'il était prévu par la loi, serait donc

prononcé sur le vu du certificat médical rendu par l'expert.

Nous avons signalé aussi la renonciation volontaire à la production du témoin. Moyen bien illusoire en vérité. Il est peu vraisemblable que la partie qui aura fait citer le témoin, accepte de ne pas le faire entendre. Et quel moyen pour l'avocat dont la cause est mauvaise que de tirer parti de l'absence d'un témoin qu'il aurait pu produire, qu'il a consenti à ne pas faire entendre, et qui, selon lui, aurait pu fournir des éclaircissements importants !

Il peut arriver que le malade ait déjà été l'objet d'une mesure de protection judiciaire. Ce peut être un aliéné interdit, ou un aliéné non interdit, mais interné, un individu dont la faiblesse d'esprit ou la prodigalité auront nécessité la dation d'un conseil judiciaire.

Il est certain que si l'un de ces individus est cité comme témoin, sa qualité d'interdit, d'interné ou de prodigue pourra suffire à le faire écarter, par un jugement ou arrêt motivé. Et alors, s'il est de prime abord tenu pour suspect, et n'est pas reçu en pratique avec le même crédit qu'un témoin ordinaire, pourquoi ne pas instituer en règle générale que tout aliéné interdit, interné ou pourvu d'un conseil judiciaire sera reproché et admis à faire une simple déclaration à laquelle le tribunal aura tel égard que de droit.

Le législateur est intervenu pour protéger ces personnes vis-à-vis d'elles-mêmes, de leur famille et de la

société. Si l'on juge dangereux de les laisser disposer sans contrôle de leur fortune, se livrer à des actes d'appauvrissement, mettre leur santé en péril, etc., il est tout naturel que l'on refrène également toutes leurs extravagances, qu'on les empêche de nuire à autrui par cette forme du faux témoignage, de la dénonciation calomnieuse.

Pour ceux-là point n'est besoin d'un examen médical; leur situation ne laisse aucun doute sur leur état mental.

Aucune raison valable ne s'oppose à ce que le juge d'instruction agisse avec une égale prudence, en matière correctionnelle ou criminelle (1). Le législateur permet bien de faire annuler des donations consenties au cours de crises de délire ainsi que des testaments par lesquels des personnes, en état d'aliénation mentale, disposeraient de leurs biens (art. 901, du code civil). Et cependant cette mesure ne concerne que les biens. Elle n'intéresse pas directement l'ordre public, mais seulement la famille du donateur ou du testateur.

Ces prohibitions n'ont été décrétées qu'en raison des troubles mentaux supposés ou observés chez certains testateurs, donateurs, etc. Et l'on peut voir cet étrange phénomène : des individus reconnus atteints d'insanité d'esprit pourront disposer indirectement de la vie ou des biens d'autrui alors qu'il leur est interdit de rien faire en ce qui touche aux leurs propres.

(1) A l'égard de tous ceux qui n'ont été ni interdits, ni internés.

Le silence de nos codes relativement au témoignage des enfants et des psychopathes ne peut résulter que d'une omission, d'un travail trop rapidement élaboré.

Il faut assurer la sincérité des témoignages par le contrôle. Le législateur a le devoir de relever l'autorité qui leur est dûe en frappant d'une déchéance ceux dont la sincérité et la bonne foi sont officiellement douteuses. Application faite de cette règle, le tribunal sera libre, s'il lui plaît, de tirer de l'audition (particulière) de ces témoins telle conviction qui lui semblera concorder avec d'autres preuves ou vraisemblances. Il aura ainsi rempli sa tâche avec tout le soin scrupuleux que l'on est en droit d'attendre de lui.

Mais il ne suffirait pas d'édicter cette règle, il faut en prévoir les conditions d'application. Bien souvent hélas! en présence de situations inextricables, on s'en est remis, du soin de les éclaircir, à la sagesse des tribunaux. Ici il faut guider les juridictions jusqu'au moment où elles pourront, — le pourront-elles jamais, — par leur connaissance approfondie de la psychiatrie, prendre des décisions conformes aux données de la science médicale (1).

Le rôle du médecin expert est donc capital, en matière de témoignage. Ainsi que l'a montré le professeur Dupré : « Chaque témoignage revêt, dans sa forme même,

(1) Il serait même très nécessaire qu'aujourd'hui les magistrats soient familiarisés avec les éléments de la science médico-légale pour apprécier justement les déclarations contenues dans le rapport de l'expert.

« la valeur d'un fait psychologique qui mérite d'être « étudié en soi, indépendamment des faits objectifs sur « lesquels porte la déposition » (*Op. cit.*, *Rev. des Deux-Mondes*).

Le magistrat, faute de connaissances et de temps, est obligé de s'adresser au médecin. On ne peut pas s'en remettre à son seul bon sens, encore moins à celui d'un juré. Le bon sens ne peut, dans une question aussi grave que celle-ci, suppléer à l'examen scientifique du praticien. Mais tout médecin ne sera pas à même d'apprécier chez un sujet l'affaiblissement de la mémoire ou du jugement ou tout autre symptôme d'un état l'empêchant de comprendre la valeur morale de ses actes. Il faut que ce soit un spécialiste des maladies nerveuses ; c'est à cette seule condition que son intervention pourra être utile ; le juge ne pourrait contraindre un médecin à faire des expertises auxquelles il n'a pas été préparé par des études spéciales ; s'il le faisait, il commettrait plus qu'une grave imprudence et engagerait moralement sa responsabilité. La justice courrait des risques aussi grands que si l'expertise n'avait pas eu lieu (1).

(1) Il est arrivé très fréquemment à des médecins de quartier, à Paris, de faire de grossières erreurs de diagnostic. Au cours de l'affaire Birot-Hannezo (1891), trois certificats de docteurs prouvaient que la petite victime était déflorée et syphilitique. L'expertise médico-légale ne révéla rien de tout cela. Les trois médecins s'étaient laissés convaincre, en conversant avec une personne qui avait tout intérêt à faire condamner l'auteur du prétendu viol, pour s'emparer de sa fortune,

Le professeur Hans Gross (1) a préconisé une fort bonne solution pratique. Il envisage deux facteurs principaux : la déposition isolée ; la déposition importante par ses révélations et il dit, parlant des nombreuses erreurs judiciaires d'autrefois, alors que l'on n'examinait pas l'état mental d'un inculpé, et encore moins d'un témoin : « Ce sont là des situations aussi difficiles que tristes, et tout bien considéré, il *faudrait faire examiner l'état mental de tout accusé, de tout témoin important, qui fait une déposition isolée*. Seules, des raisons de convenances et la nécessité de faire des économies de temps et d'argent, nous empêchent de décréter l'obligation des examens médicaux, mais s'il nous est possible de le faire, la science, la conscience et l'humanité nous commandent d'agir avec générosité quand s'élève en nous le moindre doute sur la responsabilité de l'accusé ; de bien étudier notre homme quand son état mental nous paraît suspect et de *ne pas nous laisser* de soumettre l'accusé à l'examen des médecins, quand bien même il serait déjà arrivé qu'ils aient déclaré sains d'esprit des gens que nous croyions d'une santé douteuse. »

D'autres autorités dans le monde juridique ont également préconisé l'examen préalable du témoin. Rappelons pour mémoire, comme partisan de ce système, le professeur Garraud.

(1) *Op. cit.*

Il faut que le juge, mis en éveil par des observations personnelles, puisse demander dans des cas douteux à l'expert de venir confirmer ou infirmer les soupçons qui ont pu naître dans son esprit à l'égard des témoins. Voici comment, semble-t-il, il faut comprendre le rôle du médecin. C'est tout à fait l'opinion du professeur Dupré, des docteurs Legrain, Hans Gross, etc. Et c'est à Lombroso que revient l'honneur d'avoir fait voter au congrès de Turin, le vœu suivant: « Les magistrats, les avocats et
« tous les auxiliaires de la justice devraient recevoir une
« instruction psychiatrique qui leur permette de savoir
« dans quels cas ils devront avoir recours aux médecins
« compétents afin d'éviter des erreurs judiciaires. »

Ce vœu concerne, on le voit, aussi bien l'inculpé que le témoin. Certes, cette mesure est excellente, mais elle ne laisse pas que de présenter un certain danger, danger pour le médecin d'être porté à découvrir chez tout sujet qu'il examine les tares et les symptômes révélateurs des troubles mentaux.

« Le normal, je ne sais pas ce que c'est », déclare le Dr Legrain se ralliant ainsi à la théorie des *a priori*-tes (1). Si tant est que les observations de ce savant lui

(1) « Un témoignage correct, dit le Dr Vibert, n'est pas une chose
« aussi courante, même de la part des médecins, qu'on pourrait le
« supposer. Dire uniquement ce que l'on a constaté et tirer de ce
« *visum et repertum* les conclusions adéquates, cela nécessite pour
« bon nombre de gens une certaine éducation d'esprit qui est d'ail-
« leurs vite acquise dès qu'on en a reconnu le besoin ».

aient permis de faire cette constatation, il ne convient pas d'en tirer les conséquences naturelles, qui rendraient inutilisable en justice le témoignage humain. Le D^r Legrain veut dire qu'il n'existe pas de type qui puisse être pris comme type normal et auquel on rattacherait de près ou de loin des individus pris au hasard, comme l'on compare une épreuve au modèle, pour en déterminer la valeur. Il n'y a pas d'individus normaux ou anormaux ; il y a des individus. Ils diffèrent les uns des autres par des détails, des conformations, souvent à peine accusées, mais qui dénotent néanmoins le trouble qui existe dans l'harmonie des facultés intellectuelles.

Les récents congrès (Grenoble 1893, Genève 1907, Amiens 1911) ont insisté soit sur l'obligation de procéder à l'examen mental de tout témoin suspect, soit sur l'assistance nécessaire du médecin expert à toutes les auditions de témoins (proposition du professeur Gilbert-Ballet, Genève). Ces vœux tendent à faire du médecin l'auxiliaire indispensable de la justice.

Ces propositions n'ont pas été accueillies avec la même faveur par tout le corps médical, ainsi le docteur Vibert, rappelant les erreurs commises par des médecins (surtout ceux qui ne sont pas spécialisés), se demande si l'on doit se méfier des rapports médicaux. Le médecin se trompe souvent. « Relativement aux attentats à la pu-
« deur, les mauvais certificats médicaux abondent. S'il
« n'y a guère ou pas du tout d'erreurs judiciaires, il faut
« l'attribuer en grande partie à ce que les magistrats

« et avocats ont appris à se méfier des certificats médicaux (op. cit.). Et puis il y a les médecins jeunes, inexpérimentés ou facilement suggestionnables. Ils peuvent se trouver dans un milieu où tout le monde est persuadé de la réalité d'un attentat (affaire Birot-Hannezo).

L'aveu du docteur Vibert ne manque pas de courage, mais il ne parvient pas à nous convaincre que l'existence du nombre restreint des erreurs judiciaires est uniquement due à la clairvoyance des magistrats ou des avocats. Il ne condamne nullement l'intervention du médecin, il la considère au contraire comme capable de rendre les plus grands services, il blâme le défaut de capacité chez certains, défaut qui, auprès du malade, rend ce rôle bien imparfait et, involontairement, bien infidèle.

M. Fourquet, ancien juge d'instruction, sans critiquer la valeur même des certificats médicaux, ne se montre pas cependant partisan de l'examen du témoin suggestionné ou aliéné. « Quant aux méthodes de contrôle
« indiquées, elles nous paraissent peu satisfaisantes en
« ce qu'elles tendraient à l'intervention d'un médecin
« expert dans presque toutes les informations judiciai-
« res, sans parler des complications infinies qui ren-
« draient extrêmement difficiles les fonctions du juge
« d'instruction » (1). La véritable, l'unique complication tient au retard apporté dans l'instruction des affaires

(1) *Op. cit.*

par l'examen du témoin et la production du rapport le concernant. Nous ne partageons pas la manière de voir de M. Fourquet. Quelque coûteuse, quelque difficile et longue que puisse être la procédure, si une expertise médicale semble susceptible d'apporter quelque clarté ou de faire naître quelque défiance, à l'égard d'un déclarant, il n'y a pas à hésiter, il y va du bon renom de nos institutions judiciaires, de l'honneur des magistrats, de la vie ou de la liberté des citoyens.

C'est le résultat obligatoire de la collaboration étroite du magistrat et du médecin sur le terrain de l'information. Cette collaboration remonte assez loin, s'il faut en croire un édit de février 1692 qui prescrivait qu'il y ait dans toutes les villes du royaume, « un médecin ordinaire du roy et des chirurgiens jurés pour faire à l'exclusion de tous autres les rapports des visitations qui se font, tant *par ordonnance de justice*, que dans les cas où l'on trouve un corps mort ou blessé. » Nous ignorons si, en ce qui a trait aux maladies mentales des témoins ou des inculpés, l'on rendait une ordonnance de justice, à fin d'expertise.

A l'objection précédemment signalée, s'ajoute une objection d'un ordre tout différent. On a prétendu qu'à notre époque, la confiance du public dans les expertises, en cas d'insanité d'esprit, était très ébranlée. Il n'en est rien. Tout au plus, quelques récits de journaux, avides de scandales, ont-ils réussi à alarmer l'opinion, à l'oc-

casion de certains internements considérés comme arbitraires. Va-t-on, en raison de la minime chance d'erreur que court le médecin, se priver de son concours ? Chaque jour il devient au contraire plus nécessaire. Le juge a besoin, et d'une façon absolue, d'être techniquement renseigné sur les questions les plus diverses par des hommes de l'art. En ce qui concerne le témoin suspect, on a conseillé, par un scrupule bien compréhensible, de se renseigner minutieusement sur chaque particularité se rapportant à son existence, ses antécédents, son état, et de le traiter autant que possible en personne saine d'esprit avant de décider qu'il y a lieu à expertise.

En pratique, les tribunaux acceptent généralement d'entrer dans les vues de l'expert et de baser leur sentence sur les observations qu'il a pu faire.

D'ailleurs, pour bien montrer à quel point les magistrats se défient de leurs seules lumières et du résultat souvent décevant de leurs interrogatoires, il suffit de rappeler l'usage tout à fait admis dans la pratique, en matière d'interdiction judiciaire, de faire procéder à une enquête confiée à plusieurs médecins, avant tout interrogatoire (1).

La critique la plus sérieuse opposée au vœu du con-

(1) L'internement dans un asile est également précédé d'un examen mental. La dation d'un conseil judiciaire est rarement obtenue sans garanties équivalentes et peut d'ailleurs résulter de ce qu'une interdiction demandée n'a pas été accordée par le tribunal.

grès de Genève est la suivante. Il ne faut pas, a-t-on dit, préconiser l'examen mental du témoin suspect, cela écarterait de nombreuses déclarations spontanées. L'avocat détruirait la valeur de témoignages défavorables à son client en arguant de la mesure de suspicion qui a été prise à l'égard de certains déposants. Evidemment il semble y avoir là un double danger.

Ne croit-on pas qu'il existe aussi de nombreux témoignages spontanés écartés à jamais par la simple rigueur qui préside aux dépositions devant le juge d'instruction? Beaucoup de gens renseignés préféreraient n'être pas entendus et se débarrasser d'un secret qui les gêne, par l'envoi d'une lettre au parquet ou au magistrat instructeur. A l'audience c'est la crainte de se voir livré aux insinuations, quelquefois perfides, de l'avocat de la partie adverse, qui obligera le témoin bénévole à se taire.

Si l'on n'ordonne d'expertise médicale qu'à bon escient, après en avoir reconnu la nécessité, la réforme proposée ne donnera pas lieu à des abus capables de la discréditer.

En ce qui concerne les dépositions spontanées, s'il appert que le témoin ne jouit pas de la plénitude de ses facultés intellectuelles, si c'est un interdit ou un interné, il ne sera pas procédé à l'examen médical, il suffira de contrôler et de ramener à des proportions exactes la déposition ou la dénonciation du témoin ; s'il est seulement suspect, ce qui est notre hypothèse constante, il

deviendra nécessaire de le surveiller et de se renseigner sur la valeur de ses dires. S'il est déclaré sain d'esprit, il sera admis à l'audience sans qu'il soit fait aucunement mention de la mesure prise à son sujet.

Cette méthode éviterait à l'intéressé les commentaires et la publicité ennuyeuse qui résultent inévitablement de semblables révélations faites au cours de l'audience publique. Si l'expert n'a trouvé chez le malade examiné que des vestiges d'intelligence, il pourra encore être entendu grâce au pouvoir discrétionnaire du président ; nous savons quelle minime faveur s'attache à une semblable déposition.

La nécessité de réformer notre code d'instruction criminelle, vieux d'un siècle, s'est fait sentir depuis de nombreuses années ; un projet de refonte a été déposé sur le bureau du Parlement. Cependant, ni dans ce projet, ni dans les nombreuses propositions de réformes, émanées de jurisconsultes, de magistrats ou d'avocats, nous n'avons rencontré de vœu tendant à affranchir les tribunaux de la dépendance dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis des déclarations des classes dangereuses de psychopathes.

Il est aujourd'hui bien établi que ces déclarations ne sauraient procurer à la justice des éléments sérieux d'information. Ajoutons qu'il en est de même à l'égard de l'enfant. Le corps médical tout entier s'est élevé contre son admission, sans réserve, à titre de témoin, et il a de-

mandé que ses récits fassent l'objet d'un contrôle analytique des plus sévères (1).

Notre ancien droit l'excluait ; plusieurs législations étrangères contemporaines font de même. Notre législation (art. 79 du code d'instruction criminelle) permet seulement au juge d'instruction et au président de la cour d'assises de dispenser l'enfant du serment (2). C'est une simple faculté, elle n'autorise aucun recours contre la décision du magistrat ; de plus l'article 79 n'étant pas prescrit à peine de nullité, la prestation du serment ne ferait pas tomber la procédure, et ne porterait même pas atteinte à la déposition (Cass., 27 av. 1827). La règle générale, tant en procédure civile qu'en procédure criminelle, consiste donc, sauf exception, à exiger de ces très jeunes gens un serment qui n'offre aucune garantie. Cette solution est fâcheuse ; il eût été préférable de décréter que les enfants âgés de moins de quinze ans, n'ayant pas le discernement nécessaire, seraient obligatoirement dispensés de le prêter. La force probante du témoignage se trouve bien amoindrie quand on voit déférer le serment à des personnes dont l'intelligence est peu développée,

(1) Cf. les ouvrages des D^{rs} Brouardel, Motet, Bernheim, E. Picard, etc.

(2) Plusieurs arrêts de cassation (7 novembre 1850, 1^{er} octobre 1857, 4 juin 1864) ont décidé qu'à l'audience de la Cour l'enfant pourrait être entendu sans serment. C'est l'extension de l'article 79 du code d'instruction criminelle.

considérablement engourdie, ou sujette à des troubles passagers ou permanents.

On a pu, il est vrai, objecter au système d'exclusion totale, des considérations comme celles-ci : « Est-ce
« qu'une seule chose, le mensonge de l'enfant, ne suffi-
« rait pas à nous éclairer sur sa responsabilité ? Le men-
« songe n'est-il pas l'aveu même de l'intelligence du mal
« commis ? Il n'y a pas de menteurs plus déterminés et
« parfois plus habiles que les enfants. Ils construisent
« tout un échafaudage de mensonges, avec une dexté-
« rité prodigieuse, que dis-je, parfois déconcertante !
« etc. » (1). Ces considérations atteignent non seule-
ment l'enfant, mais tous les êtres dont l'état mental est
troublé. Cette intelligence ou plutôt cette face de l'intel-
ligence imaginative ne prouve aucunement chez eux, un
complet développement des facultés cérébrales ; c'est une
intelligence aiguillée vers la dissimulation et le men-
songe.

Chez de nombreux déséquilibrés, la fabulation est in-
consciente, elle prend chez eux (surtout les vieillards et
les enfants) une forme pathologique. Leurs mensonges
ne sont donc en rien assimilables à ceux des individus
conscients, que leur intérêt, leur malhonnêteté et leur
manque de scrupules incitent à déguiser leur pensée.

(1) *Rapport sur la responsabilité des enfants*, par M. Puybaraud, inspecteur général des services administratifs au ministère de l'intérieur.

La loi possède des armes contre ces témoins ; de même pour les autres, doit-elle se montrer très rigoureuse, non parce qu'inintelligents, mais parce que éminemment dangereux (1).

Quant à l'enfant, il importe de substituer à l'appréciation forcément tâtonnante du juge, au concours intermittent du médecin, une dispense absolue de prêter serment. Rappelons que la loi pénale a prescrit de suivre, en matière de discernement chez les mineurs, la règle suivante (art. 67 du code pénal). Le mineur délinquant ou criminel, âgé de moins de seize ans, qui sera *reconnu avoir agi sans discernement*, sera acquitté. Cette prescription semble tout à fait plaider en faveur de la thèse de l'appréciation libre du magistrat. Et cependant non. Dans une très forte proportion (plus de 75 pour % des cas), les tribunaux répressifs refusent de reconnaître le discernement aux mineurs de seize ans qui comparaissent devant eux. Il les excusent, quitte à prendre à leur égard des mesures de protection.

Et ce sont des enfants d'un âge équivalent qui seront reçus, sur leur bonne mine, à témoigner, sans que l'on veuille tenir compte de cette mythomanie qui existe chez la plupart d'entre eux, à l'état subconscient. On ne saurait trop se rappeler, ici, comme ailleurs, que la justice

(1) « Le témoignage de l'enfant doit être tenu, sinon pour irrecevable, du moins comme extrêmement suspect », Professeur Dupré, *op. cit.*

humaine, dans sa recherche de l'inconnu, repose sur la sincérité des témoignages. Cette sincérité manquant, absorbée dans la fabulation du déclarant, elle rend son audition presque inutile. Si d'autres témoignages, indices ou présomptions ne viennent pas fortifier, consolider les pauvres éléments de preuve qu'il a fournis, il convient de clore par un non-lieu une instruction qui, si elle se prolongeait, ne pourrait être que préjudiciable aux intérêts de tous.

Car, à notre avis, c'est au cours de l'instruction préparatoire, que la situation du témoin doit être examinée et réglée. A ce moment surtout d'utiles mesures de contrôle peuvent être prises.

A maintes reprises, notre procédure préparatoire fut modifiée et réformée ; elle aurait besoin d'être revue dans son ensemble. Récemment encore M. Méquillet, député, proposait une mesure excellente ayant pour but, au cas où le témoin se verrait brusquement transformé en inculpé, de lui fournir immédiatement l'assistance et les conseils éclairés d'un avocat (1).

On ne peut reprendre cette motion pour l'étendre à

(1) Article unique. — « Dorénavant dans toute procédure criminelle » ou correctionnelle suivie devant un juge d'instruction, les témoins « pourront se faire assister d'un avocat, à la condition d'avoir à prévenir le juge d'instruction par lettre recommandée émanant d'eux » ou de l'avocat dont ils auront fait choix, soit par une déclaration « faite au greffe du tribunal devant lequel se poursuit l'instruction », (1909).

des cas qu'elle ne visait pas ; cette faculté, à laquelle la pratique judiciaire avait réservé le meilleur accueil, étant toute facultative.

D'autres ont pensé que c'est au ministère public qu'il conviendrait plutôt d'intervenir et ont exprimé le désir de voir un de ses représentants assister aux diverses phases de l'instruction (1). Le ministère public est l'agent de la vérité, il importe qu'il veille à ce que les éléments de l'information ne soient puisés qu'à des sources dignes de foi.

L'obstacle sérieux qui s'oppose à la réalisation de ce vœu, c'est d'abord l'insuffisance du nombre des membres du parquet qui ne pourraient assumer une telle surcharge d'attributions, c'est en même temps l'insuffisance du moyen invoqué à éclaircir le problème que peut faire naître la mentalité douteuse d'un témoin.

Et cependant cette intervention du ministère public, suggérée par MM. Dagallier et Bazenet, nous la trouvons déjà consacrée par un arrêt de la cour de cassation, qui régit l'enquête sur témoins avant la citation. « Dans tous
« les cas il est incontestable que le ministère public,
« avant de faire citer des témoins, peut faire prendre au-
« près d'eux des renseignements par des officiers de po-
« lice judiciaire ». « Attendu, porte un arrêt du 9 no-
« vembre 1843 (*Bul. crim.*, 278), que le ministère public,

(1) *Projet de réforme du code d'instruction criminelle*, Dagallier et Bazenet.

« chargé par la loi de dresser la liste des témoins qui
 « doivent être assignés à sa requête pour déposer devant
 « la cour d'assises, doit employer tous les moyens pour
 « ne faire citer que des témoins dont la manifestation
 « peut être utile à la manifestation de la vérité et qu'il
 « ne lui est nullement interdit de faire prendre à cet
 « égard des renseignements par des officiers de police
 « judiciaire, ses auxiliaires légaux » (Sic., Cass., 9 mars
 1855) (1).

Cette constatation, tant soit peu ironique, qu'il n'est pas interdit de prendre des renseignements sur la valeur des témoins, est insuffisante ; l'enquête devrait être prescrite d'une façon impérative pour être efficace.

Il serait loisible au garde des sceaux, d'informer en conséquence les différents parquets de son désir de les voir se conformer à cette règle élémentaire de prudence. Ce serait déjà un premier pas fait dans la voie d'une réforme touchant au contrôle des témoignages.

Nous avons précédemment signalé une intéressante proposition du Dr Gilbert-Ballet (2), tendant à ce qu'un

(1) *Bull. crim.*, n° 88, *Répertoire de la Gazette du Palais*, cours d'assises, n° 358.

(2) Serait-ce donc violer le droit au secret professionnel qui appartient au malade et au médecin que d'exiger de ce dernier un certificat succinct de l'état de son client ? Le droit de la société que représente le ministère public n'est-il donc pas supérieur ? Et quel secret violerait le médecin, si, à la question de l'officier de police judiciaire délégué, il répondait : « Connaissant les états pathologiques qu'a traversés l'individu que j'ai traité, j'estime qu'il est (ou

médecin légiste assiste aux dépositions des témoins à l'instruction. Cette mesure, qui avait rallié tous les suffrages des membres du congrès, n'est pas réalisable, et ne mérite même pas d'aboutir parce qu'une collaboration si étroite et intime entre le magistrat et le médecin, outre qu'elle mobilise de trop nombreux organes, ne pourrait laisser au juge d'instruction toute sa liberté d'action en vue d'éviter des abus et de poursuivre utilement la mission qui lui est confiée. *Cette collaboration ne doit être qu'accidentelle.*

Aussi reprenant le vœu exprimé par l'arrêt de 1843, ne peut-on que souhaiter que le ministère public enquête dans l'entourage des témoins afin de contribuer, en une certaine mesure, à donner la physionomie du témoin, à révéler ses antécédents et les traits caractéristiques de sa vie physiologique et intellectuelle. Dans l'impossibilité où l'on se trouvera fréquemment d'obtenir du médecin habituel du témoin, un certificat concernant ses troubles organiques, les maladies dont il peut être atteint..., etc., force sera au juge de prendre une décision à lui seul. C'est donc sur le vu des renseignements que lui fournira l'enquête du ministère public, en les

n'est pas) à même de faire à la justice une déclaration exacte et sincère. Souvent le médecin, par suite d'ignorance sur ce point, ne pourra pas répondre à la question. Mais il est évident que chaque fois qu'il pourra fournir un renseignement sur l'état de son client, la tâche du juge sera singulièrement allégée. Il pourra, sans hésitation, décréter l'examen médical, s'il y a lieu.

comparant aux soupçons que l'état mental du témoin a pu faire naître en lui, que le juge d'instruction ordonnera presque à coup sûr de procéder à l'expertise, avec chance de voir son soupçon confirmé.

Le témoin déclaré suspect, après cet examen, tomberait sous le coup de la loi telle que nous souhaitons de la voir modifiée, c'est-à-dire qu'à l'instruction comme à l'audience, il ne prêterait pas serment. Si le sujet qui avait été tout d'abord jugé douteux est reconnu sain d'esprit, il pourra témoigner suivant la procédure régulière.

En résumé, il est établi que la valeur des témoignages dépend à la fois du milieu social auquel appartiennent les déposants, de l'acuité de leurs perceptions, de leur imagination plus ou moins développée et de l'étendue de leur mémoire. Tous les sentiments, toutes les passions viennent en altérer la fidélité.

Les témoins peuvent être soupçonnés et par suite déclarés inutilisables, soit en raison de leur incapacité de percevoir, retenir ou comprendre, soit de leur incapacité capitale à envisager l'importance du serment.

Nous n'avons pu, au cours de cette étude, que signaler les principaux types de témoins suspects : ils se recrutent parmi les aliénés, les épileptiques, les hystériques, les monomaniaques, les passionnels ou les instinctifs, les suggestionnés, les anormaux et les dégénérés, les victimes d'accidents héréditaires, etc. Leur nombre déjà con-

sidérable (1) est encore grossi de celui des intoxiqués, des crétins, des idiots et des faibles d'esprit ; on peut, grâce aux données de la statistique, l'évaluer à un trentième environ de notre population.

Nous proposons donc qu'une mesure de protection, sinon d'exclusion, soit introduite dans notre législation, d'abord dans le code de procédure civile, en déclarant incapables de prêter serment en justice :

1° Les enfants des deux sexes âgés de moins de quinze ans.

2° Les individus aliénés, qui sont ou ont été frappés d'interdiction, internés ou pourvus d'un conseil judiciaire ; tous ceux qui, sans avoir fait l'objet d'une de ces mesures, ont été reconnus atteints d'une affection mentale.

C'est la solution admise par de nombreux codes étrangers, elle est d'une application facile et présente une très grande analogie avec la mesure que peuvent prendre le juge d'instruction ou le président des assises, à l'égard des enfants de moins de quinze ans.

En matière criminelle, la réforme est d'une utilité plus

(1) M. Monod, conseiller d'État, directeur de l'Assistance publique au ministère de l'intérieur, établit dans un de ses rapports que, pour une donnée de cinq ans, le nombre des personnes *condamnées*, en état d'aliénation mentale, était de 700. Élimination rigoureuse des cas douteux, cela donnait une moyenne de 130 par an (*Revue pénitentiaire*, 1900). Le Dr Marendon a établi qu'il y avait un rapport de 1.07 % d'erreurs judiciaires commises au détriment d'aliénés (pour le département de la Seine).

grande encore. Elle pourrait être réalisée grâce à l'introduction au chapitre VI du livre I du code d'instruction criminelle d'un article ainsi conçu :

« Toute personne, qui est ou a été aliénée ou a souffert d'une maladie mentale dûment reconnue, *ne pourra être* entendue qu'à titre de simples renseignements. »

Cette disposition pourrait s'insérer en deuxième alinéa dans l'article 79 (1), le premier alinéa prenant pour le juge une forme impérative et non plus facultative. A la mesure prise en ce qui concerne l'instruction correspondrait, aux articles 136 et 322 du code d'instruction criminelle, un paragraphe supplémentaire ainsi conçu [article 156, après : le mari et la femme] « toute
« personne aliénée ou qui a été aliénée, ou qui souffre
« d'une maladie mentale dont l'existence est dûment éta-
« blie, leur déposition pouvant être cependant reçue à
« titre de simples renseignements. »

[Article 322. Ne pourront être reçues...] 7° les dépositions de toute personne... etc. (comme à l'article 156 modifié).

Les modifications proposées aux textes des articles 79, 156 et 322 permettent ainsi au juge d'instruction, aux présidents du tribunal correctionnel et de la cour d'assises d'entendre, s'ils le jugent utile, les témoins ainsi reprochés, à titre de déclaration. C'est, en effet, pen-

(1) Il n'y a pas d'incapacité de témoigner à l'instruction (Cass., 10 octobre 1887).

sons-nous, dans la suppression de la prestation du serment que peut consister la garantie à apporter à la sincérité du témoignage. Les individus reconnus indignes de remplir cette solennité n'auront, par leur déposition, qu'un faible poids dans la formation de la conviction des magistrats.

On a prétendu que le serment n'avait, sur l'esprit du jury particulièrement, qu'une influence médiocre. M. le sénateur Wallon a soutenu (1) : « qu'il ne fallait pas s'en
« exagérer l'effet ». « Les jurés se forment leur conviction comme bon leur semble et la loi ne leur prescrit
« aucune règle, ni sur les preuves qu'ils peuvent admettre ou rejeter, ni sur le nombre de témoins nécessaires
« pour former leur conviction. La loi prescrit au chef
« du jury de lire cette déclaration affichée dans leur
« chambre (art. 342) : la loi ne demande pas compte
« aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus... la loi ne leur dit point : vous tiendrez pour
« vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins ;
« elle ne leur dit pas non plus : vous ne regarderez pas
« comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera
« pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de
« tant de témoins ou de tant d'indices. Elle ne leur fait
« que cette seule question qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : avez-vous une intime conviction » (2).

(1) Débats parlementaires, Sénat, discussion, 15 novembre 1895.

(2) Trébutien, *Cours de droit criminel*.

La preuve est, il est vrai, purement morale en droit criminel. Mais pour arriver à cette conviction intime, grâce à des déductions, des faits, des croyances qui leur semblent être conformes à la vérité, les jurés tiennent compte des déclarations qui leur ont été faites sous la foi du serment. Ils leur accordent une confiance plus large qu'aux dépositions faites à titre de renseignements, et prétendre que pour eux le serment du témoin n'a pas d'importance, ce serait prétendre que le serment qu'ils prêtent eux-mêmes n'en a pas non plus. Il représente cependant, à leurs yeux, ce que leurs fonctions ont d'auguste et de respectable ; s'il n'en a pas sur celui qui le prête, le serment a par contre de l'influence sur celui à qui il est prêté.

Pothier a dit que l'honnête homme n'avait pas besoin d'être retenu par la religion du serment (1) ; que celui qui ne l'était pas n'avait aucune crainte de se parjurer. Pothier oublie de mentionner tous ceux qui, trop honnêtes pour être parjures, seraient tentés de ne pas dire l'exacte et totale vérité, si le serment n'était pas là, solennel et comme chargé de représailles surhumaines, pour ramener les esprits indécis ou flottants dans la voie du devoir.

(1) M. Planiol critique le serment actuel (*Droit civil*, t. II, p. 40, note 2, 1907). D'autres auteurs, le Dr Jolly, Prins, etc., se basant sur le fait que la prestation du serment est souvent instinctive, demandent sa suppression. Mais le danger ne serait-il pas le même si on le remplaçait par une promesse de dire la vérité ? (Ce qui existe en Italie).

Le serment est une caution. Il a certes beaucoup perdu de son efficacité, cependant il importe de ne point le supprimer en raison de tous les bons offices qu'il a rendus, de tous ceux qu'il peut rendre encore et par l'impossibilité de trouver une meilleure contrainte morale.

Serment religieux ou simple promesse civile n'ont pas plus de valeur l'un que l'autre aux yeux du témoin privé de l'usage de ses facultés mentales. Si on lui fait prêter serment, on lui confère, par ce fait, toute l'autorité du véritable témoin ; or, il est évident qu'il ne peut lui être assimilé.

La dignité même de ce serment exige que le témoin suspect en soit dispensé et nous venons de montrer comment le magistrat parviendra à motiver sa décision à cet égard ; il ne lui est pas possible, à lui seul, de décider de cette grave question (1). Le système actuel de la jurisprudence est, nous l'avons vu, bien illogique. Elle n'annule pas la déposition de l'aliéné, tout au plus pourrait-elle déclarer que son serment est non avenu (par analogie avec ce que la cour de cassation a décidé le 6 sept. 1851 (2), en ce qui concerne le mineur de quinze ans.) Elle

(1) Le serment supplétif (art. 1367 du code civil) qui sert à compléter une preuve déjà produite, doit être déféré par le juge à celui des deux plaideurs qui lui inspire le plus de confiance. Quel embarras pour lui s'il se trouve en présence de deux individus, dont l'un est pertinemment connu pour être un aliéné, et dont l'autre est notoirement réputé malhonnête.

(2) S., 52, 4, 590.

aurait pu faire cette assimilation d'une façon plus complète; il est très regrettable qu'elle n'y ait pas songé, cela aurait permis au président, en admettant qu'il ait fait prêter serment à un psychopathe, sans que ni lui, ni le ministère public, ni la défense ne connaissent l'état du témoin, et qu'il en ait été averti postérieurement, de déclarer (sans le concours de la cour et sans débat contentieux) que ce serment était non avenu et de n'entendre ensuite le témoin qu'à titre de simple renseignement.

La règle qui domine toute la question est qu'aucun témoignage d'aliéné ne doit, à première vue, être écarté. Le juge d'instruction a le devoir de convoquer devant lui toute personne dont l'audition peut apporter quelque lumière. Il doit convoquer l'aliéné reconnu, comme l'individu simplement suspect. Une fois seulement que ses soupçons seront confirmés par la consultation du praticien, il pourra prendre une décision utile et convenable.

L'autorité judiciaire a une juste conscience de la dignité du rôle qu'elle assume, aussi se refusera-t-elle à prendre comme guide, dans sa recherche de la vérité, un incohérent, un aveugle. Si cet incapable était au banc des accusés, les tribunaux ne pourraient que rendre, à son sujet, un verdict de non culpabilité. Son irresponsabilité, qui lui vaut cet acquittement, doit être justement appréciée pour le tenir éloigné de la barre des témoins.

On a très bien dit, dans une matière aussi grave,

rien ne peut être laissé à l'arbitraire : si le témoin ne mérite pas confiance, sa déclaration n'en obtiendra pas non plus. Nous avons vu, malheureusement, que tout le passé était là pour démentir cette trop catégorique affirmation. Nous voudrions aujourd'hui détruire l'illusion qui a trop souvent permis aux tribunaux ou aux cours d'accorder, à des témoins non suspectés, une confiance inconsidérée. Grâce à l'intervention du médecin expert, ils seront rarement abusés. Le rapport médical pourra être annexé au dossier. En cour d'assises, ce sera le président qui fera connaître ses conclusions aux jurés (1).

Hors le cas normal où on aura procédé à l'examen médical, ce sera à la défense (2), aussi bien qu'au ministère public ou au président de la cour à solliciter qu'un témoin, qui depuis l'instruction a paru suspect, soit exclu, ou entendu à titre de renseignements ou encore que l'affaire soit renvoyée à une session ultérieure pour permettre, quand le témoin est important, au médecin de se prononcer.

D'autres individus sont également amenés à faire des déclarations en justice, ce sont les dénonciateurs et les plaignants. Souvent un examen médical, qu'ils ont subi

(1) Il serait à souhaiter qu'en outre le texte de l'article 322 modifié soit affiché dans la salle de délibération du jury.

(2) L'avocat assiste à l'instruction ; il y défendra les intérêts de son client en attirant l'attention du juge sur les déclarants qu'il pourrait considérer, avec raison, comme douteux.

après la condamnation de leur victime, a fait découvrir leurs mensonges et anéanti les charges imaginaires qu'ils avaient accumulées contre elle. Bien des indices auraient cependant permis de suspecter leur mentalité au moment de leur dénonciation (dans ce sens Ferrero et Lombroso, *op. cit.*). Ce sera encore au juge d'instruction de contrôler leurs assertions.

Nous nous proposons donc d'obtenir l'élargissement de notre système de reproches, but qui est vu avec défaveur parce que, prétend-on, il est préjudiciable à la découverte de la vérité. Aussi ne demandons-nous pas une véritable exclusion du témoin suspect : le témoin ne sera que reproché, mais il sera entendu. Le juge sera sur ses gardes par le fait seul qu'il ne lui aura pas imposé l'obligation du serment.

Mais aucune mesure de ce genre n'a encore été mise en pratique ; il est seulement loisible au tribunal d'écarter purement et simplement par un jugement motivé celui qui, par son attitude caractéristique, ne laisserait subsister aucun doute sur le dérangement de son esprit.

Les annales judiciaires ne contiennent aucun vestige qui puisse nous convaincre qu'un pareil jugement ait été rendu. Ainsi donc un maniaque, un délirant, un épileptique (pour ne citer que ces maladies qu'il est difficile de reconnaître dans l'intervalle des crises) pourront se présenter devant les diverses juridictions : ils seront déclarés habiles à témoigner sous la foi du serment. Qui plus est, parmi eux, il s'en trouve beaucoup qui sont at-

teints de manie processive. Par la force des choses il est arrivé et il arrivera encore hélas ! que des jugements seront basés sur le crédit accordé de bonne foi à leurs plaintes imaginaires.

Notre jurisprudence, bien pauvre, nous l'avons vu, est donc incapable de donner aux tribunaux, stricts observateurs de la loi, une ligne de conduite convenable. On aboutit alors à une méthode de demi-mesure, qui, en matière criminelle, est un signe caractéristique d'une mauvaise conception de la procédure répressive. L'exemple le plus frappant nous est fourni par les jurys. Pour peu que dans sa plaidoirie le défenseur d'un accusé fasse des réserves sur l'état mental d'un témoin à charge (que le juge d'instruction aura négligé de faire examiner), pour peu aussi qu'un témoin détruise par son incohérence toute la valeur de sa déposition, on verra les jurés, incontestablement troublés par une demi-certitude de culpabilité, rapporter un verdict affirmatif, mais mitigé par l'admission de circonstances atténuantes.

Rien n'est plus regrettable que ce genre de verdicts. Les circonstances atténuantes ont leur raison d'être en présence de certains faits déchargeant l'accusé d'une part de sa responsabilité. Elles permettent ainsi de lui accorder une réduction de peine prévue par la loi.

Mais il ne s'agit ici de rien de semblable. On a pu dire que, lorsque l'existence de circonstances atténuantes était reconnue *ainsi*, il y avait une « véritable transaction avec » le doute sur la culpabilité » et cette constatation est

exacte : car de deux choses l'une : ou la preuve a été apportée complète et alors le jury, en rapportant un verdict affirmatif, conclut à l'entière culpabilité de l'accusé, en vertu d'une conviction absolue ; ou bien il existe en faveur de ce dernier un léger doute (qui peut par exemple résulter de certains témoignages suspects), dans ce cas l'acquittement est la mesure qui s'impose.

Certes il s'agit ici d'une mauvaise interprétation de la loi. Le législateur a édicté une règle claire et humaine, applicable à certains condamnés. On ne peut lui faire le grief de ce que cette règle, mal comprise, est par suite mal appliquée. Et cependant nous persistons à croire que le législateur a pu être la cause involontaire de cette méprise assez habituelle des jurys. En ne réglementant pas expressément l'admission des témoignages, en autorisant, par conséquent, tacitement l'audition sous la foi du serment du témoin aliéné, au même titre que celui qui est sain d'esprit, il a laissé s'introduire dans la conscience d'hommes intègres, temporairement élevés au rôle ingrat de juges en matière criminelle, un malaise et une incertitude qu'ils essaient d'atténuer en solutionnant ce conflit suivant ce qui leur paraît le plus humain et le plus équitable.

En se déjugeant ainsi, ils nous donnent ce spectacle navrant d'un jury qui, sans que rien ne justifie cette attitude, vient affirmer, dans une proposition, qu'il est convaincu, en son âme et conscience, de la culpabilité d'un accusé et établit aussitôt après, dans une seconde, que,

en prévision du cas où cet accusé serait innocent, il ne veut pas le frapper trop rigoureusement et reconnaît qu'il existe des circonstances atténuantes.

Sans chercher à tirer de cette constatation une conclusion par trop générale, il est permis de souhaiter qu'une réforme efficace vienne soutenir notre procédure, combattre et circonscrire le danger. Nous croyons avoir, au cours de cette étude, montré que ce danger était permanent. Chaque fois que nous avons présenté un témoin suspect et décrit les symptômes et les effets de sa maladie nous n'avons pas entendu nous restreindre aux seuls tribunaux répressifs, nous avons toujours estimé que la réforme méritait d'être introduite également dans les codes de procédure civile, de commerce et de justice militaire.

Les découvertes de la science du témoignage nous enseignent à suspecter très sérieusement les déclarations des psychopathes, des enfants, des vieillards, des individus blessés à mort, etc. ; il importe que notre législation tire parti des données exactes de cette science. Un nombre appréciable de législations étrangères nous a précédés dans cette voie (1).

(1) On peut déplorer de voir admis en justice, en France, des personnes souffrant d'infirmités physiques de naissance, aveugles, sourds-muets, etc., qui prêtent le serment des témoins. Le sourd-muet de naissance est souvent un faible d'esprit, et il est fort difficile de se rendre compte s'il comprend ou non le sens des questions qui lui sont adressées, leur valeur et l'importance du serment prêté.

Partageant l'opinion de M. Garraud nous dirons qu'il faut écarter le témoignage de tous ces individus, car la manifestation d'un trouble pathologique de la mémoire ou des facultés cérébrales doit suffire à les faire tenir en suspicion.

Nous estimons que ce serait comprendre et servir les intérêts d'une bonne et saine administration de la justice que d'agir de la sorte ; notre but est d'étendre notre système de reproches, de le rendre plus efficace en y incorporant un motif que le code a omis de reproduire, mais que, de l'avis de nombreux auteurs, il reconnaît tacitement. Le reproche atteindra *l'enfant de moins de quinze ans, les individus qui sont ou ont été atteints d'une affection mentale, si légère soit-elle*, ayant ou non nécessité l'intervention des pouvoirs judiciaires.

En matière civile, ne nous arrêtons pas à la théorie qui considère l'article 283 (Proc. civ.), comme seulement énonciatif ; mentionnons expressément dans le corps de cet article la déchéance qui frappe une autre classe de témoins.

En matière criminelle, les articles 79, 156 et 322, remaniés, modifieraient heureusement la procédure actuellement suivie, en obligeant les magistrats à se conformer à certaines règles impératives et à avoir normalement recours au médecin expert.

Qu'il nous soit enfin permis de formuler un double vœu dont la réalisation rendrait plus efficace encore la mise en vigueur des réformes proposées. A savoir, d'une part,

que les enfants de moins de quinze ans et tous les individus suspects en raison d'un déficit mental (dans le domaine de l'incohérence, il ne peut être question de plus ou de moins) ne soient pas portés sur la liste des témoins notifiée aux accusés (en cours d'assises). De cette façon, obligatoirement, ils ne pourront être entendus qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. D'autre part, qu'aucune condamnation ne soit prononcée sur la plainte ou la déposition d'un de ces malades, en l'absence d'autres preuves formelles.

L'intérêt de la répression, sans cesse invoqué, ne doit pas tendre à contrecarrer l'évolution définitive d'une réforme nécessaire et urgente, de même qu'il n'a jamais su émousser en nous les sentiments de généreuse humanité qui veulent qu'un crime demeure sans châtiment plutôt qu'un innocent dans les fers.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Archives d'anthropologie criminelle, 1897, page 148 (D^r Lacassagne).
- BEAUMANOIR. — Coutumes de Beauvoisis (de la Preuve, § 39, édition Beugnot).
- D^r BERILLON. — Les faux témoignages suggérés (*Rev. de l'hypnotisme*, 1896).
- D^r BERNHEIM. — Rôle de la suggestion dans les témoignages (*Rev. de l'hypnotisme*, 1891).
- BEST. — Law of evidence § 133, Philadelphie.
- BOISSONNADE. — Projet de code d'instruction criminelle pour l'empire du Japon, 1882, in 8°, Tokio, art. 198.
- MARIE BORST. — Educabilité et fidélité du témoignage (*Archiv. de psychologie*, 1904).
- P^r BROUARDEL. — Commentaire des nouveaux éléments de médecine légale d'Hofmann.
- P^r CLAPARÈDE. — *Bulletin international de Droit pénal*, 1906.
- L. CRÉMAZY. — Droit pénal de la Corée, art. 2.
- CUBAIN. — Traité de la procédure devant la cour d'assises, § 443.
- CUJAS. — Opera, vol. IX, tit. XX.
- DAVID. — Témoignage devant la justice répressive (Le), thèse, Paris, 1902, vol. 75.
- DESQUIRON. — De la preuve par témoins en matière criminelle, § 170.
- Digeste, XII, 3, et Liv. XXII, loi 124 (édit. Mommsen).
- P^r DUPRÉ. — Le faux témoignage (*Rev. des Deux-Mondes*, 15 janv. 1910).
- Communication à la Société de médecine légale (*Bulletin de la Société de médecine légale*, 1903).
- FARINACCIUS. — Opera criminalia, 61, n^{os} 1 et 4; *ibid.*, 15 et 16; 56, n^{os} 34 et suiv.

- FOURNIER. — Code d'instruct. criminelle de l'Etat de New-York, 1893.
- Pr GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruct. crimin. et de procédure pénale, tome I, page 545.
- Dr GEORGET. — Médecine légale relative à la folie.
- Pr HANS GROSS. — Manuel pratique d'instruct. judiciaire, Nancy, 1899, 2 vol.
- HARTMANN. — Archiv. für Krim. Anthropol., 1905.
- HOFFBAUER. — Médecine légale relative aux aliénés, etc., trad. par le docteur Chambeyron, 1827.
- Pr VON KRAFFT-EBING. — Médecine légale des aliénés, trad. par le docteur Rémond, pages 624 à 628.
- Dr LALANNE. — Rapport au Congrès d'Amiens, 1911.
- Dr LEGRAIN. — Eléments de médéc. mentale appliquée à l'étude du droit (pages 250 à 331), 1906.
- LEGRAND DU SAULLE. — Les hystériques, 1883.
— La folie devant les tribunaux, 1864, chap. XVI.
- LIVINGSTON. — Rapport servant d'introduction au code des preuves, 1872.
- MASCARDUS. — Conclusiones omnium probationum, etc. (de testibus), tome III, Lyon, 1608.
- PARISOT. — Les faux témoignages des vieillards, Nancy, 1904.
- Dr RÉMOND. — Précis des maladies mentales.
- Dr ROUBY. — Les faux témoignages d'une hystérique (Archives d'anthr. criminelle, 1897).
- SELDEN. — De jure naturali (de synedriis, lib. II, chap. 13).
- VOET (Johann). — Comment. ad Pandectas, I, liv. XXII.
- WHARTON. — A treatise on the law of evidence, Philadelphie, 1883.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
HISTORIQUE	14
CHAPITRE PREMIER. — Etat de la jurisprudence sur la question	45
CHAPITRE II. — Théories juridiques contemporaines . . .	59
CHAPITRE III. — Relation de certains procès criminels . .	84
CHAPITRE IV. — Le témoignage de l'aliéné dans les législa- tions étrangères.	109
CHAPITRE V. — Doctrines et opinions médicales.	130
CONCLUSIONS	179
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	217

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOËL TIXIER
